



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agensie "Europe", di Bruxelles del 26-X-73

DEUX NOUVEAUX ARRETS DE LA COUR DE JUSTICE EUROPEENNE SUR LA SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

LUXEMBOURG (EU), jeudi 25 octobre 1973 - La Cour de Justice des Communautés européennes vient de rendre de nouveaux arrêts sur la sécurité sociale des travailleurs migrants en interprétant, à la demande de juridictions nationales, les textes de la CEE.

La première affaire (110/73) concerne un ressortissant allemand qui avait travaillé en Allemagne où il avait été affilié, pendant toute cette période, à des caisses d'assurances sociales allemandes. De 1947 à 1949, il a travaillé en France, et à partir de 1951, en Algérie où il a contracté la poliomyélite en novembre 1951.

Ayant tout d'abord reçu de la caisse de sécurité sociale d'Oran des prestations d'assurance-maladie, il fut admis, par le même organisme, en décembre 1962, au bénéfice d'une pension d'invalidité. Entretiens, l'Algérie était devenue indépendante (juillet 1962) et l'assuré fut averti de ce qu'à défaut d'un accord de réciprocité, la Caisse algérienne arrêtera le service de sa pension d'invalidité s'il quittait l'Algérie.

Voulant retourner en Allemagne, il a décidé de se prévaloir d'une réglementation communautaire aux termes de laquelle les travailleurs migrants peuvent demander le transfert de leurs droits de pension à l'organisme de sécurité sociale de l'Etat membre dans lequel ils ont été affiliés en dernier lieu, en l'occurrence la Caisse régionale d'Assurance Maladie de Strasbourg.

Celle-ci rejeta la demande et ce rejet fut confirmé par la Cour d'Appel de Paris, motif pris de ce qu'un transfert de droits à pension n'était pas possible d'une Caisse algérienne alors que la réglementation communautaire ne s'applique pas à l'Algérie.

Sur pourvoi de l'assuré, la Cour de Cassation de Paris (chambre sociale) a saisi la Cour de Justice des Communautés européennes de plusieurs questions concernant la réglementation communautaire en matière de sécurité sociale des travailleurs migrants.

La Cour vient de dire qu'au sens de cette réglementation communautaire, le travailleur migrant peut demander le transfert de ses droits à la caisse d'Assurance Maladie française à laquelle il a été affilié en dernier lieu, même si sa demande n'a été transmise qu'après la date à laquelle la réglementation communautaire a cessé d'être applicable aux territoires algériens.

La seconde affaire (37/73) concerne un travailleur néerlandais, résidant à Amsterdam et qui touche de la Caisse fédérale allemande d'assurances de Berlin une pension de vieillesse. Aux Pays-Bas, il cotise sur une base volontaire à une mutuelle d'assurance maladie qui prévoit des prestations en nature, telle l'aide médicale et dentaire gratuite. La législation néerlandaise, elle, ne prévoit pas ces prestations.

Fort de la réglementation communautaire en matière de sécurité sociale des travailleurs migrants, l'intéressé s'est adressé à la caisse allemande pour qu'elle supporte une partie des cotisations volontaires à la mutuelle néerlandaise. La Caisse allemande a refusé, motif pris de ce que - selon elle - cette réglementation communautaire prévoit que l'assurance-maladie des titulaires de rentes de vieillesse doit être assumée par l'établissement de sécurité sociale de l'Etat de résidence ordinaire de l'assuré. D'où recours à la justice allemande, appel devant la Cour fédérale sociale qui saisit la Cour de Justice européenne d'une question préjudicielle concernant l'interprétation de la règle communautaire.

La Cour européenne vient d'estimer que la législation communautaire doit être interprétée en ce sens que le titulaire de rentes dues en vertu de la législation de plusieurs Etats membres, qui réside sur le territoire d'un de ces Etats, n'a pas droit au service des prestations en nature à charge de l'Etat sur le territoire duquel il réside, lorsque la législation de cet Etat ne prévoit pas de telles dispositions,





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

## RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Agence "Europe" di Bruxelles del 26-X-73*

### LE PROGRAMME SOCIAL EUROPEEN PRESENTE AUJOURD'HUI PAR M. HILLERY EST CONFORME AUX OBJECTIFS DU SOMMET DE PARIS ET FAIT PREUVE DE REALISME

BRUXELLES (EU), jeudi 25 octobre 1973 - Le vice-Président de la Commission européenne, M. Hillery a présenté aujourd'hui à la presse le projet de programme d'action sociale qui vient d'être transmis au Conseil des ministres pour une approbation avant la fin de l'année. Comme on le savait déjà, la Commission a décidé de reprendre dans une résolution un large éventail de mesures à envisager entre 1974 et 1976 en ce qui concerne :

- le plein emploi et l'amélioration du niveau des emplois ;
- l'amélioration des conditions d'existence et de travail ;
- la participation des partenaires sociaux aux décisions prises par la Communauté dans les domaines économiques et sociaux ainsi qu'au sein des entreprises.

La Commission a également dégagé une série d'actions prioritaires qu'il convient, selon elle, de mettre en oeuvre avant le 1er avril 1974. Ces priorités ont été exposées dans EUROPE du 12 octobre. D'ici quelques jours, elles devraient être formalisées en propositions concrètes sur le plan juridique. A ces sept actions initiales, la Commission a également ajouté une deuxième série de mesures qu'elle envisage de proposer au Conseil avant le 1er avril. Elles concernent un programme d'actions en faveur des travailleurs migrants, la création d'un Centre européen de formation professionnelle, une directive visant à protéger les travailleurs dans les services de location de main-d'oeuvre à temps partiel, l'adoption d'une directive visant à protéger les intérêts des travailleurs et plus particulièrement leurs droits acquis en cas de fusion.

Dans ses commentaires, M. Hillery a surtout tenu à souligner que ce programme de la Commission s'appuyait sur la déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement lors du sommet de Paris. Forte de cette référence, la Commission a cependant tenu à rester réaliste. Sa préoccupation n'a pas été de faire du perfectionnisme mais d'obtenir un premier pas concret et rapide.

M. Hillery a particulièrement insisté sur la consultation des partenaires sociaux. Même si une conférence tripartite n'est guère prévisible actuellement (encore que ce ne soit pas l'affaire de la Commission mais du Conseil), la Commission a consulté étroitement l'ensemble des partenaires sociaux pendant le processus d'élaboration de ce projet de programme. C'est un point sur lequel M. Hillery semble particulièrement attaché surtout en ce qui concerne les syndicats, selon lui, n'ont pas toujours les moyens de défenses de leurs intérêts dont peut disposer le patronat.

Parmi les actions prioritaires, M. Hillery a précisé que l'égalité de salaires masculins et féminins serait renforcée dans le cadre d'une directive, ce qui faciliterait une action judiciaire de la Commission en cas de non respect. En ce qui concerne la semaine de quarante heures et les quatre semaines de congés payés, M. Hillery n'a pas caché que les employeurs ne sont guère enclins à accepter une application rapide de ce principe, mais ils l'admettent comme objectif.

Pour ce qui est de l'ouverture de l'article 4 du Fonds social aux actions en faveur des travailleurs et handicapés migrants (en même temps que les secteurs de l'agriculture, du textile, et éventuellement des chantiers navals), M. Hillery a annoncé que la Commission sera amenée à présenter un budget supplémentaire en 1974.

Parmi les objectifs à réaliser à terme, M. Hillery a insisté sur la nécessité d'organiser les mutations professionnelles indispensables en garantissant notamment certaines allocations pendant les périodes de reconversion.

Le vice Président de la Commission s'est défendu contre certaines remarques selon lesquelles, ce programme serait surtout conçu en fonction des syndicats.

La Commission n'oublie pas la situation des personnes ayant des revenus particulièrement faibles et qui ne sont pas organisées. Ces catégories sociales devront être prises en considération parallèlement.

EUROPE publiera en document cette proposition de résolution du Conseil.





III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Giornale di Toronto* di *Toronto* del *26-10-73*

# Rapporto da Ottawa: nuove leggi sull'immigrazione

di NORMAN CAMPBELL

della Galleria della Stampa del Parlamento

I rappresentanti di gruppi etnici saranno fra gli invitati alla prima conferenza nazionale sulla immigrazione e sulla popolazione, ha dichiarato l'On. Robert Andras, Ministro del Manpower and Immigration.

Il signor Andras, nel dichiarare alcuni mesi fa che da tempo l'Immigration Act canadese, del 1952, avrebbe dovuto essere revisionato o sostituito completamente da una nuova legislazione, delineo i suoi piani così esprimendosi alla Camera dei Comuni: "La proposta contiene i provvedimenti intesi a creare una nuova legislazione a lunga scadenza per l'immigrazione e la popolazione canadesi".

I provvedimenti annunciati sono:

1) la creazione di un "task force" (gruppo di ricerche e studi) con a capo Richard Tait, (economista consulente con la Canadian High Commission a Londra), avente lo scopo di analizzare le possibilità di scelta del governo e di organizzare la revisione.

2) Un invito a presentare proposte di legge sulla immigrazione e sulla popolazione aperto a tutti i governi provinciali, a organizzazioni e individui.

3) Per l'aprile del 1974 la pubblicazione di un "Libro verde" che, largamente distribuito, sarà usato come base per le discussioni dell'estate prossimo.

4) Organizzare la conferenza nazionale, probabilmente a Ottawa, per l'autunno 1974.

5) La presentazione di un nuovo Immigration Act al parlamento possibilmente per la primavera del 1975. Tutto ciò significa, naturalmente, che probabilmente non si avranno nuove leggi di ammissione effettive fino alla fine del 1975 o agli inizi del 1976.

La presentazione del signor Andras indicava come il governo fosse pronto a considerare principi assolutamente nuovi per i regolamenti sull'immigrazione. Tra l'altro, si considera un piano di propaganda che, temporaneamente, porti in questo paese i lavoratori necessari per far fronte a temporanea mancanza di mano d'opera.

Al momento, il sistema è usato in scale ridotte solamente per certi raccolti nel sud ovest dell'Ontario. Coloro che vengono qui con un permesso temporaneo di turismo (dal Messico, dagli Stati Uniti e dalle Indie Occidentali ricevono pure un permesso temporaneo di lavoro per un periodo di tempo specificato.

In Europa il sistema è usato molto di più. Circa 6 milioni di operai spagnoli, italiani e jugoslavi lavorano nel nord dell'Europa (circa 3 milioni in Germania). Essi sono muniti di un visto turistico e di un permesso di lavoro. "Sarebbe como-

do in aereo portare qui operai dal sud dell'Europa e da altri paesi quando si verificano crisi di mano d'opera" dice un impiegato dell'immigrazione. Si avrebbe, naturalmente, del problema di alloggio i quali però con un po' di sforzo, potrebbero essere risolti.

Il signor Andras dice che in Canada l'odierna avversità alla famiglia numerosa ha portato il numero delle nascite ad un livello così basso che se il futuro demografico dipendesse dalle stesse si avrebbe un vero e proprio declino di popolazione. "Molto probabilmente, l'immigrazione determinerà la popolazione del Canada più che per il passato", egli ha detto.

Sarà sempre importante, dice il signor Andras "considerare attentamente gli ef-

fetti dei flussi di immigrazione sull'equilibrio fra i canadesi anglofoni e quelli francofoni ed i presenti componenti multiculturali del Canada".

Un sistema che allontani l'immigrazione dalle sovrastrate zone metropolitane canadesi presenta delle possibilità. Molta strada rimane da percorrere prima che il funzionamento di nuove leggi sull'immigrazione divenga una efficace realtà.

(Canadian Scene).





*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*agenzia AUSI*

di

*Roma*

del *26.10.73*

LA CISL INTERNAZIONALE SULLE CONDIZIONI DI VITA E DI LAVORO  
DEGLI EMIGRANTI

Roma, 26 ott. (ausi). - Il gruppo di lavoro sulla emigrazione, stabilita congiuntamente dalla CISL Internazionale e i segretariati professionali internazionali, che si è riunito a Bruxelles il 18 ed il 19 ottobre scorso, ha stabilito i principi di una carta sindacale del lavoratore emigrante. I principali punti discussi, che saranno sottoposti alla ratifica del comitato esecutivo, convocato dal 21 al 23 novembre riguardano l'uguaglianza dei diritti per l'impiego tra i lavoratori migranti e quelli del paese che li ospita ed il loro diritto di partecipare alle attività nella comunità nella quale essi si stabiliscono. Gli altri punti che la carta dovrà prevedere sono quelli relativi alla residenza alla riunificazione delle famiglie, ai problemi dei figli dei lavoratori emigranti, alla salute ed alla sicurezza del lavoro. Il gruppo di lavoro ha poi preparato una dichiarazione sul traffico internazionale di manodopera e sull'ingaggio clandestino di lavoratori. La carta e la dichiarazione costituiranno la base dell'azione della CISL internazionale nei confronti dell'organizzazione internazionale del lavoro e della CEE sulle condizioni degli emigranti.

Il gruppo di lavoro ha preso atto di un rapporto preparato in collaborazione con le centrali sindacali di dodici paesi sui problemi della organizzazione sindacale degli emigranti. Le attività del gruppo di lavoro fanno parte dei preparativi per una conferenza mondiale che la CISL internazionale terrà a Ginevra il 3 e 4 giugno 1974 sui problemi degli emigranti e dei lavoratori apolidi.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Agensie ADN KRONOS* di *Rome* del *26-X-73*

26) PROBLEMI ITALIANI NEI PAESI BASSI: INKONTRO MORO DELEGAZIONE EMIGRATI.

ROMA, 26 (ADNKRONOS) - I PROBLEMI DEGLI EMIGRATI ITALIANI NEI PAESI BASSI SONO STATI ILLUSTRATI AL MINISTRO MORO, CHE SI TROVA IN OLANDA CON IL PRESIDENTE LEONE, DA UNA DELEGAZIONE DI ESPONENTI DELLA EMIGRAZIONE ITALIANA IN OLANDA, GUIDATA DAL SEGRETARIO DELLE ACLI OLANDESI, MAURO.

LA DELEGAZIONE - PRECISA UN COMUNICATO DELLE ACLI - HA ILLUSTRATO AL MINISTRO I PROBLEMI RIGUARDANTI LA FORMAZIONE E LA CRESCITA CULTURALE DEGLI EMIGRANTI, SOTTOLINEANDO POI LE CONSEGUENZE NEGATIVE DELLA MANCATA APPLICAZIONE DA PARTE DELLE AUTORITA' OLANDESI DEI CRITERI DI PARITA' DI TRATTAMENTO CON I LAVORATORI NAZIONALI PER QUANTO RIGUARDA OCCUPAZIONE E DISOCCUPAZIONE, ALLOGGIO, SICUREZZA SOCIALE, ISTRUZIONE.

DAL CANTO SUO IL MINISTRO MORO HA DETTO CHE L'ASSOCIAZIONISMO E' IL MEZZO DI SVILUPPO PIU' VALIDO DI UNA NUOVA COSCIENZA DELL'EMIGRAZIONE, E CHE ESSO DEVE COSTITUIRE IL VALIDO TRAMITE PER L'INDIVIDUAZIONE DEI PROBLEMI DELL'EMIGRAZIONE E PER LA LORO SOLUZIONE.

IL PROBLEMA DELLA SCUOLA, DELLA ISTRUZIONE DEI FIGLI, - HA PROSEGUITO MORO - E' INDUBBIAMENTE QUELLO CHE STA PIU' A CUORE AGLI EMIGRATI ITALIANI MA ANCHE AL GOVERNO STESSO, ANCHE SE LA VIA DELLA SOLUZIONE OTTIMALE SEMBRA ANCORA IRTA DI PROBLEMI.





2

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IL MINISTRO MORO HA RICONOSCIUTO L'ESISTENZA DI PROBLEMI DI PIU' VASTA PARTECIPAZIONE POLITICA ED HA INTANTO SOTTOLINEATO L'UTILE FUNZIONE CHE SVOLGE IL COMITATO CONSULTIVO DEGLI ITALIANI ALL'ESTERO (CCIE) COME ORGANO DI COSTANTE SENSIBILIZZAZIONE DELL'ATTENZIONE DEL MINISTERO DEGLI ESTERI E DEL GOVERNO ITALIANO AL RIGUARDO.

AL MINISTRO - CONCLUDE IL COMUNICATO - E' STATA ANCHE CONSEGNATA UNA "NOTA" DEL PATRONATO ACLI NEI PAESI BASSI, NELLA QUALE SONO ESPOSTI I PROBLEMI RELATIVI ALLA SICUREZZA SOCIALE IN REGIME COMUNITARIO QUALI: L'INCAPACITA' AL LAVORO, LA DISOCCUPAZIONE, IL TRATTAMENTO FISCALE, CHE VEDONO I LAVORATORI ITALIANI POSTI IN UNA SITUAZIONE DI EVIDENTE EMARGINAZIONE NEI CONFRONTI DI UNA GIUSTA APPLICAZIONE DEI REGOLAMENTI CEE SULLA LIBERA CIRCOLAZIONE.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Avvenire*

di

*Milano*

del

*26-X-73*

## Chiesta una commissione « esteri » nella DC

Il sottosegretario agli esteri, Granelli, parlando a Milano ha chiesto la formazione, nell'ambito della DC, di « una autorevole commissione per la politica estera, presieduta dal segretario nazionale, che consenta una definizione puntuale e costante dell'atteggiamento della DC sui grandi temi internazionali con la collaborazione degli esponenti di partito impegnati in questo campo e di esperti qualificati ».

Recenti e drammatici avvenimenti — ha osservato poi Granelli — dimostrano che si impone per tutti i partiti democristiani un confronto finalizzato, pur nella reciproca autonomia, a concrete battaglie in difesa della pace e dell'indipendenza dei popoli, dei diritti umani e costituzionali, del superamento del colonialismo e del sottosviluppo in Africa, in Asia ed in America Latina, della collaborazione sovranazionale in Europa ed in altre parti del mondo, della riforma e del potenziamento dell'ONU in una prospettiva di disarmo e di distensione. Le forze politiche che non si qualificano chiaramente su questi grandi temi rischiano di cadere nel provincialismo e non colgono il legame, sempre più stretto, tra la soluzione dei problemi interni ed una dinamica iniziativa di politica estera.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Popolo*

di *Roma*

del *26-X-73*

## Un discorso di Granelli sulla politica estera della DC

Milano, 25 ottobre

Parlando in una sezione della DC a Milano, l'on. Granelli ha compiuto un ampio esame dei problemi di politica estera del momento attuale. Alla conclusione della sua relazione il sottosegretario Granelli ha chiesto la formazione nel partito di «una autorevole commissione per la politica estera, presieduta dal segretario nazionale, che consenta una definizione puntuale e costante dell'atteggiamento della DC sui grandi temi internazionali con la collaborazione degli esponenti di partito impegnati in questo campo e di esperti qualificati».

«Recenti e drammatici avvenimenti — ha osservato l'oratore — dimostrano che si impone per tutti i partiti democratici cristiani un confronto finalizzato, pur nella reciproca autonomia, a concrete battaglie in difesa della pace e dell'indipendenza dei popoli, dei diritti umani e costituzionali, del superamento del colonialismo e del sottosviluppo in Africa, in Asia ed in America Latina, della collaborazione sovranazionale in Europa ed in altre parti del mondo, della riforma e del potenziamento dell'ONU in una prospettiva di disarmo e di distensione. Le forze politiche che non si qualificano chiaramente su questi grandi temi rischiano di cadere nel provincialismo e non colgono il legame, sempre più stretto, tra la soluzione dei problemi interni ed una dinamica iniziativa di politica estera. E' pertanto augurabile — ha concluso l'on. Granelli — che questa proposta, formulata anche in passato, possa essere raccolta al più presto per favorire nello spirito del XII Congresso quel rilancio politico del partito che non può prescindere da un impegno più qualificato ed attivo della DC anche in ordine ai problemi internazionali»





## Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Aventi*

di

*Roma*

del

*26-X-73*

### Il contributo dell'Italia ai paesi in via di sviluppo

Illustrata all'assemblea dell'ONU dal compagno Bensi, sottosegretario agli Esteri, l'azione svolta per incrementare la cooperazione con i paesi emergenti

NEW YORK, 25. — Il sottosegretario agli Esteri, compagno Cesare Bensi è intervenuto all'assemblea generale dell'ONU nel quadro delle di-

scussioni dedicate alle attività dell'organizzazione delle Nazioni Unite per lo sviluppo industriale (UNIDO).

Bensi ha rammentato il contributo volontario fornito dall'Italia a tale organizzazione ed ha illustrato le attività a favore dei paesi in via di sviluppo, attività che si concentrano nella formazione ed il perfezionamento di dirigenti e di tecnici dei paesi emergenti per metterli in grado di partecipare direttamente e attivamente alla valorizzazione industriale delle loro risorse nazionali.

Bensi ha sottolineato la priorità che per l'Italia rivestono le forme di cooperazione a venti carattere multilaterale. Esse da un lato consentono — come auspicato dai paesi emergenti — lo svolgimento degli aiuti da indebiti condizionamenti politici ed ideologici e d'altro lato — come dimostrato dall'esperienza — rendono possibile la piena partecipazione di un paese come il nostro, le cui capacità di lavoro sono più grandi delle capacità finanziarie.

Il compagno Bensi ha infine osservato, su un piano generale, come una delle difficoltà contro cui è venuta a scontrarsi la strategia adottata dalle Nazioni Unite per il «secondo decennio dello sviluppo» consiste in un ostacolo di natura psicologica e politica: la visione tuttora prevalente dell'aiuto allo sviluppo oscilla fra una concezione di rapporti preferenziali ed una specie di vaga disposizione alla «beneficenza». Si rischia così di perdere di vista l'aspetto più vero e profondo del concetto di cooperazione che si basa su un interesse a tutti comune e a tutti uguale: quello di realizzare un mondo più equilibrato, condizione fondamentale della sicurezza e della pace.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale .....

*Il Tempo*

di *Roma*

del *26-X-23*

## Piantagioni di caffè espropriate in Tanzania a Lavazza e Pellegrini

DAR-ES-SALAM, 25 — L'industriale del caffè Lavazza ed il piantatore di caffè Pellegrini, sono due degli italiani che hanno subito la espropriazione delle loro piantagioni in Tanzania. L'esproprio, che ha colpito anche industriali greci, tedeschi, inglesi e francesi, rientra nel piano di statalizzazione delle aziende realizzate con capitale straniero attuato dal premier della Tanzania Rashid Kawawa. I terreni e le aziende espropriate sono state quarantotto in tutto, ma nei prossimi giorni il governo di Dar-es-Salam procederà ad altri espropri. Kawawa ha annunciato che le piantagioni di caffè espropriate verranno organizzate in cooperative fra coltivatori tanzaniani sulla base dei «modelli socialisti». Le piantagioni espropriate agli italiani si trovano sulle pendici del monte Kilimanjaro.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Giorno*

di *Milano*

del *26-X-53*

Da un mese mancano loro notizie e ormai si teme il peggio

# Quattro milanesi sperduti nel deserto del Sahara

Partiti su un « fuoristrada » avrebbero dovuto raggiungere Dakar alla fine di settembre - Ma non vi sono ancora arrivati dopo essere entrati nella zona del Mali

(M.A.) Da circa un mese mancano notizie di quattro giovani milanesi, fra i quali una ragazza, in viaggio nel deserto del Sahara a bordo di un fuoristrada. Sono: Mario Armani, 31 anni, capo servizio merci della compagnia aerea tedesca « Lufthansa » che si era trasferito da qualche mese a Torino, Luisa Morani, Liliana per gli amici, 29 anni, impiegata, il fidanzato Roberto Vitrani, 27 anni, tappezziere che vive con la madre e una sorella (quest'ultima hostess dell'Alitalia) in via Crescenzago 2, e Tullio Galimberti, 39 anni, anche lui dipendente della ditta presso la quale lavora Luisa Morani.

I quattro giovani, che viaggia-

vano a bordo di una « Gaz », un fuoristrada di fabbricazione sovietica, di proprietà di Roberto Vitrani che l'aveva acquistata di seconda mano proprio per intraprendere questo viaggio con gli amici, avrebbero dovuto raggiungere Dakar alla fine del mese di settembre o al massimo ai primi giorni di ottobre. Invece sono scomparsi.

Le ultime notizie sono state una cartolina che Roberto ha spedito alla madre da Tamanrasset, una città nel Sahara algerino, e una lettera inviata da Luisa Morani ai genitori. Nella lettera la ragazza comunicava ai familiari che quindici giorni dopo sarebbero stati a Dakar.

I quattro giovani erano partiti da Milano il 14 settembre per Tunisi.

Siamo riusciti a parlare con la madre di Roberto Vitrani che, in ansiosa attesa, come d'altronde le altre tre famiglie, aspetta notizie dei giovani scomparsi: « Non so cosa pensare, ci ha detto la signora Vitrani, i ragazzi probabilmente si sono perduti. Pensi, continua la donna, che Mario Armani doveva riprendere il lavoro il 7 ottobre e rischia di essere licenziato. Più i giorni passano più aumentano le nostre paure. Ormai è un mese che non riceviamo più loro notizie ».

Roberto Vitrani e la fidanzata, che si volevano sposare entro la

fine dell'anno, avevano progettato la spedizione sahariana da molto tempo. Tullio Galimberti è partito con loro solo per fare un tratto di deserto: poi sarebbe tornato indietro. Gli altri, invece, avrebbero proseguito fino a Dakar per poi raggiungere Milano in aereo.

I quattro milanesi, dopo avere raggiunto Tamanrasset, si sono inoltrati nel deserto del Mali: un tratto terribile dove i viaggiatori vengono praticamente abbandonati al loro destino. A differenza del tratto algerino dove pattuglie specializzate sorvegliano il percorso di chi attraversa il deserto, nel Mali non esiste nessun controllo. Basta un incidente meccanico per rimanere bloccati giorni e giorni.





T

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *La Stampa* di *Torino* del *26-X-73*

# Polemica sulle condizioni dei lavoratori immigrati Italiani in Germania

La commissione interna della Volkswagen sostiene che è suo merito, non dell'azienda, l'aver affrontato i problemi dei "Gastarbeiter" - Nega che fra gli italiani siano molto diffuse le assenze per malattia, le cifre parlano chiaro - Si vantano aspetti positivi nelle condizioni dei nostri connazionali: ma quali sono

(Dal nostro corrispondente)  
Bonn, 25 ottobre.

La commissione interna della Volkswagen non ha gradito l'articolo «Italiani di Wolfsburg» pubblicato da *La Stampa* il 21 settembre. Non me lo ha mandato a dire, né, come usa in Germania, ha chiesto una messa a punto alla direzione del giornale. La commissione interna della più grande industria tedesca ha scelto una via insolita — quella della trasmissione per gli italiani di «Radio Colonia» — per respingere alcuni passi dell'articolo definendoli «non veri e tendenziosi». E ciò è avvenuto appena la sera di venerdì 19 ottobre, cioè quattro settimane dopo la pubblicazione.

Per più di un quarto d'ora, ascoltando la trasmissione dedicata ai nostri connazionali, ho avuto la sorpresa e l'onore di venire smentito e di sentire dalla voce del vicepresidente della commissione interna, Rudolf Blank, che ho «volutamente travisato i fatti» e di avere «intrapreso il tentativo di far credere che la direzione del personale della fabbrica e in particolare il signor Weis (il direttore) si occupano soprattutto dei problemi sociali dei dipendenti italiani e che la commissione interna, della quale fanno parte anche italiani, non si occupa sufficientemente dei colleghi italiani».

E più avanti il signor Blank precisava che la commissione interna, e in particolare i sindacalisti della *Ig Metall*, avevano «con un lavoro di molti anni contribuito a rendere almeno sopportabili, se non ideali, le condizioni sociali dei lavoratori

stranieri». Ricordava, per esempio, che non il signor Weis, ma la commissione interna aveva fatto in modo che le camere venissero affittate a prezzi accettabili, che venissero distribuite stoviglie, che fossero installate docce, che venisse fornita biancheria, che venisse offerta una base per un'abitazione degna dell'uomo. Il signor Weis invece, veniva detto nella smentita a *La Stampa*, aveva al contrario, «su incarico della Vw», cercato di tenere più bassi possibile i costi per l'alloggio dei lavoratori stranieri. «Ciò significa in parole chiare — continuava la smentita radiofonica — che il signor Weis è responsabile nel respingere le richieste sociali che vengono poste dalla commissione interna».

A quanto mi è parso di capire, avevo commesso un «falso», poiché avevo dimenticato i meriti della commissione interna, attribuendoli invece al capo del personale signor Willi Weis che da undici anni si interessa al reclutamento di lavoratori italiani, che — per sua ammissione — «preferisce a quelli di qualsiasi altro Paese». Questo fatto è inconfutabile: mentre nelle altre aziende della Volkswagen (a Hannover, a Braunschweig, a Salzgitter, a Emde, a Kassel) le maestranze straniere appartengono a diversi Paesi (Turchia, Jugoslavia, Grecia) e gli italiani sono una minoranza, a Wolfsburg più del 90 per cento di stranieri è costituito da italiani (circa 5600 contro meno di 600 tunisini).

Proprio per fare assumere gli italiani — aveva scritto — egli (il signor Weis) conduce aspre battaglie con il potente sindacato «Ig Metall». E' stata questa frase che più di ogni altra ha irritato la commissione interna. E basandosi sul fatto che la direzione del personale tratta le assunzioni non con il sindacato ma con la commissione interna, sono stato accusato di essere un mentitore. Ammetto che stralciando dai miei appunti dove avevo annotato «lotta con i sindacalisti», ho attribuito forse erroneamente alla «Ig Metall» resistenze che invece vengono dalla commissione interna, cioè ho attribuito al tutto quello che invece spettava soltanto a una parte. Ma se non è zuppa è pan bagnato: infatti la commissione interna con la quale la direzione tratta da anni per far assumere gli italiani è formata da sindacalisti, e questi appartengono alla «Ig Metall».

Nel confutare il mio articolo, la commissione interna mi attribuisce la «intenzione» di presentare gli italiani come particolarmente «soggetti a malattie» e come vandali, e afferma che «in realtà il numero degli italiani malati non è più elevato che fra i tedeschi». Ma — se debbo credere alle cifre fornitemi dalla Volkswagen — le cose non stanno proprio così: la media annuale di italiani assenti per malattia è sull'8 per cento, quella dei tedeschi è di poco superiore al 6 per cento; nel febbraio del 1972 il 10,47 per cento, a fine

agosto di quest'anno il 18,56 per cento dei nostri connazionali risultava assente per malattia, in Germania o in Italia (per prolungare le ferie). Il 7 settembre, giorno in cui mi trovavo a Wolfsburg, gli italiani malati erano il 12,5 per cento del totale.

Per quel che riguarda il vandalismo di alcuni nostri connazionali, la risposta è semplice: si vada a vedere il ghetto di Kaestorf, e si vedranno le scale sporche di immondizie, i bottoni degli ascensori bruciati, si vedrà che le tende sono state levate perché molti vi pulivano le pentole. La mia «impertinenza» di affermare che la cattiva morale del lavoro di alcuni italiani viene considerata dai tedeschi tipica degli italiani, è respinta con sdegno dal signor Blank «anche a nome dei miei colleghi tedeschi», i quali affermano che «la fabbrica Volkswagen non avrebbe dato lavoro per dieci anni a uomini che fossero meno produttivi dei tedeschi e di altri lavoratori stranieri».

La commissione interna dimentica i veri motivi per cui gli italiani vengono da undici anni reclutati per Wolfsburg: perché i tedeschi non vogliono lavorare alla catena di montaggio, non vogliono fare i lavori duri, sporchi, insani e pericolosi mentre gli italiani (pur di guadagnare qualcosa in più in base alle tabelle della *Analytische Arbeitswertung*) si adattano a qualsiasi cosa. Si adattano rassegnati in partenza, resistono a denti stretti, (qualcuno va a finire nella

1

1/2





2

# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giorn

clinica psichiatrica di Koenigslutter), oppure partono d'improvviso, come dimostra l'alta «fluttuazione» di italiani da me citata nell'articolo del 21 settembre: in undici anni 36.500 italiani sono arrivati, 31 mila italiani sono ripartiti.

Nello smentire *La Stampa* la commissione interna dimentica molti altri paesi: dimentica di smentire che soltanto 2 dei 65 membri della commissione interna sono italiani (anziché 6 op-

pure 7, in proporzione al numero dei nostri connazionali), dimentica di smentire che neppure uno dei 5500 italiani ha avuto la possibilità di fare un minimo di carriera (non vi è neppure un capomastro italiano, benché tra gli operai vi siano insegnanti, geometri, vi sono stati perfino un paio di ingegneri),

dimentica di smentire che gli italiani vivono in un ghetto.

Venerdì 19 ottobre, il capo del personale della Volkswagen, Willi Weis, accusato pubblicamente dalla commissione interna con le parole «evidentemente egli si rifiuta di dare una smentita ufficiale», è stato infine convinto a confutarmi. Ma — dopo

A S

la lunga, cordiale e aperta conversazione che aveva avuto con me — non ha smentito proprio nulla: a Radio Colonia e al console d'Italia a Hannover, Fusari, ha consegnato una dichiarazione nella quale sottolinea (probabilmente ad uso aziendale) che la sua collaborazione con la commissione interna è buona e «si basa sulla più completa fiducia» e afferma che nel mio articolo «sono state completamente taciute le considerazioni positive e sono invece stati messi in rilievo aspetti negativi e non obiettivi».

Il medesimo rimprovero di avere taciuto i «numerosi aspetti positivi» della vita degli italiani a Wolfsburg mi viene rivolto dalla commissione interna. Ma quali sono questi «aspetti positivi»? Sfoglio e risfoglio il mio taccuino di appunti, ripercorro con la memoria le molte interviste con nostri connazionali — operai, sindacalisti, assistenti sociali, sacerdoti — e purtroppo ne trovo soltanto uno: l'alto salario.

Ma questo alto salario potrebbe essere minacciato, a giudicare dalla frase finale della sibillina «smentita» del capo del personale della «Vw», consegnata al console d'Italia. Dice tastualmente: «Mi dispiacerebbe molto se in seguito a questo articolo dovessero diventare più difficili le buone relazioni esistenti da anni fra le autorità italiane e la fabbrica Volkswagen e pertanto dovesse diventare "più difficile" l'assunzione di altri collaboratori italiani». Più difficile? Ma allora è forse vero che non era facile.

Tito Sansa

UFFICIO VII

del





RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Unità* di *Roma* del 26-X-73

In sciopero anche i minatori della Saar

REPUBBLICA FEDERALE TEDESCA

# Si estendono nella RFT le lotte degli operai

# Successo della lotta di emigrati e tedeschi nel Baden-Württemberg

Incomincia ad incrinarsi il fronte padronale

Dal nostro corrispondente

BERLINO, 25

Si allarga il movimento di lotta dei lavoratori tedeschi e immigrati nella Germania Federale, mentre comincia a incrinarsi il fronte padronale messo sotto pressione dalla determinazione operaia di ottenere la piena accettazione delle rivendicazioni che sono all'origine delle attuali agitazioni: aumento dei salari che tenga conto del costante aumento del costo della vita, riduzione dei massacranti ritmi di lavoro, miglioramenti normativi che prevedano un diverso trattamento per gli operai più anziani e gli immigrati.

Ai lavoratori in lotta nella regione di Stoccarda da molti giorni, si sono uniti ieri migliaia di minatori della Saar, che, come in molti altri casi, sono scesi in agitazione «spontaneamente», accelerando così il complesso meccanismo che regola nella RFT la possibilità di scioperare. Il fatto è importante. Costretto a subire nel Baden-Wuerttemberg l'iniziativa dei 400 mila metalmeccanici di quella regione, che hanno dato vita a importanti scioperi e agitazioni, il padronato teme oggi che ciò diventi un punto di riferimento per tutto il movimento operaio tedesco e straniero nella Germania federale.

Lo scontro nella regione di Stoccarda è molto aspro e vede uniti nella lotta i lavoratori tedeschi e stranieri, tra cui migliaia di italiani, che, anche questa volta, si stanno distinguendo per la loro partecipazione attiva agli scioperi. Il malessere crescente che si manifesta con sempre mag-

giore insistenza nella classe operaia tedesca si è riflesso anche nei lavori della prima conferenza federale della «Comunità di lavoro per i salariati» (L'APA), una organizzazione creata ultimamente dai socialdemocratici per far fronte alle crescenti pressioni politiche che provengono dalla base operaia del partito.

L'APA, nella intenzione dei suoi promotori, dovrebbe costituire un contrappeso alla crescente influenza tra la classe operaia degli intellettuali di sinistra, dei giovani socialisti e dei comunisti della RFT, che hanno nelle aziende una udienza molto più importante di quella che i risultati elettorali potrebbero lasciare intendere. Dai risultati dei lavori di questa prima riunione dell'APA appare chiaro che i promotori di questa impresa sono rimasti delusi. La maggioranza dei trecento delegati presenti ha infatti criticato lo atteggiamento governativo nelle vertenze sindacali e ha messo sotto accusa il programma di stabilizzazione economica con cui si tenta di far fronte alle sempre più forti spinte inflazionistiche.

Franco Petrone

Lo sciopero dei 57 mila lavoratori della Bosch e della Daimler-Benz, al quale avrebbe dovuto far seguito la lotta dei 400 mila metalurgici del Baden-Württemberg, si è concluso con un notevole successo. Di fronte all'azione compatta dei lavoratori che avevano risposto unitariamente all'appello dell'IG Metall (il sindacato metallurgico tedesco), il padronato ha ceduto, accogliendo la maggior parte delle richieste operaie — dalle pause alla catena, alle tariffe minime per il cottimo, alla riduzione dell'orario di lavoro — tutte tese a conquistare migliori e più umane condizioni di vita nella fabbrica.

Ancora una volta si deve sottolineare che i lavoratori emigrati italiani nel Baden-Württemberg, si sono di-

stinti nel sostenere con spirito internazionalista le giuste rivendicazioni avanzate dall'IG Metall, coscienti del fatto che le rivendicazioni poste sono valide per tutti, senza distinzione di nazionalità. Come per il passato e con giusto motivo d'orgoglio, possiamo rilevare che i compagni e i lavoratori italiani, uniti agli altri lavoratori emigrati e tedeschi, sono stati in prima fila nell'organizzare ed attuare scioperi spontanei, e nell'orientare a votare compatti perché si decidesse per lo sciopero. Un ruolo importante è stato svolto dalle associazioni italiane che operano nel Baden-Württemberg — la FILEF, le ACLI, l'ALEF, i Circoli sardi — che si sono rivolte a tutti i loro soci affinché si impegnassero a sostenere con forza le giuste rivendicazioni sindacali e che nella loro riso-

luzione unitaria del 28 settembre affermavano: «... dividiamolo ancora, ne normativa per una garanzia di stipendio e di difesa posto di lavoro per i lavoratori anziani, un passo importante verso il traguardo della sicurezza economico-sociale in ogni momento e situazione, e le affermazioni dei vari uomini propri di ogni individuo. Siamo convinti alla intransigenza dei diritti di lavoro si deve opporre, oggi più che mai, l'unità delle forze del movimento operaio, unità che si lizza attraverso la partecipazione dal basso dei lavoratori in fabbrica e nel sindacato».

Se nella votazione tenutasi al sindacato, per cedere se scioperare, no, su 243.603 votanti, no avuti 227.782 «si» all'88,8 per cento, che si deve anche in parte contribuito dato unicamente dai lavoratori emigrati.

LORIS

A Düsseldorf

## Incontro sulla emigrazione in Germania

La posizione del PCI è stata illustrata dal compagno Pelliccia

Con una notevole partecipazione di lavoratori stranieri, si è svolta a Düsseldorf, organizzata dal Partito comunista tedesco, una Conferenza-dibattito, avente per tema la solidarietà internazionale con le lotte dei lavoratori stranieri in corso in Germania. Introdotta da una relazione del compagno Müller, membro del Presidium della DKP, la Conferenza ha registrato numerosi interventi di lavoratori di diverse nazionalità, presenti nella immigrazione nella RFT. I problemi dell'emigrazione sono stati analizzati alla luce degli ultimi avvenimenti, e da questa analisi è risultata la necessità di una

più continua ed ampia collaborazione tra i lavoratori tedeschi e i lavoratori delle diverse nazionalità, come è avvenuto nel recente sciopero dei metalmeccanici del Baden-Württemberg, e prima ancora negli «scioperi selvaggi». Il rappresentante della DKP ha annunciato poi che i comunisti tedeschi hanno avanzato la proposta per una profonda revisione della legge sugli stranieri, il cui stato è di fatto sottoposto al regime di polizia, e ha indicato nella creazione dei «parlamenti degli stranieri» (Comitati comunali consultivi) in ogni Comune un mezzo per avvicinare le amministrazioni locali ai gravi problemi degli emigrati.

Il PCI era presente con una folta delegazione, composta da rappresentanti delle nostre organizzazioni di Stoccarda, Colonia e Düsseldorf e diretta dal compagno Dino Pelliccia dell'Ufficio emigrazione. Intervendendo nel dibattito, il compagno Pelliccia ha innanzitutto posto in risalto che questa solidarietà internazionale attorno ai problemi dei molti milioni di lavoratori stranieri emigrati nei Paesi industrializzati dell'Europa occidentale, trove-

ra una sua nuova e concreta espressione nel prossimo colloquio che su questi problemi l'8 e il 9 gennaio terranno i Partiti comunisti dell'Europa occidentale. Egli ha inoltre ricordato che ambienti autorevoli del mondo politico tedesco, hanno finalmente scoperto l'esistenza di una «questione dei lavoratori immigrati», ma non hanno ancora dimostrato la dovuta volontà politica e il coraggio necessari per condannare decisamente ogni manifestazione di intolleranza e di xenofobia, come quelle che si sono avute in occasione degli scioperi dei dipendenti stranieri della Ford di Colonia. Pelliccia ha infine rilevato che gli inviti a iscriversi alla SPD rivolti ai lavoratori italiani, non tengono conto dei sentimenti nazionali e degli interessi concreti che legano ancora questi lavoratori ai loro Paesi di origine, e che il grande sindacato tedesco DGB deve abbandonare ogni residuo di posizioni anticomuniste nei confronti della CGIL, se vuole conquistare maggiori simpatie e adesioni tra i lavoratori italiani emigrati in Germania, perché molti di essi hanno militato nella CGIL sotto le cui bandiere hanno condotto le battaglie per la democrazia e il progresso sociale in Italia.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Observatore Romano* di *Città del Vaticano* del *26-X-73*

PRESENTATA ALLA CAMERA

## Una proposta di legge per la tutela dell'emigrazione italiana all'estero

Istituzione di comitati consultivi composti di cittadini liberamente eletti per la difesa e l'affermazione dei loro diritti

L'istituzione di comitati per la tutela dell'emigrazione italiana all'estero è stata chiesta alla Camera con una proposta di legge.

Essa ha lo scopo — è detto nella relazione — di andare incontro a una delle aspirazioni della innumerevole schiera di connazionali costretti a cercare lavoro all'estero e cioè quella di ottenere una più sicura tutela dei loro diritti e dei loro interessi attraverso un più regolare ed efficace contatto con i Consolati italiani. Questo contatto però — prosegue la nota — non è efficace e non potrà esserlo in futuro se il rapporto tra la emigrazione e i Consolati italiani all'estero rimarrà di tipo esclusivamente burocratico, tra il singolo lavoratore e un impiegato un funzionario, oberato di lavoro e quindi assolutamente incapace di dare una risposta positiva alla richiesta del connazionale emigrato.

Ci sono stati, è vero, — si fa presente — qua e là, lodevoli tentativi di dare un carattere meno burocratico, più umano e più democratico al rapporto tra la rappresentanza consolare italiana e i lavoratori emigrati.

E così sono sorti, presso alcuni Consolati, una sorta di comitati consultivi, composti di lavoratori individualmente scelti a farne parte dai Consoli stessi o indicati, talvolta, da libere associazioni di emigrati italiani.

La proposta di legge prevede la istituzionalizzazione di questi comitati, nonché la loro estensione a tutte le sedi consolari nelle cui circoscrizioni siano residenti almeno mille lavoratori italiani o loro familiari.

I comitati dovrebbero avere la funzione di organi di tutela dei diritti e

degli interessi dei lavoratori all'estero e la loro funzione dovrebbe esplicarsi nella norma di una attività consultiva e di collaborazione nei confronti del titolare dell'ufficio consolare.

Al Console, o a un suo delegato, dovrebbe essere affidata la presidenza del comitato.

L'elezione dei membri del comitato dovrebbe avvenire seguendo questi criteri: 1) elezione basata sul sistema proporzionale, con voto diretto e segreto, espresso su liste di candidati; 2) la presentazione di una lista di candidati potrà essere effettuata da qualsiasi gruppo di lavoratori avente diritto al voto; 3) l'età minima per poter votare sarà di 16 anni e per poter essere eletti di 18; 4) il comitato sarà unico per tutti i lavoratori della circoscrizione dell'ufficio consolare indipendentemente dal sesso e dalla professione; 5) i comitati dureranno in carica due anni e i loro componenti potranno essere rieletti; 6) i titoli degli uffici consolari dovranno facilitare i contatti tra i comitati e i lavoratori italiani residenti nella circoscrizione.

Le altre norme del progetto si riferiscono alla modalità di presentazione delle liste, alle caratteristiche delle schede di votazione, al diritto degli elettori di presenziare alla votazione e allo scrutinio, alla assegnazione dei posti nelle varie liste partecipanti all'elezione.

Nella relazione si auspica infine che questa proposta di legge trovi « una risposta positiva perché essa tratta un problema che il Parlamento non può più oltre rinviare: quello, cioè, di estendere la tutela dei lavoratori italiani all'estero chiamandoli a partecipare più direttamente alla difesa dei loro interessi e alla affermazione dei loro diritti ».





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

IV

Ritaglio dal Giornale

Giornale d'Italia di Roma

del 25/76 - x - 7

Nei 9 Paesi del Mec

## I salari salgono più dei prezzi

BRUXELLES, 25

Nei nove paesi della Cee i salari salgono più rapidamente dei prezzi, alimentando in tal modo le tensioni inflazionistiche che continuano a manifestarsi. Lo afferma l'ultimo rapporto della commissione Cee. Nel rapporto si osserva che più alti prezzi per i servizi — che hanno una maggiore componente di manodopera delle merci manufatte — hanno esercitato la più forte pressione al rialzo sui prezzi al consumo in tutta la comunità.

I prezzi degli alberghi ed altri prezzi turistici sono cresciuti nettamente. Anche alcune tariffe postali e telefoniche dei salari nei dodici mesi conclusi nel luglio 1973 è stato notevolmente più veloce di quello degli indici dei prezzi al consumo, nello stesso periodo di tempo.

In Italia l'indice dei salari è salito del 24,8% e quello dei prezzi dell'11,2%; in Belgio i salari sono aumentati del 16,2% e i prezzi del 6,6%; in Francia i salari del 13,8% e i prezzi del 7,4%; in Inghilterra i salari del 13,2% e i prezzi del 9,4%; in Germania i salari dell'11% e i prezzi del 7,2%; in Olanda i salari del 10,6% e i prezzi dell'8,4%; in Danimarca i salari del 20,7% e i prezzi dell'8,8%; in Irlanda i salari del 14% e i prezzi del 10%.

Il rapporto dice che sia i prezzi al dettaglio che all'ingrosso aumentano rapidamente. In Italia, Francia e Inghilterra gli aumenti dei prezzi all'ingrosso accelerano; i prezzi al dettaglio di frutta e verdura sono scesi stagionalmente in estate, ma quelli dei cibi lavorati hanno continuato a salire.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Gio rale

Il Popolo

di Roma

del 26-X-73

NEL RISPETTO DEGLI ACCORDI COMUNITARI

«Stagionali» in Svizzera con maggiori garanzie

Il problema dei lavoratori italiani, danneggiati dalle restrizioni imposte dal Governo elvetico, oggetto di una interrogazione dei democristiani Girardin, Galli e Pisoni al Parlamento europeo

Sul problema dei lavoratori italiani in Svizzera gli onorevoli Gerardin, Galli e Pisoni della DC, hanno rivolto una interrogazione al Parlamento europeo. Ecco il testo: «Dagli atti del negoziato fra la CEE e la Svizzera si deduce che l'Accordo di Associazione è stato realizzato anche perché (in corrispondenza al mandato a trattare a suo tempo fissato dal Consiglio dei ministri della CEE) la parte svizzera si era impegnata, attraverso intese dirette con l'Italia, all'istaurazione graduale di un mercato del lavoro il più omogeneo possibile: vale a dire di un mercato del lavoro sul quale tutti i lavoratori, svizzeri e italiani, potranno essenzialmente beneficiare degli stessi diritti e degli stessi vantaggi per quanto concerne le condizioni di vita e di lavoro, la mobilità geografica e professionale, la sicurezza sociale, ed il diritto al raggruppamento familiare ed il diritto alla formazione dei giovani e degli adulti».

consiste a dare progressivamente a tali lavoratori permessi annuali: ciò che deve permettere loro di farsi raggiungere dalla famiglia, di cambiare liberamente di posto, di professione e di Cantone limitando in definitiva lo status di stagionale ai soli lavoratori occupati in attività autenticamente stagionali». Dato che le surrichiamate erano in sostanza le premesse in base alle quali si è potuti addivenire, per quanto riguarda la manodopera, alla firma dell'accordo di associazione tra la CEE e la Svizzera del 22 luglio 1972, si chiede alla Commissione delle Comunità Europee: 1) Se la Commissione ritenga che il presupposto sul quale si basano le clausole sociali dell'Accordo di associazione, vale a dire l'equilibrio tra le esigenze interne svizzere della «stabilizzazione» e quelle comunitarie del sia pur graduale adeguamento agli standards internazionali delle condizioni fatte in Svizzera ai lavoratori comunitari, sia rispettato dal Decreto federale del 15 luglio 1973 il quale viene esplicitamente motivato con l'obiettivo di «mantenere il numero delle trasformazioni (dei lavoratori stagionali in annuali) a livelli più bassi possibili» e, contrariamente ai precisi impegni assunti dal Governo svizzero nel processo verbale della Commissione mista italo-svizzera (firmato a Roma il 22 giugno 1972

ed esplicitamente richiamato dall'Accordo di associazione nella «Dichiarazione relativa ai lavoratori») introduce un meccanismo per il quale almeno 100.000 lavoratori comunitari — definiti fittiziamente stagionali — si vedono per sempre precludere ogni possibilità di ottenere il ricongiungimento familiare, la mobilità geografica e professionale, etc. 2) Se questo nuovo indirizzo svizzero in materia di impiego dei lavoratori stranieri sia o meno conciliabile col punto b dell'articolo 1 dell'Accordo di associazione tendente ad «assicurare condizioni eque di concorrenza negli scambi tra le parti contraenti», giacché, obbligando alla falsa condizione di stagionale una cospicua massa di lavoratori stranieri (occupati in lavorazioni che niente hanno di stagionale) sembra infatti che l'economia svizzera ritragga sensibili benefici concorrenziali attraverso il risparmio che essa artificialmente fa dei costi sociali lasciati a carico dei paesi di origine dei lavoratori stessi (infrastrutture sociali, alloggi, scuole, ridotte spese di sicurezza sociale, etc.). Tale rischio di distorsioni di concorrenza appare ancora aggravato dal particolare regime con cui decine di migliaia di lavoratori annuali (falsi frontalieri) vengono costretti a risiedere nei paesi finitimi, su cui gravano per tutti i servizi e le infrastrutture sociali occorren-

ti, mentre il gettito fiscale del loro lavoro viene trattenuto dal paese di impiego. 3) In queste condizioni, quali iniziative ritiene la Commissione della CEE di intraprendere, o di proporre al Consiglio dei ministri, per accertare se i nuovi indirizzi svizzeri nel trattamento di vaste categorie di lavoratori comunitari siano compatibili col trattato di associazione in particolare ed, in generale, coi criteri cui si ispirano la politica sociale della CEE e gli strumenti internazionali dei grandi organismi mondiali quali l'OIL e l'ONU. 4) Se, alla luce dell'analisi considerata nel punto precedente, la Commissione delle Comunità europee non ritenga necessaria, o quanto meno opportuna, una consultazione col Governo svizzero in base al comitato disposto dall'art. 29 dell'Accordo e dell'ultimo paragrafo della «Dichiarazione relativa ai lavoratori».





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*L'Unità*

di

*Roma*

del

*26-X-73*

SVIZZERA

## Esigenza di un accordo che si basi sulla parità

Il Comitato d'intesa delle associazioni degli emigrati in Svizzera ha avuto a Roma, nei giorni scorsi, una serie di incontri in sede governativa e con i rappresentanti dei sindacati (CGIL, CISL e UIL) e delle organizzazioni nazionali degli emigrati (FILEF, ACLI e UNAIE). L'incontro presso l'on. Granelli, sottosegretario al ministero degli Affari Esteri, secondo quanto informa un comunicato, «ha consentito un'ampia ed approfondita disamina dei problemi della mano d'opera in Svizzera, con particolare riguardo ai lavoratori stagionali e ai frontalieri, categorie maggiormente colpite dalla recente nuova normativa federale in materia. L'on. Granelli ha sottolineato il significato del passo compiuto in materia presso la Comunità economica europea e ha ribadito la volontà del governo italiano di esigere con fermezza il rispetto degli accordi italo-elvetici del giugno 1972, pur nella migliore disposizione ad un dialogo con la Svizzera che non pregiudichi gli interessi dei nostri lavoratori e consenta l'auspicabile ripresa delle trattative bilaterali su tutti i problemi in attesa di definizione».

Come si sa, con un decreto unilaterale che è già entrato in vigore, il governo svizzero ha annullato gli accordi del giugno 1972.

Quegli accordi prevedevano il passaggio da «stagionale» ad «annuale» per i lavoratori che avessero accumulato quarantacinque mesi di lavoro in Svizzera entro il 31 dicembre 1973; il limite veniva inoltre abbassato a trentasei mesi da realizzarsi in quattro anni a partire dal 1975. Le nuove norme elvetiche stabiliscono per gli stagionali un periodo lavorativo nella Confederazione di otto mesi e tre settimane all'anno, quanto basta cioè a impedire che vengano accumulati i trentasei mesi necessari. A parte le forme attraverso le quali la Svizzera ha sempre eluso il rispetto degli accordi, il semplice richiamo al protocollo del 1972 non è sufficiente, in quanto esso non elimina affatto le discriminazioni tra i lavoratori.

Oggi la sola impostazione valida è quella dell'azione, sia diplomatica sia di massa, per un nuovo accordo che sia fondato sulla parità e sulla libera circolazione. La Svizzera potrà stabilire quali debbono essere i contingenti dei lavoratori stranieri, ma a tutti i lavoratori, occupati per un anno intero o per periodi inferiori, dovrà essere fatto lo stesso trattamento, in parità con i lavoratori elvetiche, allo stesso modo previsto dai trattati della Comunità europea.





## Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Popolo*

di

*Roma*

del

*26-X-73*

### Da Granelli i rappresentanti dei lavoratori frontalieri

Il sottosegretario di Stato per gli Affari esteri on. Granelli, continuando i contatti con gli esponenti dei lavoratori italiani in Svizzera, con le associazioni e le forze sociali italiane interessate al settore, ha ricevuto alla Farnesina i rappresentanti del comitato interprovinciale ACLI per i lavoratori frontalieri di Como e Varese e dell'Unione italiana lavoratori frontalieri aderenti alla FILEF (Federazione italiana lavoratori emigrati e famiglie). «Questi incontri — afferma un comunicato — hanno consentito alle forze sociali di esporre dettagliatamente i problemi che interessano la categoria dei frontalieri occupati in Svizzera. Si tratta di oltre 30 mila lavoratori impiegati prevalentemente nei Cantoni del Ticino e del Vallese. I loro problemi sono di natura normativa, salariale, previdenziale e fiscale. Particolare accento è stato messo sui problemi della mobilità professionale di tali lavoratori, della stabilità dei loro rapporti di lavoro, della copertura assicurativa mediante le casse aziendali e della riduzione dell'età pensionabile in conformità della legge italiana. Anche il problema dello snellimento del traffico frontaliero ai valichi di confine è stato evocato. L'onorevole Granelli ha fornito indicazioni sull'azione svolta dal governo in merito ai problemi interessanti i frontalieri e sulle iniziative in corso per avviarli a soluzione».





RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di Roma

del 26-X-73

## CONCLUSA LA VISITA DI LEONE

# Una base d'intesa sui temi europei fra Roma e L'Aja

Da oggi il Capo dello Stato è ospite del Lussemburgo dove si tratterà fino a domenica per raggiungere lunedì Bruxelles

DALL'INVIATO

Amsterdam, 25 ottobre

La visita del Presidente della Repubblica Leone e del ministro Moro in Olanda si è praticamente conclusa questa sera, dopo una escursione a Rotterdam e sul delta olandese. Domani la delegazione italiana si recherà nel Lussemburgo, dove si tratterà fino a domenica per raggiungere lunedì prossimo Bruxelles.

Ma la giornata di ieri, benché ufficialmente dedicata ad una visita — pittoresca ed estremamente interessante — alla regione dove si manifesta più intensamente l'intraprendenza e la laboriosità del popolo olandese, ha consentito ai due ministri degli esteri di approfondire ulteriormente i temi già impostati durante i colloqui di ieri fra il Capo dello Stato e il primo ministro Den Uyl, con particolare riferimento al Medio Oriente e all'unione europea.

Le notizie circa il quasi improvviso aggravarsi della tensione nello scacchiere mediorientale sono state apprese dalla delegazione italiana mentre si trovava in visita alle imponenti opere idrauliche del Delta; e la sensazione di una certa preoccupazione si è avuta quando il ministro degli esteri olandese Van Der Stoep ha lasciato la colazione offerta dalla municipalità di Rotterdam in onore del presidente Leone (alla quale era presente anche la regina Giuliana) per raggiungere il proprio ministero.

Tuttavia in serata, dopo una serie di contatti dell'on. Moro con la Farnesina, con il nostro ambasciatore alle Nazioni Unite, e con il ministro degli esteri olandese, la situazione è stata considerata nel suo insieme meno drammatica, tenuto conto anche della risoluzione del Consiglio di sicurezza che esclude la presenza di forze armate dei cinque grandi sul teatro operativo.

E' stato in ogni caso smentito che — stando così le cose — si sia parlato di una eventuale sospensione della visita presidenziale o di un possibile ritorno anticipato dell'on. Moro a Roma.

Al centro delle conversazioni è stato soprattutto l'esame delle reali possibilità di dar vita ad una nuova iniziativa comune dei Paesi del Mec, in grado di inserire l'Europa nella fase presumibilmente vicina di un autentico negoziato di pace.

Le valutazioni dell'Italia e dell'Olanda concordano sostanzialmente sulla interpretazione della risoluzione del novembre 1967, che rappresenta finora — nonostante tutto — l'unica base realistica di trattativa. Ma non si è riusciti tuttavia a individuare nella fase attuale quali possano essere i canali concreti di una azione autonoma della Cee. D'altronde, non si è ritenuto di do-

ver chiedere ad esempio una anticipazione della riunione dei ministri degli Esteri dei « Nove » prevista per il 19 e il 20 del novembre prossimo a Copenaghen, anche se l'Italia ha confermato il proposito di insistere nella sua linea che ha già portato i partner del Mec ad una prima manifestazione unitaria, certo inadeguata alle proporzioni drammatiche della crisi in atto, ma orientata comunque verso l'assunzione di un comune atteggiamento.

In quale direzione una eventuale nuova iniziativa europea possa muoversi non è stato detto. Vi è in ogni caso la volontà, che si ritiene comune a tutti i paesi della Cee, di essere presenti, sia pure in un ruolo sussidiario a quello delle grandi potenze, nella ricerca dei nuovi equilibri su cui si dovrà reggere una pace giusta e duratura, che presuppone — per essere tale — anche forme possibilmente istituzionalizzate di cooperazione regionale. In questo senso, il ruolo dell'Europa non può essere particolarmente importante, dato che contemporaneamente essa sta affrontando il problema di una comune politica energetica, il che significa in sostanza il problema di un più chiaro collegamento con le fonti di approvvigionamento che — nella stragrande maggioranza — si trovano nell'area del Medio Oriente. Il discorso — appena impostato in sede comunitaria — è ampio e complesso e richiederà studi particolari. Ma fin da oggi esso si collega necessariamente anche agli aspetti politici della situazione nel Mediterraneo orientale, e pone l'Europa in una posizione che è insieme di responsabilità specifiche sul piano internazionale e di evidenti possibilità di istituire nuove forme di rapporto con tutti i Paesi mediorientali.

E' stata esaminata, a questo proposito, anche l'eventualità che i Paesi arabi e lo stesso Israele, collegati con la Cee da accordi già in atto o in corso di negoziazione, possano chiedere all'Europa alcune garanzie specifiche. L'ipotesi non sembra fuori della realtà, tenuto conto delle recenti aperture verso l'Europa di alcuni leader arabi. E' evidente in questo caso che la Cee deve porsi fin d'ora il problema, esplorando tempestivamente lo spazio di manovra in cui potrebbe svolgersi una sua iniziativa.

Ciò pone anche il problema di un più agile funzionamento dei meccanismi di consultazione politica sul piano interno. Entrambe le parti si sono trovate concordi nel ritenere interessanti a questo

proposito le proposte avanzate dalla Francia — e riecheggiate dalla Gran Bretagna — per una intensificazione dei « vertici » di capi di stato e di governo dei « Nove » per esaminare singoli problemi e concordare le rispettive politiche. Contemporaneamente è stata sottolineata l'esigenza di migliorare il funzionamento del consiglio dei ministri della CEE e di rafforzare il ruolo del Parlamento di Strasburgo, in attesa che maturino le condizioni generali per la sua elezione a suffragio universale diretto.

E' stato giudicato comunque un segno positivo il fatto che semestralmente verrà fatta al Parlamento una relazione dedicata espressamente agli sciluppi del processo unitario: un'innovazione che rappresenta un primo significativo collegamento fra problemi economici e problemi politici dell'area del Mec. In questo quadro rientra anche la politica regionale, che da parte olandese è stata definita molto importante per il processo di unificazione dell'intera comunità ed uno degli obiettivi essenziali per un suo equilibrato sviluppo economico e sociale. Un accenno è stato fatto anche alla politica monetaria, confermando il proposito dell'Italia di riprendere il suo posto non appena si verificheranno le condizioni ritenute necessarie per

la nostra partecipazione alla linea della maggioranza. Si è parlato infine dei rapporti con gli Stati Uniti, delle comuni responsabilità verso il terzo mondo, del dialogo Est-Ovest e delle prospettive — ritenute incoraggianti — della conferenza di Ginevra.

Nel complesso quindi, anche se dagli incontri italo-olandesi non sembra nascere nella fase attuale alcuna iniziativa specifica, i colloqui hanno consentito, in un momento per tanti aspetti importante e decisivo sul piano internazionale, di verificare l'esistenza di un'ampia base di intesa fra i due Paesi. Ciò non mancherà di influire positivamente sull'atteggiamento che la Comunità Europea in quanto tale dovrà necessariamente assumere di fronte ai temi concreti della distensione in una regione dalla quale dipendono in forma tutt'altro che trascurabile la sicurezza e lo sviluppo economico dell'intero continente.

Marcello GILMOZZI





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Corriere della Sera* di *Milano* del *26-X-73*

## IL PRESIDENTE ITALIANO HA VISITATO IL PORTO DI ROTTERDAM

# L'ombra della crisi medio-orientale sulla terza giornata di Leone in Olanda

### Il ministro degli esteri Moro impegnato con il collega Van Der Stoel a seguire gli sviluppi del conflitto tra arabi e israeliani - Domani il capo dello Stato si trasferisce in Lussemburgo

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

Amsterdam, 25 ottobre.

La terza giornata della visita ufficiale del presidente della Repubblica, Giovanni Leone, in Olanda è stata dedicata al turismo. Ma non è stata una giornata felice. La crescente tensione internazionale per la crisi del Medio Oriente non ha permesso alle due delegazioni un sereno *relax*, dopo le intense e fruttuose conversazioni politiche di ieri. Un episodio, accaduto nel primo pomeriggio, può spiegare meglio di tante considerazioni il clima pesante di oggi.

Saranno state le due. Da poco era cominciata a bordo del « Pieter Caland », un battello sul tipo di quelli che fanno la spola fra Napoli e Capri, una colazione offerta al presidente della Repubblica dalla regina Giuliana. Erano presenti un po' tutti, anche i giornalisti, si trattava di visitare il colossale porto di Rotterdam.

## Allarme

Improvvisamente il « Pieter Caland » è stato abbordato da una motovedetta della polizia olandese. Il ministro degli esteri, M. Van Der Stoel, ha precipitosamente salutato gli ospiti (« La politica estera non mi dà un attimo di tregua ») ed è salito sulla piccola imbarcazione, allontanandosi. Poco dopo si è appreso che erano in corso consultazioni politiche fra le capitali del « Nove » e che la flotta della NATO era in stato di allarme. Più tardi il ministro degli esteri Mo-

ro, rientrato ad Amsterdam, si è messo in contatto con il direttore generale della Farnesina, Ducci, e con il capo della delegazione italiana all'ONU, Playa. Moro, comunque, è in stretto contatto con gli ospiti olandesi per seguire da vicino l'evolversi della situazione nel Medio Oriente.

A parte la crisi mediorientale verso cui è rivolta l'attenzione di tutti, e per tornare alla visita del Capo dello Stato in Olanda, i due portavoce italiani — il dottor Valentino per il Quirinale e il dottor Bottai per la Farnesina — non hanno mancato di esprimere la profonda soddisfazione della nostra delegazione per l'andamento

positivo dei colloqui. Perché non è cosa di poco conto quella di aver trovato l'Olanda disposta favorevolmente verso la politica regionale, pronta cioè a contribuire al varo di quel programma di aiuto alle aree sottosviluppate deciso a Bruxelles nell'ambito comunitario.

Quasi in polemica con i francesi che ce lo avevano chiesto espressamente, Leone ha voluto dire che l'Italia ha intenzione di rispettare le decisioni del vertice di Parigi (ottobre 1972). « Questi impegni — sono parole di Leone — desideriamo che siano osservati, in politica interna e in politica estera, compiendo tutti gli sforzi che ci consentano anche di reinserirci nel "serpente monetario" e mirando soprattutto a costruire la nuova Europa ».

Si è appreso anche che durante il colloquio a due fra il ministro Moro e il collega M. Van Der Stoel è stato affrontato anche il tema della difficile elaborazione del-

le decisioni da parte del consiglio dei ministri della Comunità europea. Talvolta — hanno detto i due ministri — i lavori del consiglio della CEE procedono a un ritmo lento e desolante. Invece di discutere una sintesi politica del problema sul tappeto, esso viene analizzato nei suoi aspetti più tecnici. Ciò — è stato convenuto — è una vera e propria perdita di tempo. Non è escluso quindi che in un prossimo futuro, Italia e Olanda facciano qualche proposta concreta appunto per snellire il lavoro del consiglio dei ministri della CEE.

## Critiche

I giornali locali continuano a non dedicare molto spazio alla visita del presidente italiano. Quando ne parlano, talvolta lo fanno in maniera non del tutto simpatica. Per esempio stamane il *De Volkskrant*, un giornale della sinistra cattolica, affermava che

durante le conversazioni politiche non era stato toccato l'argomento dei lavoratori italiani in Olanda i quali, sembra, hanno di che lamentarsi. Il giornale comunque non entrava nei particolari. Qui ad Amsterdam ci hanno spiegato che questo giornale è sempre un po' polemico con l'Italia in quanto riflette le idee della Chiesa olandese, i cui rapporti con quella di Roma non sempre sono dei più rosei.

Domani mattina il presidente Leone e sua moglie, signora Vittoria, visiteranno il museo d'arte moderna dove è esposta la più grande collezione di Van Gogh del mondo: duecentoventi quadri (fra olii e disegni) per un valore approssimativo di oltre cento miliardi di lire. Nel pomeriggio trasferimento generale a Lussemburgo, seconda tappa della visita di Stato nei paesi del Benelux.

Arturo Guatelli





I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Giornale d'Italia

Roma del 25-26-X-73

Ritaglio dal Giornale

di

# Leone intona con gli emigrati l'Inno di Mameli

## Il presidente si è voluto unire al coro levatosi al suo apparire. Soddisfazione per il primo bilancio dei colloqui italo-olandesi

### nostro servizio

AMSTERDAM, 25. Sono oggi meta del Presidente Leone due «glorie» dei Paesi Bassi: le dighe che permettono al 60 per cento della popolazione olandese di vivere su terre poste oltre sei metri sotto il livello del mare e Rotterdam, che è il più grande porto del mondo.

Non per questo tuttavia sarà interrotto il filo dei discorsi politici tra autorità italiane ed olandesi. L'occasione per concludere il dialogo bilaterale che ieri ha impegnato Leone e Moro col primo ministro Den Uyl e col ministro degli Esteri Van Der Stoel per oltre tre ore e mezzo, verrà data dal pranzo offerto stasera dal capo dello Stato alla regina Giuliana.

Fin da oggi, però, la nostra delegazione è apparsa soddisfatta dalle convergenze riscontrate nel giro d'orizzonte politico. Il confronto di idee, definito «quanto mai cordiale ed interessante» ha avuto quattro grandi capitoli: il Medio Oriente, l'Europa, i rapporti con gli Stati Uniti, le relazioni con il mondo comunista.

Le cattive notizie dal Canale di Suez hanno ovviamente posto in primo piano il problema della tregua tra arabi ed israeliani. Italiani ed olandesi identificano concordemente nella risoluzione 242 dell'Onu l'unica possibilità di pace per quelle terre lacerate. Ma i

enormi, poiché si tratta di assicurare ad Israele confini stabili e sicuri, trovare una soluzione di giustizia per i palestinesi, provvedere a garanzie internazionali che impediscano una nuova guerra.

Secondo Roma e l'Aja, la Cee deve contribuire a queste garanzie che sono, più che militari, politiche: di qui la necessità che i Nove si concentrino tra loro nel quadro della consultazione politica prevista a Copenaghen il 19 e 20 novembre (anche se alla delegazione italiana la data sembra «forse troppo lontana»). La pace in Medio Oriente non sarà dunque solo il banco di prova della politica di distensione delle due superpotenze, ma anche il test della credibilità e vitalità dell'Europa.

Dai fatti mediorientali, il discorso è naturalmente scivolato sulle difficoltà del Mec a varare una politica dell'energia, di cui si discute da anni con risultati deludenti. I Paesi Bassi, discriminati rispetto ai partners Cee dagli arabi che hanno interrotto le loro forniture di oro nero, posseggono in questo momento riserve di prodotti petroliferi per coprire il fabbisogno olandese di quattro mesi (le regole del Mec prevedono stock di appena 65 giorni): intendono sollecitare a Bruxelles lo studio di soluzioni alternative agli approvvigionamenti petroliferi in provenienza dagli emirati, per ovviare appunto alle difficoltà che possono sorgere dalle complicazioni internazionali.

Il riconoscimento delle molte...

responsabili italiani ed olandesi a concordare sulla necessità di «accelerare i tempi di una unità europea istituzionalmente più incisiva», come ha detto Leone al pranzo offerto ieri dal primo ministro.

Il Capo dello Stato ha poi implicitamente riconfermato la disponibilità italiana a rientrare appena possibile nel «serpente» comunitario, ed ha naturalmente ricordato ai partners l'impegno a varare entro il 31 dicembre le politiche che dovranno dare un volto umano all'Europa e assicurare la collaborazione finanziaria del Mercato comune per la rinascita del Mezzogiorno.

Sulla proposta di Pompidou, rilanciata da Heath, per una intensificazione dei vertici, le due parti sono rimaste prudentissime: «Si tratta, ha detto il nostro portavoce, di idee degne di esame da parte dei Nove». Quindi, o si sarà tutti d'accordo, oppure resterà lettera morta il ricorso frequente a «provvedimenti così eccezionali».

Quanto alle relazioni con gli Usa, i ministri degli Esteri Moro e Van Der Stoel ritengono opportuno il chiarimento della identità europea oggi in atto, proprio perché può tradursi in un migliore funzionamento dei rapporti di alleanza e di amicizia tra Europa e Stati Uniti. Gli sviluppi tra Comunità ed Urss dipenderanno in gran parte, invece, dai risultati dei lavori in corso a Ginevra per la conferenza sulla sicurezza: Roma e l'Aja

fanno dipendere la riuscita del negoziato dall'atteggiamento di Mosca, che per ora dà l'impressione di ricercare i vantaggi di una più stretta cooperazione economica con l'Occidente piuttosto che accogliere le istanze alleate per una maggiore libertà degli scambi di idee e di persone tra mondo libero e paesi comunisti.

Il presidente Leone ha vissuto ieri un'ora di intensa commozione incontrando la comunità italiana all'Aja. Al suo apparire centinaia di connazionali hanno scandito con entusiasmo il suo nome, intonando quindi a gran voce l'Inno di Mameli. Trascinato dall'emozione, il presidente si è unito immediatamente al coro, mentre a Donna Vittoria diventavano lucidi gli occhi per la commozione. Prendendo poi la parola, Leone ha dichiarato che «gli italiani all'estero anticipano con il loro lavoro la costruzione europea. Noi stiamo preparando una grande patria, l'Europa, in cui tutti abbiano la stessa cittadinanza e si trovino come in una grande famiglia». Ha quindi tranquillizzato quanti al suo arrivo ad Amsterdam l'altro ieri avevano manifestato contro «il Mec dei capitali». «Noi non vogliamo costringere l'Europa dei ricchi, egli ha detto, ma ricordatevi quanto si dice a Napoli: senza denaro non si può neppure cantare Messa. I capitali sono dunque necessari: il problema è di dar loro un impiego socialmente ed economicamente utile».

Mila Malvestiti





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Sole d'Italia*

di

*Burckhardt*

del

*27-10-73*

Paolo VI

# UNO STATUTO PER I MIGRANTI



« Le proporzioni gigantesche del movimento migratorio nei Paesi più industrializzati d'Europa », sono state rilevate da Paolo VI nel corso dell'udienza concessa ai vescovi di tutta Europa che hanno partecipato al convegno di studio sul tema « La Chiesa particolare e la pastorale dei migranti ».

Ai rappresentanti delle Conferenze episcopali europee, Paolo VI ha ricordato che la « situazione attuale crea problemi tali che vi è chi si domanda se non sia meglio esportare le fabbriche piuttosto che importare uomini ».

Bisognerebbe poi — ha continuato Paolo VI — che simili trapianti avessero sempre di mira la promozione dei lavoratori del luogo. In ogni caso le condizioni attuali dei fenomeni migratori, destinati a continuare domani in un modo o nell'altro richiedono una riforma.

Le Chiese locali non debbono sostituirsi a Governi che hanno la loro responsabilità di fronte a questa specie di nomadismo moderno; ma hanno un contributo specifico da recare alla soluzione dei gravi problemi che essa suscita continuamente.

Senza rinunciare alla loro personalità — ha continuato il Papa — esse sono chiamate a svolgere sempre più la loro vocazione universale. Gradiremmo che la riflessione sul significato della migrazione, e più largamente, della mobilità, fosse approfondita e alimentasse sempre più l'azione pastorale della Chiesa contemporanea ».

Dopo aver espresso il concetto che la cooperazione allo sviluppo autentico degli emigranti è in linea con l'insegnamento del Vangelo (« poiché gli uomini hanno anche bisogno di una vita spirituale »), Paolo VI ha sollecitato l'emanazione di un « vero statuto » dei lavoratori migranti. « Esso — ha concluso il Papa — con le varianti opportune a seconda delle Nazioni, garantirebbe i diritti degli emigranti al rispetto della loro personalità e sicurezza del lavoro, alla formazione professionale, alla vita in famiglia, alla scolarizzazione dei fanciulli, alla previdenza sociale, alla libertà di espressione e di associazione ».

I vescovi rappresentanti delle Conferenze episcopali europee, che si sono riuniti a Roma dal 15 al 18 ottobre su invito della Commissione pontificia per le migrazioni ed il turismo, hanno avuto il difficile compito di esaminare la situazione attuale nel mondo dei migranti alla luce delle direttive conciliari e post conciliari. Nel convegno sono stati dibattuti temi di particolare importanza come la teologia della Chiesa particolare di fronte al fenomeno migratorio, la condizione dei missionari, i rapporti ecumenici, il ruolo del laicato, etc.

I vescovi sono stati chiamati ad affrontare questa problematica, definita complicata e scottante, in rappresentanza delle Chiese preposte, per dovere di fedeltà alla propria missione e per il necessario influsso positivo sulla società civile.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Sole d'Italia

di Bruxelles

del 27-10-53

**I CITTADINI STRANIERI VOTANO AD ANS**

# Una maniera concreta di costruire l'Europa

**Sono 51 i candidati italiani presentati dalle tre liste in lizza per dodici seggi**

## **NOSTRO SERVIZIO**

Cittadini italiani saranno chiamati questa domenica 28 ottobre ad Ans, una cittadina nei pressi di Liegi, ad eleggere i loro rappresentanti in seno al Consiglio comunale consultivo per stranieri della località. E' la quarta volta che in Belgio cittadini migranti esercitano il diritto di voto. Prima si era votato a Cheratte, una cittadina nei pressi di Liegi, a Genk, la città del Limburgo belga ove ha sede la Ford-Belgio, ed a Liegi-città.

Gli elettori stranieri chiamati alle urne per eleggere i 17 membri del Consiglio con-

sultivo sono 2.242 di cui 1.746 italiani.

I cittadini italiani occuperanno 12 seggi. Per la loro attribuzione concorrono 51 candidati suddivisi in tre liste, la UDPI (Unione democratica progressista italiana), la PSI (Partito Socialista italiano) e infine « Intesa italiana ».

La prima lista è composta da membri del Partito comunista italiano e da Indipendenti, la seconda è evidentemente sostenuta dalla Federazione del Belgio del PSI. La terza infine, « Intesa italiana », è sostenuta dal Gruppo « degli amici della Democrazia Cristiana ».





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia EUROPE di Bruxelles del 27-10-73

LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL SE PRONONCE EN FAVEUR D'UNE POLITIQUE REGIONALE CONCENTREE SUR LES REGIONS ET ZONES LES PLUS DEFAVORISEES

BRUXELLES (EU), vendredi 26 octobre 1973 - C'est pour une association plus étroite des partenaires sociaux dans la réalisation de la politique régionale communautaire ainsi qu'à la gestion du Fonds de développement régional que le Comité économique et social s'est prononcé, hier, dans un avis adopté dans le cadre de sa 114ème session plénière, en la présence de M. George Thomson, membre de la Commission plus particulièrement responsable de la politique régionale. Dans son avis, le Comité souligne la nécessité de l'élaboration d'une politique régionale sur trois plans :

a) dans un premier volet, il importe de porter l'aide communautaire sur les régions où les problèmes de sous-développement sont les plus graves. Sans que cela ait un caractère limitatif quant aux régions et zones aidées en priorité, le Comité rappelle à cet égard l'existence des protocoles additionnels aux Traités et aux actes d'adhésion qui ont trait aux problèmes régionaux, notamment le protocole concernant l'Italie et le protocole n. 30 concernant l'Irlande. Il s'agira d'intensifier les moyens financiers dans ces régions qui souffrent d'un niveau de vie et d'un genre de vie très en-dessous de la moyenne communautaire, en facilitant leur développement économique essentiellement par :

- la création d'emplois, en diversifiant les activités économiques ;
- le développement d'infrastructures et de structures d'accueil.

Ces aides devront être complémentaires aux aides nationales, mais cette complémentarité ne signifie nullement une centralisation des politiques régionales nationales au sein de la Communauté. Chaque Etat devra se conformer néanmoins aux objectifs communautaires et aux critères choisis en commun.

b) dans un deuxième volet, la Communauté devra assurer la coordination des programmes nationaux, ce qui suppose le dégagement d'objectifs communautaires dans le cadre d'une programmation régionale. Les aides de la Communauté devront s'inscrire dans le cadre de ces objectifs. La seule complémentarité des aides s'ajoutant aux aides nationales ne permettrait pas de mener une politique européenne obéissant à des critères objectifs : on aboutirait très vite à une dilution des aides communautaires, c'est-à-dire à un gaspillage et à l'inefficacité.

c) dans un troisième volet, enfin, la Communauté devra mettre en oeuvre des grands projets communautaires en matière de transports ou d'infrastructures et des projets pilotes pour dépasser les stades de complémentarité des aides et de la coordination des politiques nationales, et manifester ainsi une volonté concrète d'action pleinement européenne. Ces projets communautaires, même s'ils ne s'inscrivent pas dans le cadre d'un développement des régions et zones prioritaires n'en demeurent pas moins indispensables pour :

- développer les régions considérées actuellement comme non-prioritaires, mais qui connaissent des problèmes régionaux et dont l'essor peut directement ou indirectement profiter aux régions prioritaires ;
- irriguer le territoire communautaire en l'aménageant par la réalisation d'équipements collectifs et sociaux ;
- affirmer le renforcement de la volonté européenne.

L'avis, dont le texte a été élaboré par M. Ventejol, exprime ensuite la crainte qu'aux termes de dispositions relatives aux choix des régions et zones prioritaires, l'on n'aboutisse à un éparpillement des aides nocives à leur efficacité. Il faudrait donc modifier le critère de la Production Intérieure brute par habitant en le ramenant à un niveau sensiblement inférieur à la moyenne communautaire.

En ce qui concerne plus particulièrement le phénomène de complémentarité des aides commu-





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2

## RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale .....

di .....

di .....

nautaires, le Comité souligne que la Communauté doit contribuer, au-delà de ce que les États membres peuvent accomplir, compte tenu des disciplines communautaires que l'union économique et monétaire impose à l'emploi de leurs ressources. En outre, lorsque la réalisation de l'union économique et monétaire entraînera des difficultés particulières pour certaines régions de la Communauté, la Commission devra faire des propositions ou adresser des recommandations pour que les moyens d'actions communautaires contribuent à résoudre ces difficultés.

Il conviendrait également de veiller à ce que, pour des motifs de difficultés conjoncturelles ou pour des "disciplines" que l'union économique et monétaire imposerait aux États membres ne soient pas sacrifiées les régions et zones prioritaires ; trop souvent, en effet, pour des raisons d'ordre budgétaire et dans le cadre de politiques contre l'inflation, les États membres réduisent la progression des équipements sociaux et des infrastructures ce qui va à l'encontre des objectifs de l'aménagement du territoire.

Quant aux procédures de répartition des aides, le Comité estime que l'automatisation totale de la distribution des aides n'étant pas possible, ni souhaitable, il faudra assurer que les délais entre l'information (aussi précise que possible) et la décision communautaire soient les plus brefs possibles.

Enfin, le Comité souhaite que l'accent soit davantage mis sur la hiérarchisation de l'aide que pourra apporter le Fonds de développement régional. Il conviendrait notamment de privilégier :

- d'une part, le concours à apporter aux entreprises qui dans les régions ou zones prioritaires créent des emplois ;
- d'autre part, l'effort à faire lorsque d'une manière concomitante devraient se réaliser des investissements industriels et des investissements en infrastructures.

L'avis a été approuvé par le Comité économique et social à l'unanimité moins deux abstentions. Le Comité a également élaboré une étude analysant l'ensemble du problème d'une politique régionale communautaire dans la perspective d'une union économique, sociale, monétaire et politique, étude qui met en relief la nécessité d'une conception d'ensemble à long terme des objectifs de politique régionale.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV 1

## RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia EUROPE di Bruxelles del 27-10-73

### LES CATEGORIES ECONOMIQUES ET SOCIALES DE LA CEE ADMETTENT LES MESURES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION, A LA CONDITION DE SAUVEGARDER LA CROISSANCE - AUTRES AVIS DU C. E. S.

BRUXELLES (EU), vendredi 26 octobre 1973 - La session plénière du Comité Economique et Social de la CEE et de l'Euratom s'est terminée hier soir, après des débats approfondis sur la politique régionale, sur la situation conjoncturelle et sur d'autres problèmes. (Pour ce qui concerne la politique régionale, voir page n. 10 dans ce Bulletin).

En matière de situation économique, le CES devait examiner le projet de "rapport annuel" proposé par la Commission Européenne au Conseil, contenant (en plus de l'analyse de la situation actuelle) l'indication des orientations de politique économique que les Etats membres devraient suivre en 1974. Le Conseil des Ministres se prononcera le 9 novembre sur ce rapport ; il pourra tenir compte par conséquent de l'avis du C. E. S.

Cet avis, adopté à l'unanimité moins 10 abstentions, reconnaît que la réduction des tensions inflationnistes doit représenter l'objectif prioritaire de la politique économique de la CEE. Toutefois, affirme l'avis, la "lutte contre l'inflation ne devrait pas être menée par une déflation sauvage, entraînant une récession et l'augmentation du chômage. Il importe de pouvoir sauvegarder une croissance économique suffisante, pour ne pas ajouter aux difficultés structurelles (qui rendent difficile la réalisation du plein emploi) des difficultés économiques". L'avis souligne ensuite la nécessité d'assainir le système monétaire international en revenant à des taux de change fixes et ajustables, et de lutter en priorité contre l'augmentation des coûts de production.

Les modalités à mettre en oeuvre pour lutter contre l'inflation dérivent d'un compromis entre les représentants des employeurs et ceux des travailleurs. Sur le plan des principes, le C. E. S. souligne que pour obtenir une modération de la hausse des prix il conviendrait de contenir la demande globale et les revenus nominaux dans les limites de l'accroissement des capacités de production. Toutefois, le Comité constate également que l'augmentation des prix a atteint un tel rythme qu'il est difficile de demander aux partenaires sociaux de modérer leurs revendications concernant la sauvegarde du pouvoir d'achat, tant qu'ils ne seront pas sûrs que la politique globale suivie entraînera un ralentissement de l'inflation. Attribuer aux partenaires sociaux la responsabilité principale et le rôle essentiel dans la lutte anti-inflation, ce serait renverser les rôles : ce sont les autorités publiques qui doivent, in primis, définir et respecter une politique économique cohérente. La politique budgétaire a ici la tâche prioritaire : il importe de ralentir l'augmentation des dépenses de l'Etat et des collectivités locales. Le Comité demande aussi de ralentir l'alourdissement de la charge fiscale et de mettre en oeuvre toutes les mesures tendant à développer l'offre des biens et des services. En matière d'investissements, il faudrait donner la priorité à ceux qui permettront de créer de nouveaux emplois dans les régions où le taux de chômage est encore important. La formation professionnelle devra être développée et la concurrence devra être stimulée.

En matière de politique monétaire, les mesures déjà intervenues (restrictions des crédits, hausses des taux d'intérêt) pourraient difficilement être renforcées sans conséquences sérieuses pour l'économie. Par contre, l'action auprès de l'opinion publique afin de la rendre consciente des graves dangers de l'inflation doit être intensifiée.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2

Le rôle du Comité dans les transformations institutionnelles prévisibles de la CEE

En marge des avis rendus, le Comité Economique et Social s'est interrogé sur ce que sera son rôle dans les transformations prévisibles du fonctionnement institutionnel de la Communauté, notamment en rapport avec le passage à la deuxième étape de l'Union économique et monétaire. M. Lappas, président, a souligné que les rapports de pouvoirs se transforment sans cesse. Dans les projets à l'étude, le rôle des partenaires sociaux ne semble pas clairement défini, ni par ailleurs il est prévu de charger le C.E.S. d'une étude sur la situation actuelle de l'intégration européenne vue par les partenaires sociaux.

La session plénière a alors décidé de créer un groupe de travail restreint, composé du président du C.E.S., M. Lappas, des deux vice-présidents M. Canonge et M. Masprone, et des présidents des trois groupes (employeurs, travailleurs, intérêt divers). Ce groupe réfléchira sur le rôle du C.E.S. dans l'évolution de la Communauté, et sur l'établissement d'un rapport sur la Communauté vue par les partenaires sociaux.

Les avis sur des propositions techniques

Les autres avis rendus dans la session qui vient de se conclure concernent les projets suivants :

- oléoducs et gazoducs traversant les frontières. La proposition de la Commission Européenne est assez vivement critiquée, et le C.E.S. demande de la réviser. EUROPE y reviendra.
- vente au détail des médicaments. L'avis, adopté à la majorité, critique l'intention de la Commission d'harmoniser les législations nationales sur les pharmacies et la solution envisagée par elle en matière de possibilité de cession d'une autorisation. Le C.E.S. formule des contrepropositions ; EUROPE y reviendra.
- commercialisation des semences et autres matériels de reproduction. L'avis approuve les modifications envisagées aux règlements en vigueur, tout en recommandant d'éviter un "perfectionnisme" excessif et des normes trop détaillées qui entraveraient les échanges.
- résistance des sièges des véhicules à moteur, instruments de pesage totalisateurs continus, compteurs d'eau froide. Les avis sont favorables à ces projets, sous réserve de certaines remarques techniques.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

agenzia ARI

di

Roma

del

27-10-73

UNA PROPOSTA DI LEGGE PER L'ISTITUZIONE DEL CONSIGLIO NAZIONALE DELL'EMIGRAZIONE.

Roma, 27 - ARI - Una proposta di legge presentata recentemente alla Camera dei Deputati prevede l'istituzione del Consiglio Nazionale dell'Emigrazione, quale "organismo specifico che abbia il compito di studiare, promuovere, coordinare le iniziative, le decisioni e le misure da prendersi ai vari livelli e sulle varie sedi". Quali fattori inscindibili di un'unica politica dell'emigrazione vengono indicati i seguenti:

1) l'arresto dell'esodo e le misure tendenti a invertire i processi che provocano lo spopolamento e congestione, i provvedimenti per favorire i rientri e l'assistenza di coloro che, anno per anno, rientrano nelle Regioni;

2) l'efficace tutela delle collettività all'estero mediante la stipula di accordi fondati sulla "parità nel progresso", e mediante la vigilanza sull'applicazione di accordi di parità già realizzati;

3) gli organismi attraverso i quali i lavoratori emigrati possano partecipare alle scelte politiche, all'attuazione delle misure che li riguardano, come condizione indispensabile per la conquista stessa della parità e per l'eliminazione di pesanti condizioni di isolamento.

I compiti del progettato Consiglio Nazionale sono invece così precisati:

1) studiare i fenomeni dell'emigrazione e dell'immigrazione interna in relazione alle cause, effetti e conseguenze nella vita nazionale, e alla condizione di vita e di lavoro nell'ambito dell'economia del Paese, nella prospettiva di superamento degli squilibri economici e sociali, della cessazione del fenomeno dell'esodo di massa e del rientro dei lavoratori emigrati;

2) occuparsi dei problemi della collettività dei lavoratori emigrati all'estero, immigrati interni, frontalieri e loro familiari; vigilare sul collocamento, anche al fine di far cessare ogni forma privata d'ingaggio a scopo di lucro della manodopera; promuovere la formazione di commissioni miste paritetiche con corrispondenti organismi esteri; proporre aggiornamenti e modifiche dei servizi di emigrazione, nazionali ed esteri comunicando le conclusioni ai governi interessati;





*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... di ..... del .....

3) promuovere, d'intesa con il governo e le re  
gioni, la convocazione di conferenze nazionali, regionali e inter  
regionali sul problema dell'emigrazione;

4) presentare annualmente al Parlamento e pubblica  
re una relazione su problemi e prospettive dell'emigrazione e  
sulla propria attività. (ARI)





*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia ANSA di Roma del 27-10-73

ansa 203/2 - sottosegretario granelli a milano -

milano 27 ott (ansa) - il sottosegretario agli esteri on. luigi granelli ha ricevuto, in prefettura, m. pierre demondion, direttore dell'ufficio d'immigrazione italiana verso la francia. l'incontro - informa un comunicato - ha messo in risalto la reciproca volonta' di migliorare le relazioni italo-francesi in materia di emigrazione e nel campo della politica sociale europea.

nel pomeriggio, l'on. granelli ha partecipato, alla fiera di milano, ad una "tavola rotonda" in apertura della mostra fotografica dedicata all'"altra italia". "sin da tempi dell'unita' e del primo novecento - ha rilevato il sottosegretario - ha prosperita economica italiana e' stata pagata con un esodo di massa di emigranti, specie meridionali, costretti a cercare altrove lavoro. il fenomeno e' oggi attenuato ma persiste ed e' per questo - ha concluso l'on. granelli - che una piu' adeguata politica dell'emigrazione deve essere collegata ad una effettiva programmazione economica che punti sul pieno impiego e sulla industrializzazione del mezzogiorno".

ap/2018





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Tempo*

di *Roma*

del *27-X-73*

## Strumentalizzati dal PCI gli italiani in Germania

I nostri lavoratori vengono accusati di far di tutto per aiutare l'asfittico partito comunista tedesco

NOSTRO SERVIZIO PARTICOLARE

Bonn, 26 ottobre

Aumenta l'attività del PCI tra i nostri lavoratori nella Repubblica federale tedesca. Notizie dell'ultim'ora affermano che i simpatizzanti per il PCI, residenti per lavoro nella Bundesrepublik, sono stati invitati dalla direzione di via delle Botteghe Oscure ad iscriversi al Partito comunista tedesco DKP e cioè al *Deutsche Kommunistische Partei*, una reincarnazione dell'ex KPD (Kommunistische Partei Deutschland).

Questo invito agli italiani ha contribuito ad ingrossare i quasi insignificanti ranghi dei comunisti tedeschi occidentali che nelle ultime elezioni non avevano ottenuto nemmeno l'un per cento dei suffragi.

E' da tempo che si parla in Germania di offrire ai lavoratori stranieri, i noti *gastarbeiter*, di partecipare alla vita politica attiva del Paese che li ospita con la possibilità di opzione per questo o quel partito. Ora, pare sia imminente una decisione in tal senso. In che modo l'operazione possa aver luogo non è dato ancora di sapere: se cioè i *gastar-*

*beiter* saranno solo iscritti simpatizzanti, oppure tesserati a tutti gli effetti.

Intanto i dirigenti del PCI compiono più o meno segretamente frequenti viaggi nella Bundesrepublik per incontrarsi con i fiduciari locali. In questi giorni si è venuti a conoscenza di una lista precisa di agenti del PCI nella Repubblica federale tedesca, compilata dopo l'ultimo vertice tenutosi settimane fa a Francoforte.

I capicellula sono oltre una cinquantina sparsi un po' su tutto il territorio della Germania, e in particolare là dove è più massiccia la presenza dei nostri connazionali. Si tratta di persone camuffate anche sotto qualifiche non prettamente politiche. Il responsabile di tutta l'organizzazione, che si chiama «Segreteria nazionale del PCI nella Repubblica Federale di Germania», è Loris Atti, un comunista che vive a Stoccarda.

Il governo federale non nasconde la sua apprensione per la crescente propaganda degli estremisti tra gli operai stranieri di altre nazionalità ospiti pure della Bundesrepublik.

ANTONIO CEDERLE





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Popolo*

di *Roma*

del *27-X-73*

DA PARTE DELL'OIL

## Proposte contro l'emigrazione clandestina

### L'obiettivo è stroncare il traffico di lavoratori nei paesi europei e creare per gli immigrati condizioni di vita e di lavoro dignitose

Due settimane fa, tre giovani africani del Mali, poco più che ventenni, vennero trovati morti per asfissamento alla periferia di Trieste, sulla via di un fallace «cammino della speranza» che doveva condurli in Francia inseguendo il miraggio di un lavoro sicuro e retribuito. L'ignobile episodio è stato l'ultimo, in ordine di tempo, che ha rivelato, in tutta la sua drammaticità, l'esistenza di una autentica « tratta » di lavoratori africani, sulla quale ha prosperato una organizzazione che ha le sue diramazioni in Africa, in Jugoslavia, in Italia, in Francia e in Germania.

E' proprio per tentare di stroncare il traffico illecito della manodopera che l'OIL (Organizzazione Internazionale del Lavoro) ha proposto ai 123 stati membri di varare una convenzione a questo scopo. Le proposte sono contenute in un rapporto inviato dall'Organizzazione agli Stati membri e che saranno sottoposte alla loro approvazione alla prossima sessione della conferenza internazionale del lavoro, fissata per il gennaio 1974.

Nel rapporto si afferma, tra l'altro, che attualmente sono circa 11 milioni i lavoratori migranti nella sola Europa occidentale: negli Stati Uniti gli immigrati sono 4.2 milioni, mentre il Canada ne ha accolti nel

solo 1969 ben 161.000. E' stato accertato — rileva l'OIL — che soltanto parte di questo massiccio esodo è organizzata: i più sono emigrati clandestini. Molti lavoratori, ad esempio, si trasferiscono in Francia, in Germania e in altri paesi europei come turisti. Recentemente, la polizia francese ha scoperto una organizzazione di trafficanti che trasferivano clandestinamente lavoratori dall'Africa Occidentale alla Francia.

In molti casi di emigrazione clandestina notevoli taglie vengono pagate all'intermediario da parte dei lavoratori migranti. Si sa, per esempio, che per un trasporto clandestino dalla Mauritania alla Francia questa taglia può raggiungere la cifra di 5000 franchi. Ci sono stati anche casi di lavoratori emigrati clandestini i quali sono stati completamente spogliati di ogni loro possesso da parte del trafficante.

Non v'è dubbio che questo fenomeno è favorito dalla mancanza di norme che regolino i movimenti migratori sia nei paesi di immigrazione che in quelli di emigrazione e dalla completa assenza di procedure regolari per il reclutamento, il trasferimento e il collocamento.

Il rapporto si occupa anche del problema generale dei lavo-

posito l'OIL proporrà, nel corso della prossima conferenza, anche una convenzione sull'uguaglianza di possibilità di impiego e di trattamento per i lavoratori stranieri rispetto ai nazionali.

Il diverso trattamento che viene riservato ai lavoratori migranti — afferma a questo proposito l'OIL — è indiscutibilmente fattore alienante della loro vita. In molti paesi essi non hanno neppure la possibilità, almeno per un periodo di tempo, di scegliersi liberamente il lavoro e quasi sempre non riescono ad occuparsi convenientemente, perchè qualifiche, diplomi, certificati scolastici e di formazione professionale di cui sono in possesso non sono riconosciuti dal paese ospite. Si aggiunge che i nazionali generalmente non vedono di buon occhio i lavoratori stranieri, e ciò contribuisce grandemente a creare quell'atmosfera di discriminazione, di « stress » e di alienazione che colpisce gli emigrati.

C'è dunque — prosegue l'organizzazione internazionale — disparità salariale ed una forte tendenza ad escludere gli immigrati dalla contrattazione collettiva e dalla partecipazione all'attività sindacale. Infine, l'incertezza del loro statuto legale e la costante preoccupazione di essere espulsi dal paese, creano negli emigranti un senso di insicurezza e di inferiorità che sovente li porta ad accettare condizioni di impiego al di sotto della norma e a non esercitare quei diritti che la legislazione dei paesi ospiti riconosce loro.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di Roma

del 27-X-73

Renuncia dell'OIL

## Pesanti ricatti su chi emigra clandestinamente

L'organizzazione mondiale del lavoro ha avanzato precise proposte per stroncare il vergognoso fenomeno

Tredici ottobre 1973: tre giovani negri, poco più che ventenni, vengono trovati morti per assideramento alla periferia di Trieste; altri due sono in gravi condizioni. Si scoprirà più tardi che si tratta di giovani reclutati nel Mali per essere avviati clandestinamente in Francia da una organizzazione che si occupa della tratta di manodopera.

E' questo l'ultimo episodio di un fenomeno, oramai dilagante, che si ripropone con tutta la sua drammaticità all'opinione pubblica internazionale. E' proprio per tentare di stroncare il traffico illecito della manodopera che l'OIL (Organizzazione internazionale del lavoro) ha proposto ai 123 stati membri di varare una convenzione a questo scopo. Le proposte sono contenute in un rapporto inviato dall'organizzazione agli Stati membri e che saranno sottoposte alla loro approvazione alla prossima sessione della conferenza internazionale del lavoro, fissata per il gennaio 1974.

Nel rapporto si afferma, tra l'altro, che attualmente sono circa 11 milioni i lavoratori migranti nella sola Europa occidentale; negli Stati Uniti gli immigrati sono 4,2 milioni, mentre il Canada ne ha accolti nel solo 1969 ben 161 mila. E' stato accertato — rileva l'OIL — che soltanto parte di questo massiccio esodo è organizzata; i più sono emigrati clandestini. Molti lavoratori, ad esempio, si trasferiscono in Francia, in Germania e in altri paesi europei come turisti. Recentemente, la polizia francese ha scoperto un'organizzazione di trafficanti che trasferivano clandestinamente lavoratori dall'Africa occidentale alla

Francia. In molti casi di emigrazione clandestina notevoli taglie vengono pagate all'intermediario da parte dei lavoratori migranti. Si sa, per esempio, che per un trasporto clandestino dalla Mauritania alla Francia questa taglia può raggiungere la cifra di 5000 franchi.

Non vi è dubbio che questo fenomeno è favorito dalla mancanza di norme che regolino i movimenti migratori sia nei paesi di immigrazione che in quelli di emigrazione e dalla completa assenza di procedure regolari per il reclutamento, il trasferimento e il collocamento.

Il rapporto si occupa anche del problema generale dei lavoratori emigrati. A questo proposito l'OIL proporrà, nel corso della prossima conferenza, anche una convenzione sull'uguaglianza di possibilità di impiego e di trattamento per i lavoratori stranieri rispetto ai nazionali.

Il diverso trattamento che viene riservato ai lavoratori migranti — afferma a questo proposito l'OIL — è indiscutibilmente fattore alienante della loro vita. In molti paesi essi non hanno neppure la possibilità, almeno per un certo periodo di tempo, di scegliersi liberamente il lavoro e quasi sempre non riescono ad occuparsi convenientemente, perché qualifiche, diplomi, certificati scolastici e di formazione professionale di cui sono in possesso non sono riconosciuti dal paese ospite.

C'è dunque disparità salariale ed una forte tendenza ad escludere gli immigrati dalla contrattazione collettiva e dalla partecipazione all'attività sindacale.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'Unità di Roma del 27-X-73

## Interrogazione PCI su una conferenza di un esponente missino a Stoccarda

L'Istituto di cultura italiana di Stoccarda ha organizzato nel corso del mese di ottobre una serie di conferenze e di proiezioni cinematografiche e una di queste conferenze avrebbe dovuto essere tenuta da Aimando Plebe, senatore del MS destra nazionale. Su questa perlomeno sconcertante iniziativa i compagni Maschiella e Corghi hanno chiesto chiarimenti al ministro degli esteri.

Nella interrogazione da loro presentata essi hanno infatti chiesto al ministro di conoscere se viene esercitato un controllo sui programmi degli istituti di cultura all'estero, quali sono i criteri politici e culturali cui si ispirano i corsi, i programmi e le attività di questi istituti e se il ministro ritenga giusto che sia un esponente della destra fascista a rappresentare all'estero la cultura italiana.

Maschiella e Corghi hanno infine sollecitato misure per impedire che abbiano a ripetersi fatti del genere.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Fiorino* di *Rome* del *27-X-73*

LA COMMISSIONE ESECUTIVA HA TRASMESSO AL CONSIGLIO DEI MINISTRI UN PROGRAMMA TRIENNALE

# 40 ore settimanali per tutti i lavoratori Cee a partire dal 1975

Sollecitata pure una direttiva per una legislazione comune negli Stati membri in materia di licenziamenti collettivi - Proposta l'istituzione di un comitato europeo per la sicurezza nell'industria

(Dal nostro corrispondente)

BRUXELLES, 26

La Commissione esecutiva della Cee ha approvato e trasmesso al Consiglio dei ministri comunitario un programma di azione sociale che dovrebbe essere attuato nei prossimi tre anni.

La Commissione ha indicato alcune azioni che essa ritiene prioritarie ed ha invitato il Consiglio dei ministri ad adottare decisioni concrete entro il primo aprile prossimo. Fra gli obiettivi prioritari indicati dalla Commissione c'è l'applicazione generale del principio delle 40 ore settimanali, da conseguire entro il 1975 e delle quattro settimane di ferie annuali retribuite da conseguire entro il 1976.

La Commissione ritiene ugualmente urgente l'emanazione di una direttiva per l'armonizzazione delle legislazioni degli Stati membri in materia di licenziamenti collettivi, l'assistenza a favore dei lavoratori migranti e dei minorati. L'attuazione

di una fondazione europea per il miglioramento dell'ambiente e delle condizioni di lavoro.

Inoltre suggerisce l'istituzione di un comitato generale europeo per la sicurezza nell'industria e l'amplia-

mento dei poteri del Comitato per la sanità e la sicurezza nelle miniere.

Franco Papitto





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *La Stampa* di *Torino* del *27-X-73*

## Condizione per gli aiuti "regionali,"

# Cee: nelle aziende del Sud alto livello d'occupazione

**Dichiarazioni di Spinelli: nel Mezzogiorno si dovranno creare iniziative con molti effetti indotti, che non creino problemi sociali ed ecologici**

(Nostro servizio particolare) Bruxelles, 26 ottobre.

Le aziende ad alto livello d'occupazione, con molti effetti indotti e che si inseriscano nell'ambiente senza creare problemi sociali ed ecologici, sono quelle più in linea con la politica che la Cee sta seguendo per attuare la politica regionale. Quindi nel Mezzogiorno si dovranno fare aziende del genere se l'Italia vorrà ottenere gli aiuti della Comunità europea: quando si spende denaro comune è evidente che dovrà essere esercitato un controllo sull'effettiva utilità degli interventi per l'attuazione degli squilibri socio-economici. Inoltre, tutti i progetti che otterranno il finanziamento del futuro fondo regionale comunitario dovranno essere compatibili con le altre iniziative ed azioni intraprese dalla Cee in campo industriale, ecologico, sociale, ecc.

Queste osservazioni, destinate a chiarire uno degli aspetti più «nuovi» dei programmi di politica regionale varati dall'esecutivo europeo di Bruxelles, sono state fatte dal commissario italiano Altiero Spinelli, responsabile della politica industriale della Comunità nel «governo della Cee», in una serie di dichiarazioni rese all'agenzia Ansa.

Il piano per l'attuazione della politica regionale comunitaria è stato presentato all'inizio del mese dalla Commissione esecutiva ed è già stato sottoposto a un primo esame del Consiglio dei ministri, riunito a Lussemburgo il 15 ottobre. In sede di commissione vi è stato un lungo dibattito per decidere l'ammontare degli aiuti alle Re-

gioni comunitarie meno favorite durante i prossimi tre anni. La somma approvata è di circa 1500 miliardi di lire, anche se alcuni commissari, e tra questi l'italiano Spinelli, si sono battuti per finanziamenti più consistenti.

«Non è una somma enorme — ha detto Spinelli riferendosi alla consistenza del Fondo — ma comunque è pur sem-

pre un buon avvio che innegabilmente può dare risultati apprezzabili». Al di là della semplice ampiezza quantitativa dei fondi, le proposte della commissione sono importanti per due motivi: 1) perché se i ministri le approveranno verrà definitivamente acquisito il principio fondamentale della solidarietà comunitaria, cioè del trasferimento delle risorse dalle zone e dai Paesi più ricchi ai territori più poveri; 2) perché le autorità comunitarie potranno disporre della possibilità di contribuire non solo quantitativamente, ma anche qualitativamente, allo sviluppo equilibrato della Cee.

Come eserciterà l'esecutivo europeo questa sua futura facoltà di dare giudizi? Spinelli, nelle dichiarazioni, ha ricordato i criteri utilizzati per individuare le regioni e le zone meritevoli di aiuto: disoccupazione, emigrazione, industrie in declino, preminenza di forme «povere» di agricoltura.

Se si vuole citare il problema del Mezzogiorno d'Italia, gli organi comunitari non potranno non risolvere una netta preferenza per progetti destinati a far crescere l'occupazione, rispetto ad altri che richiedano magari forti capitali

ma consentano minore occupazione. Il giudizio dovrà inoltre tenere conto delle conseguenze indotte dalle iniziative, come lo stimolo al mercato locale, e la loro coerenza con le altre politiche comunitarie: ciò significa rispetto dell'ambiente (preferenza perciò per attività non inquinanti), conformità alle indicazioni di politica sociale ed industriale. Anche se non esiste un'immagine ideale del tipo di investimento che sarà favorito dalla Cee, non sarà possibile presentarsi a chiedere finanziamenti per dare vita ad iniziative che non siano dotate di validità economica e che danneggino il mercato locale anziché aiutarlo, che non diano seri contributi alla soluzione dei problemi specifici delle aree interessate, che causino più danni attraverso l'inquinamento dei benefici che arrecano, che ignorino le prospettive future dello sviluppo industriale comunitario nel suo assieme.

In questo senso, ha detto Spinelli, le valutazioni della Cee costituiscono una garanzia per le popolazioni interessate. Occorre però che i ministri accettino integralmente i concetti proposti dall'esecutivo comunitario, rifiutando — ha detto il commissario italiano — il ricorso a quote nazionali di ripartizione dei fondi regionali che vanifichino il preventivo controllo comunitario sulla validità degli inter-

venti. Una politica regionale concepita invece come ha proposto la commissione, assieme alle altre politiche che saranno attuate dalla comunità (ecologica, sociale, industriale, ecc.) — ha concluso Spinelli — potrebbe accelerare il processo di trasformazione istituzionale della Cee.

r. p.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Globo*

di

*Roma*

del

*27-X-73*

## Addestramento professionale e fondi CEE

La Commissione Lavoro del Senato ha approvato ieri, in sede referente, il disegno di legge che adegua la legislazione italiana alle norme comunitarie per quanto riguarda la concessione di contributi, a carico della quota statale del fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori, agli enti che operano nel settore dell'addestramento professionale dei lavoratori. Per tale provvedimento, già votato dal Senato nel maggio scorso e successivamente modificato dalla Camera, la commissione ha deciso di chiedere la procedura urgentissima in assemblea, perché dalla sua approvazione dipende la possibilità di usufruire di notevoli contributi (oltre 100 miliardi di lire) del fondo sociale europeo da destinarsi al settore dell'addestramento professionale.





## Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Popolo* di *Roma* del *27-X-73*

### Accordo culturale fra Italia e Danimarca

Copenaghen, 26 ottobre

Nei giorni 22, 23 e 24 ha avuto luogo a Copenaghen l'ottava riunione della commissione mista italo-danese per l'applicazione dell'accordo culturale firmato il 26 ottobre 1956. I lavori si sono svolti nella sede del ministero degli Esteri, al castello di Christiansborg, in una atmosfera di perfetta intesa tra le due parti. Per quanto riguarda l'Italia, sono state studiate in particolare le possibilità di incrementare lo studio della lingua italiana in Danimarca, lo scambio di studiosi e studenti, la cooperazione tecnica, scientifica ed artistica.

Della delegazione italiana facevano parte il consigliere d'ambasciata Sergio Kocianich, il dottor Vincenzo Gallinari della presidenza del consiglio dei ministri, il segretario di legazione Guido Larcher e l'addetto culturale della ambasciata italiana a Copenaghen Mario Nati.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Secolo d'Italia* di *Roma* del *27-X-73*

LA RISPOSTA DI PERON AL MESSAGGIO DI TREMAGLIA

Stretti legami tra Argentina e Italia

Il Capo di Stato argentino, generale Juan Domingo Peron, ha risposto al messaggio augurale inviatogli dal Presidente del Comitato Tricolore, On. Mirko Tremaglia, all'atto dell'assunzione dei poteri.

La traduzione del messaggio (riprodotto qui a fianco) è la seguente:

« Mi ha fatto molto piacere ricevere il messaggio che mi ha inviato in occasione della mia investitura alla Prima Magistratura del paese.

I suoi auguri li ho trasmessi al popolo argentino, artefice del trionfo elettorale e legato da stretti legami con la cara Repubblica Italiana.

Ringraziandola per il suo apprezzamento nei confronti della mia persona e dell'azione del governo, la saluto con la maggiore considerazione ed apprezzamento ».

L'On. Tremaglia, nel suo messaggio di saluto, aveva scritto:

« In questo giorno di festa nazionale del popolo argentino desidero giungano a Lei Sig. Presidente i fervidi auguri miei personali e del Comitato Tricolore per gli Italiani nel Mondo interprete dei sentimenti di entusiastica collaborazione degli Italiani residenti in Argentina certi che sotto la Sua alta nobile e decisa guida il Movimento Giustizialista Nazionale e antimarxista riporterà con il lavoro il senso dell'ordine e con la giustizia la sicurezza sociale per il grande avvenire dell'Argentina. Con ossequio ».

*Presidente de la Nación Argentina*

BUENOS AIRES, 18.10.73

Al señor Diputado Nacional  
H. PIERO ANTONIO MIRKO TREMAGLIA,  
via Quattrofontane 22  
ROMA - ITALIA

He tenido mucho gusto al recibir el mensaje que me hiciera llegar, con motivo de haber asumido la Primera Magistratura del país.

Sus buenos augurios los he transferido al pueblo argentino, artífice del triunfo electoral y ligado por tan estrechos lazos con la querida República de Italia.

Al agradecer su confianza en mi persona y acción de Gobierno, lo saludo con la mayor consideración y aprecio.-





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Avanti!* di *Roma* del *27-X-73*

IL PRESIDENTE LEONE A LUSSEMBURGO

## L'«Europa dei lavoratori» non trova posto nella CEE

La « paradossale » situazione dei figli dei nostri lavoratori emigrati — Iniziati i colloqui politici italo-lussemburghesi

(Dal nostro inviato)

LUSSEMBURGO, 26. — La Europa dei lavoratori ci è venuta incontro oggi al Lussemburgo, seconda tappa del viaggio del presidente Leone nel Benelux. Ci è venuta incontro sotto forma di alcuni lavoratori italiani, pugliesi soprattutto, in gran parte edili, i quali ci hanno parlato dei loro problemi, che riguardano soprattutto la scuola. E' un fatto apparentemente paradossale, ma significativo di quanto sia ancora lunga la strada affinché l'Europa dei popoli, della « classe lavoratrice », come pure aveva ricor-

tendono piantare le radici in questo simpatico e ricco Stato, mentre non vanno altrettanto bene per chi spera di ritornare in Italia. I titoli che rilasciano non hanno validità in patria, per non parlare dell'insegnamento della lingua madre, impartito malissimo e saltuariamente.

Eppure, qui nel Lussemburgo, su poco più di 300.000 abitanti, gli italiani sono 40.000, il 12 per cento. E l'Italia è presente in tutte le nuove costruzioni, proprio gli edifici delle istituzioni europee, gli alberghi, persino il monumento all'europeista Robert Schumann: tutti costruiti da mani italiane.

Queste cose ci sono state dette da coloro coi quali abbiamo parlato: Paolo Tralcio e Castaldo Lamanna, di Monopoli, e dal compagno Francesco Colucci, membro della forte e combattiva Federazione socialista italiana del Lussemburgo. Per il socialismo qui c'è molto da fare.

La visita di Leone nel Lussemburgo. Il presidente è giunto oggi nel primo pomeriggio, proveniente dall'Aja, accompagnato dal ministro degli Esteri on. Moro. Poche le cerimonie protocolлари, fra le quali la più significativa è stata la deposizione di una corona davanti al monumento della solidarietà nazionale, che ricorda il contributo del popolo lussemburghese alla causa della libertà e dell'indipendenza nazionale nella guerra contro i tedeschi del 1940-45.

A ricevere Leone c'erano il granduca Giovanni con la granduchessa Carlotta, il primo ministro Werner e il ministro degli Esteri Thorn e tutte le personalità lussemburghesi. I colloqui politici sono cominciati quasi immedia-

tamente, imperniati sul processo della costruzione europea e sulla crisi del Medio Oriente. Sul primo argomento ci sembra importante riportare una frase dell'intervista rilasciata da Moro al giornale *Republican Lorrain*: « Ogni Paese membro della Comunità europea — ha detto il ministro riferendosi esplicitamente al Lussemburgo — indipendentemente dalle dimensioni, è portatore di valori storici, culturali e umani che sono insostituibili al fine di delineare la fisionomia. La nostra è una comunità democratica nella quale la dignità e le possibilità di affermazione di ciascuno sono e devono essere pienamente salvaguardate ».

Quanto al Medio Oriente, un elemento significativo è stato sottolineato dal presidente Leone nel corso del brindisi pronunciato durante il pranzo ufficiale offerto dai granduchi. Dopo aver espresso la « speranza e la fiducia che lo spirito di conciliazione e d'intesa prevalgano sulla violenza », Leone ha sottolineato con forza che « tutto deve essere tentato e in tutte le sedi », e a questo punto egli ha citato espressamente il « ruolo importante che possono svolgere i membri della comunità europea proseguendo con sempre maggiore impegno l'azione già intrapresa » affinché la pace giunga in quella tormentata regione. E' chiaro, possiamo aggiungere dal canto nostro, che l'azione intrapresa è ben poca cosa, e che l'accento deve essere posto invece sull'« impegno ».

ALBERTO NINOTTI

dato il capo dello Stato nel discorso tenuto ad altri lavoratori italiani, all'Aja, due giorni or sono.

Qui a Lussemburgo, sede di importanti situazioni comunitarie, esiste una scuola europea, i cui titoli valgono in tutti i Paesi aderenti alla CEE: ma i figli di lavoratori italiani del Lussemburgo sono pochissimi, vigendovi di fatto il « numero chiuso »: la frequentano i figli dei funzionari delle istituzioni europee — di tutti i Paesi — mentre quelli dei lavoratori vi possono entrare soltanto in piccolissima parte. Per loro ci sono le scuole lussemburghesi, che vanno benissimo per coloro che in-





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*de Messaggero*

di *Roma*

del *27-X-73*

LEONE A LUSSEMBURGO

## L'Europa deve accrescere il suo prestigio internazionale

E' necessario uscire dalla « morta gora delle strategie dell'egoismo nazionalistico »

DAL NOSTRO INVIATO MATTEO DE MONTE

LUSSEMBURGO, 26 ottobre — Nelle strade di Lussemburgo si parla italiano. E' la prima sorpresa per lo straniero che approda al Granducato. Sul francese, sul tedesco, pare predomini la nostra lingua, poiché gli immigrati del sud d'Italia sono presenti dappertutto: lavorano prevalentemente nell'edilizia, come muratori, e nelle acciaierie,

ma li si trova dietro i banchi dei negozi, alle macchine espresse dei bar, nei ristoranti, al palazzo della CEE, in molti uffici pubblici.

La visita del Presidente Leone, nel cuore dell'Europa, ha creato fra i quarantacinquemila connazionali, un clima di eccitazione e di orgoglio. Mai, da Roma, era giunta prima fin quassù una delegazione ufficiale. Sicché, quando il Capo dello Stato, è salito, nel pomeriggio terso, al monumento dei caduti per deporvi una corona di alloro, una folla di connazionali lo ha attorniato, applaudendolo con simpatia.

Lussemburgo è la più piccola comunità nazionale del consorzio europeo, ma il suo peso di centro degli affari che raggruppa « holding » euro-americane di grande spicco si fa sentire fin nelle maggiori capitali, a Londra come a Bonn e a Parigi. Non può trascurare il Lussemburgo chi aspira ad avviare un dialogo costruttivo sull'unità dell'Europa. L'impegno del granduca, alle assise di Bruxelles, è tale, d'altronde, da non consentire che si sollevino dubbi sulla sua vocazione federativa. Più di una volta il giovane ministro degli Esteri del Lussemburgo nr. Thorn ha imposto il suo punto di vista agli altri « partners » della Comunità, e quasi sempre l'ha spuntata, anche quando i « colossi » gli resistevano. Come è accaduto, di recente, per il discorso sulle monete.

Qual è la posizione del Lussemburgo sui maggiori problemi del momento? Il primo colloquio politico fra le due delegazioni svoltosi al Ministero degli Esteri, questa sera, ha messo in luce che anche il granduca, come l'Olanda e l'Italia, avverte la carenza di autorità e di prestigio della CEE, svelata dall'isolamento in cui è venuta a trovarsi dinanzi alla guerra del Medio Oriente. Thorn ha definito « riti chiusi e misteriosi » le riunioni del Consiglio dei Ministri di Bruxelles, e l'on. Moro non ha potuto che allinearsi al suo giudizio.

E' ormai la spinta dell'opinione pubblica, manifestatasi anche in maniera clamorosa sui giornali più autorevoli di Londra, di Parigi e di Roma, oltre che nei rispettivi parlamenti, a imporre con sollecitudine una inversione di tendenza. O si esce dalla morta gora delle strategie dell'egoismo nazionalistico, o si rinuncia per sempre al sogno di una terza grande potenza, con funzioni di equilibrio, fra Mosca e Washington, nel caso specifico del Medio Oriente. Moro comunque ha raccomandato, al punto in cui sono le cose, di procedere con grande prudenza. « La pena per i morti e le preoccupazioni per il petrolio », ha detto, non debbono spingerci a passi dettati da impulsi tardivi che potrebbero, in qualche modo compromettere una tregua raggiunta faticosamente, e ancora instabile e precaria

Un riscontro ai temi toccati durante la consultazione al Ministero degli Esteri, lo si ritrova nel testo dei brindisi che il granduca Jean e il presidente Leone si sono scambiati nel corso del pranzo offerto dagli ospiti nel salone delle feste del castello di Lussemburgo. « Il nostro primo obiettivo, ha detto il sovrano, è senz'altro l'unione europea, rappresentante una stretta cooperazione fra i nove paesi membri della Comunità, ed altri stati europei liberi e democratici, desiderosi di unirsi ai nove. Le tappe e le scadenze di tale unione sono state fissate dal vertice di Parigi: occorre che siano rispettate interamente dai responsabili politici poiché assieme alla gioventù dei nostri paesi — che dovrà assumere le responsabilità future — dovremo mettere tutto in opera per realizzare il grande progetto dell'unità, se davvero vogliamo che il nostro continente possa affermare il suo posto nel mondo e parlare con una voce sola ».

Il granduca ha quindi insistito sul fatto che i compiti assunti dagli alleati europei « non possono comunque essere svolti se non nel rispetto delle loro tradizionali amicizie ». Solo in un clima di vera sicurezza si può infatti intensificare gli scambi con i paesi dell'est, tanto sul piano umano quanto sul piano materiale. A Vienna e a Ginevra, il Lussemburgo lavorerà in questo senso.

Anche Leone, nella risposta, ha posto l'accento sulla necessità che l'Europa non rimanga « una realtà statica », ma si proietti nell'avvenire, con coraggio. Nel quadro del progressivo consolidamento delle istituzioni comunitarie, il presidente italiano ha indicato nelle elezioni a suffragio universale diretto del Parlamento d'Europa, lo strumento più efficace per ampliarne i poteri e renderli veramente operanti. Il secondo punto su cui Leone si è soffermato è quello

dei rapporti fra l'Europa e l'America. « Le sorti della comunità e degli Stati Uniti d'America, ha detto, sono strettamente collegate. So che il Lussemburgo come l'Italia è convinto che entrambi questi liberi legami di amicizia e di cooperazione vanno salvaguardati. La costruzione politica europea deve avere vincoli che ci uniscono ai nostri alleati d'oltre Atlantico. Il chiarimento del rapporto che intercorre tra i paesi della Comunità e gli Stati Uniti deve pertanto condurre a rinnovare, adattandolo alle nuove esigenze, l'impegno che ha stretto tutti noi in un patto di difesa, che si è dimostrato strumento di distensione e di progresso ».





2

## Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

### RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... di ..... del .....

Dopo i grandi tempi di politica estera, il discorso fra italiani e lussemburghesi, si è ristretto agli aspetti minori, ma egualmente importanti, delle necessità dei connazionali che lavorano nel Granducato. I nostri operai siderurgici, i minatori del carbone, i muratori, gli impiegati, hanno avuto lo elogio del principe Jean. «Con le loro qualità umane, egli ha riconosciuto, da oltre mezzo secolo essi hanno conquistato le simpatie e la stima di tutti i lussemburghesi». Effettivamente, la comunità italiana go-

de qui un grande rispetto. Si può affermare che l'unico problema ancora insoluto che angustia i nostri immigrati, è quello delle scuole per i ragazzi, dalle elementari alle medie. I figli dei lavoratori calabresi, pugliesi e toscani che arrivano qui all'età di quattro o cinque anni, non trovano difficoltà insormontabili. Imparano il francese e il tedesco negli asili e si inseriscono nella scuola nazionale, agevolmente. Gli ostacoli nascono quando si tratta di «allineare» i più grandicelli: dagli 8 agli 11 anni, che hanno frequentato i corsi in patria, e sono digiuni di ogni rudimento delle lingue correnti in Europa. Per ora, anche nel rispetto dell'accordo culturale sottoscritto fra i due Paesi, si provvede a iscriverli alle «classi di inserimento», insieme ai figli dei portoghesi, degli jugoslavi e degli spagnoli. I genitori sostengono che ne viene fuori una vera e propria torre di Babele in cui il profitto è scarso e la possibilità di perdere anni preziosi, prima dell'adeguamento, diviene di giorno in giorno più preoccupante.

Non è una questione di facile soluzione. L'istituzione di scuole parallele italiane aumenterebbe infatti il distacco

degli immigrati dal paese in cui molti di loro contano di rimanere. D'altra parte per costruire una scuola occorre denaro. Mancano, ad esempio, in Lussemburgo i professori di italiano, poiché l'adeguamento degli stipendi crea difficoltà burocratiche, a Roma, spesso insormontabili.

Abbiamo parlato questa sera con il ministro Thorn, chiedendo il suo pensiero sull'argomento: «Le scuole italiane parallele, ha detto, ci creerebbero difficoltà enormi. Subito le vorrebbero anche gli spagnoli e gli jugoslavi. Penso che Roma e Lussemburgo abbiano tutto l'interesse di non approfondire le «divisioni», ma di cercare la strada di un accordo, anche ampliando o rivedendo gli impegni culturali, in modo da favorire, in una dimensione europea, l'ingresso degli immigrati nella società che hanno scelta per esplicitare la loro attività».

Domani mr. Thorn e l'on.le Moro affronteranno il problema scolastico della comunità italiana, nel prosieguo dei colloqui politici. Il Presidente Leone e donna Vittoria visiteranno Sch - Sur - Alzett, una località vicina a Lussemburgo dove sono concentrati gran parte dei nostri connazionali.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II e V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Corriere degli Italiani di Lugano*

del 28-X-73

**BASILEA**

## **Equipollenza fra titoli di studio svizzeri e quelli italiani**

Con l'approssimarsi dei termini per l'iscrizione nelle scuole svizzere dei Cantoni della circoscrizione del Consolato Generale di Basilea si ritiene opportuno ricordare ai connazionali residenti che la legge 3 marzo 1971 nr. 153 prevede che i bambini italiani e i loro congiunti emigrati che abbiano conseguito all'estero un titolo di studio nelle scuole straniere corrispondenti alle *scuole italiane elementari e medie* possono ottenere

l'equipollenza a tutti gli effetti di legge con i titoli italiani.

Onde ottenere in caso di rimpatrio, l'ammissione nella scuola italiana è necessario presentare la pagella svizzera debitamente tradotta (e munita delle previste dichiarazioni) dal competente Ufficio Consolare.

Ciò è sufficiente qualora nel programma della scuola svizzera frequentata sia compreso e classificato l'insegnamento della lingua italiana. In caso contrario è necessario presentare alla scuola italiana l'attestato di frequenza con profitto dei corsi di lingua e cultura italiana organizzati rispettivamente dalla Direzione Didattica di Basilea nei Cantoni di Basilea-Città e Basilea-Campagna e dalla Direzione Didattica di Baden nei Cantoni di Soletta ed Argovia: detti documenti vengono rilasciati dalle competenti Direzioni Didattiche.

Nel caso in cui l'alunno non abbia l'italiano come materia classificata nella pagella svizzera nè abbia frequentato i predetti corsi di lingua e cultura italiana per il proseguimento degli studi nel nostro Paese egli dovrà sostenere in Italia una prova integrativa.





11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Coviere degli Italiani* di *Luzern* del *28-X-73*

# Il governo italiano protesta alla CEE ma la Svizzera non intende cambiare

Recentemente l'ambasciatore A. Gruebel, direttore dell'Ufficio federale dell'industria arti e mestieri e del lavoro, ha rilasciato un'intervista ad un'agenzia giornalistica svizzera nella quale precisa e spiega la posizione della Svizzera sul problema dei lavoratori stranieri dopo la nota protesta italiana.

Il governo italiano ha fatto pervenire alla Commissione della CEE e ai governi degli Stati membri una documentazione sulla situazione dei lavoratori italiani in Svizzera. Nel rapporto italiano si fa presente che, in base all'accordo fra la CEE e la Svizzera del 22 luglio 1972, il recente decreto federale sulla regolamentazione della manodopera straniera viola e va contro le dichiarazioni della Svizzera alla CEE e gli accordi italo-svizzeri.

La presa di posizione italiana ha messo in movimento le autorità federali competenti. L'ambasciatore A. Gruebel, alla domanda se la regolamentazione è contraria all'accordo italo-svizzero, così risponde:

« In primo luogo devo dire che non si tratta qui di un problema nuovo. Questa questione è infatti già stata posta sul tappeto lo scorso novembre. In occasione della conferenza dei ministri del lavoro a Roma ebbi già modo di discutere a fondo questo problema con l'allora sottosegretario competente in materia, che nel frattempo è cambiato, come pure con il direttore generale per l'emigrazione del ministero degli Esteri. Le discussioni sono poi continuate a diversi livelli e in diverse occasioni. Emanando i nuovi decreti, il Consiglio federale era perfettamente a conoscenza dell'interpretazione delle autorità italiane. Ciononostante il nostro governo è giunto alla conclusione che la nuova regolamentazione è conforme al processo verbale dell'accordo

italo-svizzero ».

Ciò che maggiormente ci meraviglia è che si affermi che il governo svizzero era a conoscenza delle interpretazioni italiane. In altre parole, la Svizzera fa ciò che le pare e piace in materia di manodopera straniera.

Gruebel prosegue ancora, affermando che nelle dichiarazioni fatte alla CEE « viene espressamente menzionato che la Svizzera è giunta a un accordo con l'Italia per quanto concerne il problema della manodopera estera ».

Secondo il parere di Gruebel, inoltre, « vi è un solo punto importante sul quale l'Italia attualmente non è d'accordo con il governo svizzero. Le autorità italiane ritengono con il protocollo di aver acquisito il diritto di inviare in Svizzera un numero illimitato di "falsi stagionali". Secondo noi invece i nostri obblighi precisi riguardano soltanto i vecchi "falsi stagionali", cioè quelli che avevano già lavorato in Svizzera prima della conclusione dell'accordo e che, a condizioni for-

mulate con precisione, devono essere trasformati in lavoratori al beneficio di un permesso di lavoro annuale. Per quegli stagionali che sono venuti in Svizzera a lavorare dopo la conclusione dell'accordo le autorità elvetiche sono autorizzate a limitare la durata del soggiorno ».

Siamo al giuoco della palla. La Svizzera riversa le responsabilità sulle autorità italiane e viceversa. Il discorso di Gruebel svela degli aspetti, a nostro avviso, molto gravi. Non solo la Svizzera lascia la possibilità di nuovi « falsi stagionali » ma non li include nemmeno negli accordi presi con l'Italia. Questa è, ancora una volta, una chiara prova che i principi di giustizia so-

no andati a farsi benedire. Ciò che conta è la sicurezza economica, non importa chi ne paga le conseguenze. Non solo, ma sembra che la Svizzera ottenga consensi anche da altri Paesi della CEE. È stato chiesto a Gruebel se pensa che la CEE possa fare pressioni sulla Svizzera per la soluzione del problema dei lavoratori stranieri. « Credo — ha detto — che si verifichi proprio il contrario. Prima della conclusione dell'accordo con la CEE eravamo sottoposti a certe pressioni, poiché i membri della CEE esigevano che il problema della manodopera estera venisse risolto sul piano bilaterale tra la Svizzera e l'Italia. Oggi

queste pressioni sono scomparse. Bisogna inoltre aggiungere il fatto che anche altri Paesi, membri della CEE, come Germania occidentale, Francia e Olanda si trovano in crescenti difficoltà analoghe, cosicché presso questi Paesi la comprensione per i nostri problemi è in aumento ».

Forse l'incontro tra l'ambasciatore d'Italia in Svizzera, Figarolo di Gropello, col sottosegretario all'emigrazione, on. L. Granelli, svoltasi recentemente alla Farnesina va visto anche in questo contesto. L'emigrazione attende energiche prese di posizione da parte italiana. Si spera che questa non sia l'ultima.

a.m.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Tempo* di *Milano*

del *28-X-73*

## L'Italia chiede sviluppo non emigrazione

Bruxelles, ottobre  
**D**a alcune indiscrezioni, sembra certo che il governo italiano abbia recentemente impartito alla propria delegazione presso la Comunità economica europea nuove direttive per la soluzione di problemi — come l'emigrazione e le regioni — che interessano particolarmente il nostro Paese. Qualche funzionario della Cee ha sussurrato con una punta di malizia che l'Italia metterebbe finalmente in atto una inedita "strategia dell'attenzione" verso alcune fondamentali questioni comunitarie.

**Incontri.** Le nuove disposizioni sarebbero nate a conclusione di alcuni colloqui ad alto livello avvenuti nei giorni scorsi. Il 25 settembre, il ministro del Lavoro Luigi Bertoldi incontrava a Roma l'ex-ministro degli Esteri irlandese Hillery, ora commissario della Cee per gli affari sociali. Ripetuti incontri sono avvenuti anche tra il ministro per la Cassa del Mezzogiorno Carlo Donat Cattin ed il responsabile per le questioni regionali dell'esecutivo del Mercato Comune, il laburista inglese Thomson.

**Programma.** I funzionari della Cee hanno illustrato ai ministri italiani il programma di politica sociale che una apposita commissione della Comunità europea sta elaborando. Tre sarebbero le linee principali alle quali il progetto comunitario si ispira:

l'ampliamento dell'occupazione, il miglioramento delle condizioni di lavoro, la partecipazione dei lavoratori agli utili e — entro certi limiti — alla gestione delle aziende.

**Regioni.** I ministri italiani, dopo aver sottolineato la importanza di tale progetto, avrebbero già fatto presenti alcune questioni particolarmente acute nella realtà sociale del Paese. Innanzitutto lo sviluppo delle regioni. La delegazione italiana — secondo le dichiarazioni del ministro Carlo Donat Cattin — chiederà di poter usufruire di una quota elevata — il 40 per cento — dei finanziamenti del Fondo di sviluppo regionale comunitario (di imminente istituzione), la cui dotazione è prevista, per il 1974, in 400 miliardi di dollari. Una analoga attenzione verso le regioni economicamente meno sviluppate è stata sollecitata dal ministro Luigi Bertoldi, soprattutto per quanto riguarda la formazione professionale dei lavoratori. In tal senso, avrebbe detto il ministro del Lavoro, l'Italia

chiederà interventi più incisivi da parte del Fondo sociale europeo.

**Capovolgimento.** Pieno appoggio, infine, sarebbe stato assicurato dai rappresentanti del governo italiano alle proposte della commissione sulla piena occupazione e sulla emigrazione:

ne: la Comunità europea si deve impegnare non a facilitare lo spostamento degli uomini, ma a trasferire le risorse nelle regioni dove la manodopera è sovrabbondante.





## Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL GIORNO di Milano del 28.10.73

# La continuità del C.O.I.



Si è riunito ieri a Milano il Consiglio nazionale del C.O.I. che ha approvato la relazione fatta dal presidente onorario on. Franco Verga e ha dato la fiducia unanime al nuovo presidente nazionale Piero Bruschi. «Io rimango accanto al nuovo presidente e a voi — ha detto l'on. Verga — e assicuro la continuità del mio impegno in Parlamento e nel Paese a difesa degli immigrati e degli emigranti».

Il presidente Bruschi ha illustrato le linee programmatiche per il futuro, indicando nel lavoro finora fatto la radice dell'impegno per il domani.

Il Consiglio nazionale ha concluso i lavori approvando all'unanimità il seguente ordine del giorno: «Il Consiglio nazionale del C.O.I., riunito in seduta straordinaria il 27 ottobre 1973,

ascoltata la relazione del presidente onorario on. Franco Verga, la approva. In particolare, riaffermando la necessità della presenza e del continuo sforzo del C.O.I. in campo sociale e civile, a livello nazionale e internazionale, con particolare riferimento ai problemi del Mezzogiorno e alla politica europea per le aree depresse, esprime la fiducia nei confronti del nuovo presidente Piero Bruschi, impegnandolo ad operare per la continuità dell'azione svolta dal C.O.I. fino ad oggi».

Nella foto: l'incontro del nuovo presidente nella sede del C.O.I. Da sinistra: Verga, Venturi, Arpone, Pezzo, Aosani, Bruschi, Brughieri, Ferzetti, Franceschi, Emilia Grossi, Suriano, Provera.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

IL SOLE - 24 ORE

di

Milano

del

28.10.73

Una lettera di Donat Cattin al nostro giornale

## Sud e politica regionale CEE

Ho letto le osservazioni di Guido Macera sull' indirizzo che ho adottato alla CEE per ottenere un migliore riconoscimento delle esigenze del Mezzogiorno nella « politica regionale » da istituire.

Occorre notare, in primo luogo, che il governo italiano non ha posto finora l'alternativa tra un miglioramento della quota per il Sud e il rinvio del problema. Il governo italiano chiede che si stia all'impegno di varare la politica regionale entro l'anno. Ma non per questo ha rinunciato a negoziare e un sentimento di gratitudine sarà sempre rivolto a quei colleghi giornalisti che avranno la sensibilità di sostenerlo in un negoziato difficile per una causa giusta: e giusta in termini europei.

Se ho proposto l'allargamento dell'area italiana da considerare ai fini della politica regionale europea, non è perché intendiamo diluire gli interventi. Al contrario: ho detto sempre con assoluta chiarezza che intendiamo concentrarli nel Sud. Per lo stesso motivo ho valutato in senso negativo l'applicazione dei tre criteri adottati a Parigi nell'ottobre del 1972 per riconoscere le aree di intervento. La sovrapposizione dei tre criteri (prevalenza agricola, disoccupazione strutturale, industria in declino) ha consentito alla Commissione della CEE di tracciare una carta geografica assai dilatata: 76 milioni di europei « depressi ». Secondo una nostra logica opinione, le aree sfavorite da considerare

in una prima e lunga fase di politica regionale, diretta a ridurre quegli squilibri che rendono impossibile l'unificazione finanziaria ed economica dell'Europa, avrebbero dovuto essere quelle mancanti di un meccanismo economico autopropulsivo e inserite in Stati che non abbiano obiettivamente con le loro sole forze la possibilità di generarlo: il Mezzogiorno d'Italia con 18 milioni di abitanti e l'Irlanda con 3 milioni di abitanti.

Ma cosa fatta, capo ha: i criteri di Parigi sono norma cancellando la quale tutto ritornerebbe al punto di partenza e la Commissione, anche in corrispondenza di evidenti interessi nazionali di chi ne guida la politica in questo settore, vi si attiene con scrupolo. Abbiamo allora ritenuto di dover contestare che lo scrupolo non ci fosse nella considerazione della situazione italiana. Le norme per attuare i tre criteri devono valere per tutte le aree che posseggono i requisiti negativi regolamentari, ma, in verità, alcune aree italiane sono state, per così dire, discrezionalmente escluse. Posto da noi il problema, una parte è stata recuperata e un'altra no: insistiamo per il principio molto semplice della legge uguale per tutti. La qual cosa ha per noi, lo ripeto, un valore statistico, quantitativo, nel confronto di altri, e nulla più.

Quanto all'idea delle quote di contributo differenziate per le regioni più depresse (il 25 anziché il 15 per cento di aiuto

alle industrie e il 45 anziché il 30 per cento alle opere pubbliche), essa può risolvere il problema che ci interessa. Se si costituisce una riserva al di là delle quote nazionali per pagare i supercontributi. Se invece si limita ad essere un modo diverso di distribuire il denaro all'interno delle quote nazionali è un gioco di parole.

Nessuno più di me è convinto dell'esiguità dell'aiuto che ci può venire, in una fase iniziale di alcuni anni, dalla CEE; e, tuttavia, poichè in seguito le cose possono cambiare, nessuno deve scoraggiare la tenacia che occorre per ottenere — almeno nella struttura dell'intervento — una posizione valida per il Mezzogiorno d'Italia, al quale un'Europa razionale e non nazionalistica dovrebbe dedicare il 60 per cento delle risorse destinate alla politica regionale e una quota assai più elevata dell'attuale delle risorse per la politica agricola nel campo delle infrastrutture e del sostegno del reddito dei coltivatori. Altrimenti potremo anche rientrare nel « serpente », ma ogni tensione spezzerà fatalmente una omogeneità inesistente.

CARLO DONAT-CATTIN

*Ringrazio il ministro Donat Cattin per l'attenzione portata al mio scritto e per i chiarimenti che egli ha voluto fornire. Devo tuttavia rilevare che l'unico punto di critica, concernente la richiesta del ministro — anche se non formalizzata — di restringere la*

« mappa geografica » del sottosviluppo europeo e al tempo stesso di iscriverci province e regioni italiane della dorsale appenninica, non è stato eliminato da tali chiarimenti. Per il resto sono lieto di constatare che le delucidazioni dell'on. Donat-Cattin confermano l'esattezza delle notizie su cui avevo imbastito il mio ragionamento.

G. M.





RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

IL GIORNO

di Milano

del 28.10.53

Ritaglio dal Giornale

LA VISITA DEL PRESIDENTE LEONE IN LUSSEMBURGO

«I lavoratori protagonisti della costruzione europea»

Il Capo dello Stato sottolinea che il destino dell'Italia è legato a quello comunitario - In questo quadro è esemplare la presenza dei nostri connazionali emigrati

dal nostro inviato MARIO COSTA

LUSSEMBURGO, 27 ottobre

Il Lussemburgo e il Belgio non procedono verso l'integrazione europea soltanto a parole: qui gli immigrati, e in primo luogo gli italiani che formano la collettività straniera più numerosa, vengono associati alle decisioni dei consigli comunali, vale a dire alle forme fondamentali della vita democratica. Crediamo superfluo spiegare ai lettori quanto sia importante, per un uomo costretto a lavorare lontano dalla patria, sentire che le sue opinioni, i suoi suggerimenti concreti, sono tenuti nel debito conto dagli amministratori della città nella quale egli si è dovuto trasferire con l'animo gonfio di quelle apprensioni che sempre suscita il dovere affrontare le incognite dell'espatrio. Mediante i «comitati consultivi comunali», eletti dai lavoratori stranieri, le città lussemburghesi e belghe dimostrano coi fatti la loro volontà di dare a chi lavora - anche se straniero - la parte che gli spetta non solo in termini di bustapaga, ma anche in quanto cittadino. Potremmo aggiungere, senza tema di retorica, «cittadino d'Europa». E neppure c'è da temere che i «comitati consultivi» si risolvano in una burletta; qui la democrazia non è fumo negli occhi, ma una consuetudine radicata nella mentalità e nel costume civile.

Il presidente Leone, nel discorso di replica al benvenuto portogli stamane nel municipio di Esch-sur-Alzette, non ha mancato di elogiare, diciamo pure con riconoscenza data la sua qualità di massimo rappresentante di tutto il popolo italiano, «l'esperimento nuovo» che è stato avviato in questa città, ossia la partecipazio-

zione dei lavoratori immigrati all'amministrazione comunale. Sappiamo che in Belgio sono in corso esperimenti analoghi. Quanto a Esch-sur-Alzette, si tratta del principale centro siderurgico lussemburghese, dove, su una popolazione di circa 27.000 abitanti, oltre la metà sono costituiti da italiani con le loro famiglie.

Ma c'è un altro concetto basilare che Leone ha voluto esprimere nel suo discorso al municipio di Esch-sur-Alzette. Come abbiamo sottolineato all'inizio di questi resoconti sul viaggio presidenziale nei 3 Paesi del Benelux, il viaggio di Leone sta a significare che le sorti dell'Italia, quali che siano i nostri interessi per il mondo mediterraneo, sono legate a quelle dell'Europa occi-

dentale, per cui noi dobbiamo contribuire a migliorare ciò che già è stato compiuto nel quadro dell'unificazione europea.

«Questa mia visita al Benelux, fino a ieri in Olanda, oggi nel Lussemburgo, invero in una splendida cornice autunnale, e tra pochi giorni in Belgio - ha esclamato testualmente Leone - vuole avere un significato preciso, richiamando l'attenzione degli osservatori e dei miei connazionali sul fatto che i miei primi viaggi all'estero si sono diretti verso l'Europa. Noi siamo sempre più convinti che l'Europa deve essere costruita in tempo sollecito ed in forma organica e definitiva, se vogliamo sopravvivere come potenza economica, come forza spirituale, ed essere

un grande elemento di distensione internazionale».

Del progresso dell'Europa comunitaria, ha aggiunto Leone, i lavoratori sono i protagonisti. Il Capo dello Stato italiano ha inserito questa affermazione in un commovente parallelo tra due fatti di eroismo popolare. Nel settembre 1942, ha ricordato infatti Leone, gli operai degli altiforni e delle trafilerie di Esch-sur-Alzette si ribellarono all'occupante nazista, che nel maggio del 1940 aveva violato la neutralità del Lussemburgo per annetterlo addirittura al Reich l'anno dopo. E fu appunto da Esch-sur-Alzette che, nel settembre 1942, parlò la scintilla dello sciopero generale: il primo nell'Europa occupata dai nazisti. Dodici mesi più tardi, nel settembre 1943, toccava ai napoletani imitare il glorioso esempio di Esch-sur-Alzette, con una sollevazione che anche questa volta scaturì dalle classi popolari.

Leone ha quindi concluso: «Signor Borgomastro, mi permetta di dirle sul piano sentimentale una cosa. Ho visto tanti italiani in Lussemburgo. So che voi li guardate con molta simpatia. So che li trattate con molta fraternità. Ebbene: non vi stancate di trattarli con amore. Vi affido questi miei connazionali come un pegno di amicizia fra i nostri due popoli».

Dopo una visita agli stabilimenti Arbed, cioè, al più grande complesso siderurgico lussemburghese, Leone ha partecipato alla colazione offertagli nel gigantesco palazzo di vetro e alluminio dove hanno sede le istituzioni comunitarie: la Corte di Giustizia della CEE (che arbitra le controversie fra i Nove), la Banca europea degli investimenti e la segreteria del Parlamento europeo. E' quanto è rimasto (ma non è poco) nel Lussemburgo, dopo il trasferimento a Bruxelles dei massimi organi comunitari. Lus-

semburgo, capitale dello Stato omonimo, era stata giudicata troppo piccola e periferica quando avvenne la fusione degli esecutivi che diede vita, nel 1957, alla Comunità economica europea quale la conosciamo oggi. Ma se Bruxelles ha, in un certo senso, «soppiantato» Lussemburgo, qui nel Granducato sono rimaste però le sedi di alcuni organismi importanti e qualificati.

All'ambasciata d'Italia, nel tardo pomeriggio, Leone ha quindi ricevuto i rappresentanti della collettività italiana, con i quali si è lungamente intrattenuto secondo il suo stile abituale, fatto di piacevole bionomia, di arguzia al momento giusto, di spontanea comunicatività.

La città di Lussemburgo, a suo tempo, era stata colta in un po' alla sprovvista dall'insediamento di un così folto gruppo di funzionari e diplomatici europei. Non dispone pertanto di edifici adeguati, per capienza, alle cerimonie imponenti: basti dire che per allestire il pranzo in onore del presidente Leone e del suo seguito, nonché in onore del presidente della Repubblica federale tedesca, Heinemann, che sarà qui anch'egli tra pochi giorni, si è dovuta adibire a sala da pranzo un'ala dell'edificio dove ha sede il Parlamento, per cui i lavori parlamentari sono stati sospesi. Ed è al «Nuovo Teatro», costruito per gli svaghi dei funzionari europei, che il presidente Leone, a sua volta, ha offerto una cena in onore delle loro altezze reali il granduca e la granduchessa del Lussemburgo.





RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **GAZZETTA del POPOLO** **Torino** del **28.10.53**

**CALOROSO INCONTRO DI LEONE CON I LAVORATORI EMIGRATI**

# La comunità di operai italiani spina dorsale del Lussemburgo

*Senza la loro opera non esisterebbero nè case comuni, nè palazzi ultramoderni, nè banche - Discorso del presidente a Esch-sur-Alzette - Un piccolo « incidente »*

DAL NOSTRO INVIATO

Città del Lussemburgo, 27 ottobre

Decisamente questa è stata la giornata dei lavoratori. Il presidente della Repubblica Leone e la delegazione italiana hanno visto la condizione del lavoro italiano in Lussemburgo, significativa per molti versi. Da un lato gli operai italiani qui stanno, quanto a salario e previdenze, meglio che altrove; dall'altro (problema della scuola irrisolto, comunicazioni sociali e inserimento disuguale) si deve ammettere che a volte vi sono incomprensioni, anche da parte di chi peraltro si distingue doverosamente per assisterti.

L'incontro di Leone ad Esch-sur-Alzette con la popolazione italiana è stato caloroso, al punto che il capo dello Stato ha rischiato di infrangere il protocollo non attendendo l'incontro lussemburghese prima di andare a stringere decine di mani protese verso di lui. Lo stesso si deve dire per gli italiani — non molti — che lavorano nelle fonderie e nelle trafileries dell'Arbed, spina dorsale dell'industria locale.

Coerenti con questo non formale accostarsi ai lavoratori sono state le parole pronunciate sia in risposta al saluto del borgomastro marxista di Esch sia al brindisi durante il pranzo d'onore offerto dai granduchi al Kirchberg.

Riassumendo, in sostanza, Leone ha espresso questi concetti:

1) Le istituzioni europee debbono acquistare più incisività oltre che a livello politico, anche a quello sociale.

2) Per questo è necessaria una progressiva partecipazione popolare in organi come il parlamento europeo che si dovrebbe eleggere a suffragio universale.

3) Il ruolo delle forze del lavoro non è secondario o terziario rispetto al ruolo di forze portanti diverse (e si intendono le forze imprenditoriali).

Un discorso dunque obiettivo e realistico, unito all'impegno chiaramente espresso più tardi, all'ambasciata italiana, di fronte ad un altro gruppo di italiani, per la soluzione dei problemi di cui si è detto, primo fra tutti l'insegnamento della lingua italiana a scuola.

Poco prima che questi concetti venissero enunciati siamo venuti a conoscenza di una vicenda strana: una delegazione di italiani aveva chiesto all'ambasciata di Lussemburgo di essere ricevuta dal capo dello Stato per consegnargli un documento illustrativo. Il documento, vivace e contenuto ad un tempo, scritto da gente per cui la forma è senz'altro meno importante della sostanza fatta delle durezze d'una vita lontana dalla propria città o dal proprio paese, in sé non era respinto dall'ambasciata, però veniva bloccato e la delegazione non poteva recarsi da Leone.

A parte la considerazione che chi ha qualche nozione di lavoro diplomatico conosce l'esiguità del numero di adetti a

confronto della vastità dei problemi da affrontare, tale «veto» risuonava ingiusto alle orecchie degli estensori della perorazione: ACLI, UDI, Italia Libera, famiglie bellunesi, padovane, vicentine, umbre, pugliesi, calabresi, lucane e marchigiane, nonché il circolo Santi, consultore nel comitato consultivo Italia-Estero. Di qui la «caccia» ad alcuni giornalisti ritenuti «sensibili» a questi problemi.

Ovviamente all'origine del caso c'erano problemi sostanziali: il «no» dell'ambasciata era motivato dal fatto che il capo dello Stato, per sua natura istituzionale, non può occuparsi direttamente, in visita ad un altro Stato o sia pure in Italia, di questioni «settoriali» per usare un termine tecnico. Egli se ne preoccupa certo, ma rappresentante com'è di tutti e al di sopra di tutte le parti com'è non può certo «trattare».

E però il documento come legittima espressione d'una istanza non poi tanto particolaristica, poteva essergli fatto pervenire attraverso il naturale canale dell'ufficio del portavoce dott. Valentino. E in effetti il portavoce del Quirinale ha ricevuto la delegazione.

Superato l'«incidente», crediamo sia utile sintetizzare il documento, emblematico di alcune situazioni dei lavoratori all'estero.

Scuola — Molti bambini non riescono a completare il ciclo elementare e diventano quindi dei manovali anzitempo. Il trilinguismo (lussemburghese, te-

desco, francese) li condanna ad un ingiusto stato di inferiorità.

Alloggi — Superaffollamento, inadeguatezza igienica, affitti elevati, speculazioni, questi sono i mali denunciati dal documento, che chiede l'interessamento del governo italiano presso quello granducale affinché esso programmi case popo-

lari a minor costo, aperte ai lavoratori stranieri.

Disparità di trattamento — Agli italiani non è corrisposta l'indennità di nascita di 100 mila lire elargita a tutti i lussemburghesi.

Artigiani — Brevetti e diplomi necessari non possono essere ottenuti neppure da provetti artigiani italiani perchè

ad essi manca una perfetta conoscenza della lingua.

Poco dopo il presidente della Repubblica, rispondendo al borgomastro di Esch-sur-Alzette sottolineava il valore della partecipazione delle forze del lavoro alla conduzione degli affari amministrativi della città, e concludeva invocando la fraternità e l'amore per gli italiani

che hanno contribuito alla edificazione, letteralmente, del principato. Senza i muratori e gli operai italiani al Lussemburgo non ci sarebbero nè case comuni, nè arditi palazzi ultramoderni, nè banche. Un motivo, crediamo, di meditazione per le autorità lussemburghesi.

Gian Paolo Boetti





II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Corriere della Sera* di *Milano* del *28-10-63*

APPELLO ALLE AUTORITA' DI 4 STATI AFRICANI

# Ambasciate italiane in allarme per i turisti dispersi nel Sahara

Interessati alle ricerche Niger, Mali, Alto Volta e Mauritania - La sorella di Roberto Vitrani e un compagno di lavoro di Mario Armani giunti ad Algeri, mentre un esperto della zona desertica sta per partire da Milano

Le autorità del Niger, del Mali, dell'Alto Volta e della Mauritania, gli stati sahariani attraverso i quali avrebbe dovuto passare la spedizione dei milanesi scomparsi un mese fa nel deserto, sono state informate ieri dalle ambasciate italiane di Dakar, nel Senegal, e Abidjan, in Costa d'Avorio, della sparizione dei quattro componenti la «equipe» — Roberto Vitrani, la fidanzata Liliana Morani, Mario Armani e Tullio Galimberti — affinché possano coordinare un piano di ricerche. Analoga comunicazione è stata fatta ai consoli onorari d'Italia residenti a Bamako (Mali), a Ouagadougou (Alto Volta) e Niamey, nel Niger, perché collaborino alle operazioni. Si spera così facendo di riuscire a scoprire i motivi per i quali dal 25 settembre scorso Vitrani e compagni, in viaggio in auto da Tunisi a Città del Capo non hanno più dato notizie. Il gruppo avrebbe dovuto infatti già essere arrivato a Dakar.

Da Milano si appresta a raggiungere Tamanrasset anche il trentottenne Giuliano Zanini, un esperto di viaggi in Africa che conosce particolarmente bene la zona di deserto da setacciare. L'iniziativa è della ditta di Plasticopoli di Peschiera Borromeo che importa in Italia le vetture sovietiche «Gaz», la quale ha stanziato un piccolo fondo da utilizzare sul luogo per il noleggio di macchine ed eventualmente anche di aerei ed elicotteri, da impiegare nelle ricerche.

Ieri frattanto è giunta ad Algeri Piera Vitrani, sorella di Roberto, in compagnia di Emilio Colombo, compagno di lavoro di Mario Armani, per compiere indagini nei luoghi in cui è sparita la grossa «jeep» con a bordo i quattro turisti. La coppia, dopo aver preso contatto con l'ambasciatore d'Italia ad Algeri, ha proseguito per Tamanrasset, nel Sahara algerino, la cittadina da dove sono partiti i milanesi per raggiungere Agadez, nel Niger.





Handwritten signature and initials in the top right corner.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Carriere della Sera

di Milano

del 28.10.23

FRA I NOSTRI LAVORATORI DURANTE LA VISITA DI LEONE NEL LUSSEMBURGO

Gli emigrati italiani: «Ci sentiamo figli di nessuno»

A colloquio con il rappresentante delle ACLI: «L'ambasciatore non si occupa delle nostre faccende»  
Una lettera di denuncia inviata al presidente della Repubblica - Due problemi gravi: scuola e alloggi

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE  
Lussemburgo, 27 ottobre.

Nella «piccola Brooklyn» del Lussemburgo, Esch sur Alzette, acciaierie e miniere, 28.000 abitanti, uno su quattro italiano o di origine italiana, da mesi aspettano con ansia la visita del presidente della Repubblica, Giovanni Leone. Le varie associazioni italiane che raggruppano gli immigrati vecchi e nuovi, dalle ACLI alla CGIL, dagli ex-combattenti alla Fedrammatica locale, avevano pensato che l'occasione non doveva andare perduta. Quel giorno, vale a dire oggi, bisognava a tutti i costi inaugurare il monumento.

Non si trattava di un monumento qualunque di una scusa per essere un po' protagonisti della giornata. Al contrario, si voleva esprimere solennemente il sacrificio di chi è stato ed è tuttora, costretto a lavorare all'estero: il monumento all'emigrato italiano. Tutto andava per il meglio, il comune di Esch sur Alzette, sensibile alla richiesta degli italiani, aveva offerto gratuitamente il terreno. Il monumento, tre tonnellate di «granito del Sempione», una pietra grigia con riflessi argentei e rossastri, era stato disegnato e realiz-

nunciato ad inaugurare il monumento in occasione della visita del capo dello Stato.

Di questa vicenda, cioè della mancata inaugurazione del monumento, ne avevamo sentito parlare mentre aspettavamo, mischiati nella folla, l'arrivo del presidente al municipio di Esch sur Alzette. Le abbiamo voluta approfondire per raccontarla nei suoi particolari. Ciò ci ha impedito di seguire il presidente Leone nella visita agli altri forni degli stabilimenti di Arbed, una acciaieria che sta appena fuori del paese, ma ci ha permesso di conoscere quali sono esattamente i rapporti fra gli emigrati italiani e le nostre autorità diplomatiche, l'ambasciatore ed il consolato.

«Ci sentiamo figli di nessuno», dice il rappresentante delle ACLI, Leone Formentini. «Il console Venturèlla non si interessa certo oltre misura», gli fa da eco Licio Pittocco, direttore del patronato «Italia libera». Interviene ancora Riccarai: «L'ambasciatore Riccarai non si occupa delle nostre faccende, e non viene mai a trovarci, pensi che non ci ha voluto neanche ricevere perché sapeva che avremmo chiesto di rubare un'ora o due al protocollo per

poter parlare a quattro occhi con il presidente Leone».

Purtroppo è vero, lo abbiamo accertato. L'ambasciatore Riccarai ha fatto dire che non aveva tempo, che «un incontro di tutta o quasi la comunità italiana con il presidente Leone, in un teatro, in una piazza, in uno stadio, era una follia a cui non bisognava neanche pensare». Ma i lavoratori italiani vorrebbero vedere l'ambasciatore soprattutto per consegnargli una lettera, una loro lettera personale per Giovanni Leone. Hanno dovuto mandarla per posta.

«Vogliamo — dice la lettera degli emigrati a Leone — una struttura scolastica che porti i nostri figli avanti sulle basi delle loro capacità. Fatti meccanici quali il trilinguismo (francese, tedesco e inglese prima dell'italiano) condannano i nostri ragazzi ad un ingiusto stato di inferiorità». Andiamo più avanti: «Superaffollamento, inadeguatezza igienica, affitti elevati, speculazioni; si curerà così la situazione degli alloggi. Chiediamo che il governo italiano si impegni nel varo di un'editizia sociale aperta a tutti i lavoratori all'estero».

«Questo è un paese libero,

un ministro lussemburghese ci riceve in mezz'ora, l'ufficio dell'ambasciatore italiano per noi si apre raramente, e poi quando si domanda, le risposte cadono dall'alto in basso». Chi parla è sempre Lino Trignati, un piccolo imprenditore che ha fatto fortuna. La sua posizione sociale non gli impedisce però di lottare ancora al fianco degli emigrati di oggi: quelli che abitano alla periferia di Esch sur Alzette, quando va bene, otto persone in due camere di un edificio fatiscente, con un gabinetto ogni due piani.

Mentre sentiamo questi racconti, Giovanni Leone, rispondendo al saluto del borgomastro di Esch sur Alzette, si esprimeva così: «Mi permetta di dirle una cosa sul mio sentimentale: ho visto tanti italiani in Lussemburgo, so che li guardate con molta simpatia, so che li trattate con molta fraternità. Non vi stancate di trattarli con amore. Vi affido questi miei connazionali come un pegno di amicizia». Quello che ha detto Giovanni Leone è molto bello; vorremmo però che fosse recepito prima che dal borgomastro di Esch sur Alzette dal governo italiano.

Arturo Guatelli



# I nostri emigrati sognano scuole italiane

L'incontro di Leone con i nostri connazionali - Sottolineata ancora una volta, in un discorso a Esch-sur-Alzette l'importanza di una sollecita e definitiva unione europea - Proposto dal ministro Aldo Moro al collega Thorn un rilancio in senso politico del Consiglio dei Ministri della Comunità - Domani comincia la visita in Belgio

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE  
Lussemburgo, 27 ottobre

E' stato, quello che il Presidente Leone ha pronunciato questa mattina nel salone municipale di Esch-sur-Alzette, popoloso centro industriale del granducato, un discorso assai breve, ma importante e significativo. Soprattutto perché ha indicato, con nitida precisione, il senso che il Presidente ha voluto conferire a questi suoi primi viaggi fuori d'Italia. « Questa mia visita al Benelux - ha detto - fino a ieri in Olanda, oggi nel Lussemburgo, tra pochi giorni in Belgio, vuole avere un significato ed in particolare richiamare l'attenzione degli osservatori sul fatto che i miei primi viaggi all'estero si siano diretti verso l'Europa. Dopo aver avuto l'onore di ricevere l'anno scorso in Italia il Presidente della Repubblica federale tedesca, ho compiuto il mio primo viaggio in Francia, il secondo nel Benelux per indicare, non soltanto ai miei connazionali ma a tutti coloro che guardano all'Italia con interesse, ma anche con senso critico, che noi siamo sempre più convinti che l'Europa deve essere costruita in tempo sollecito ed in forma organica e definitiva, se vogliamo sopravvivere come potenza economica, come forza spirituale ed essere un grande elemento di distensione internazionale ».

Emergono da queste parole, tutt'altro che di circostanza, ma quanto mai meditate, alcune indicazioni precise. La prima, e la più evidente, è quella relativa alla collocazione del nostro Paese nel contesto internazionale, collocazione che non può essere altra che quella europea. Che l'Italia guardi con simpatia, interesse e sentita partecipazione al mondo che potremmo genericamente definire mediterraneo è realtà incontestata, ma il nostro punto di riferimento costante deve rimanere quello rappresentato dalla lettera E, in campo azzurro, la bandiera sinora purtroppo solo simbolica, dell'Europa unita. Il nostro Paese soffre già troppo per numerose spine centrifughe e non può correre il rischio di allentare progressivamente i suoi legami con il « resto dell'Europa ».

Non si dice purtroppo nulla di nuovo ricordando che sulla nostra autentica vocazione europea sorgono già molti dubbi, a volte interessanti, e che un certo grado di diffidenza nei confronti della nostra buona volontà progressivamente lientando. Alcune nostre indempienze (non diciamo qui se esse siano frutto di necessità o di scarsa buona volontà) sono state interpretate come il sintomo di un nostro progressivo disinteresse per il tema europeo; ed altre occasioni di critica sono state offerte dalla no-

stra « permanente crisi politica » che non a torto a lar-  
ma tutti gli altri Paesi europei, fieri della loro imper-  
turbabile stabilità. Basterà ricordare, e non certo con soddisfazione, che in occasione della visita di Leone a Parigi il Figaro ebbe a definire l'Italia « l'uomo malato dell'Europa », che pone

alla Comunità « numerosi problemi ».

Va detto d'altra parte che questa drammatica crisi mediterranea, inseritasi di tuttora prepotenza nel contesto della visita presidenziale, non solo non l'ha svuolata di interesse, ma ne ha confermata la validità e persino l'urgenza, giustificandola ineccepibilmente sul piano dei rapporti politici. Dalla crisi è infatti emerso un dato di fatto incontestabile: l'assoluta, totale assenza del nostro continente, l'esiguità del suo peso politico, pericolosamente vicino allo zero assoluto. Ed è la ricognizione di questa avvilente realtà che dovrebbe, come tante volte ha sottolineato in questi giorni il Presidente nei suoi discorsi, rimettere in movimento l'arrugginito meccanismo della macchina comunitaria, attraverso il ricorso a mezzi correttivi delle sue strutture politiche, nel segno di una rinnovata buona volontà dei popoli e dei governi europei.

Proprio ieri e oggi, nel corso di lunghi colloqui, il Ministro degli Esteri Moro ed il suo collega lussemburghese Thorn hanno riconosciuto come l'opinione pubblica, in questa drammatica circostanza, si sia posta il quesito sull'efficacia stessa dell'azione comunitaria, e come abbia espresso giudizi critici sull'esiguità, per non dire sull'inconsistenza dei risultati sino ad oggi conseguiti. Scartata, per comune giudizio, la ricerca di risultati clamorosi e sensazionali, è stata espressa la speranza che l'integrazione europea venga accelerata mediante un diverso e più proficuo ricorso agli organismi già esistenti. Come si ricorderà, da parte italiana era stata già avanzata ad Amsterdam la proposta di un rilancio del Consiglio dei Ministri della Comunità, che è oggi un organo eminentemente tecnico, per non dire burocratico.

Da una pura vocazione tecnica, il Consiglio dovrebbe passare ad una visione politica dei problemi, dando finalmente una voce unita alla volontà dell'Europa. E' un obiettivo poco appariscente, ma forse per questo potrà essere più facilmente raggiunto; senz'altro meglio di mete tanto attraenti quanto irraggiungibili.

biti sul piano della volontà politica dei singoli Stati europei. Così come l'Olanda, anche il Lussemburgo ha espresso la sua adesione a questa proposta, che assai probabilmente verrà avanzata, a breve scadenza, nel quadro di un significativo rilancio dell'ideale comunitario.

Un altro aspetto rilevante e decisamente positivo di questo viaggio presidenziale è rappresentato dal fervido (non senza tuttavia qualche venatura di inquietudine) incontro con le nostre collettività, che nei Paesi del Benelux (e soprattutto nel Lussemburgo ed in Belgio) assumono proporzioni imponenti. Proprio oggi il Presidente ha avuto modo di incontrarsi, giungendo nella piazza principale di Esch-sur-Alzette, con numerosi italiani, che costituiscono, tra prima e seconda generazione, un buon terzo della popolazione della cittadina; ed altri ne ha visti durante la sua visita al grande complesso siderurgico di Arbed-Beval, famoso nella storia comunitaria perché in esso, nel 1953, ebbe luogo la prima colata di acciaio europeo nel quadro della CECA. Dopo alcune polemiche con gli guardiani del protocollo, alcuni esponenti della comunità italiana sono riusciti a far pervenire a Leone un

ELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Me Tempo di Roma del 28.10.73

VERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ministero degli Affari Esteri



Handwritten marks and a large number '1' in the top right corner.





# Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

## RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... di ..... del .....

documento che enumera le loro richieste alle nostre autorità di governo, richieste che riguardano soprattutto l'istituzione di scuole italiane. Sottolineiamo l'aggettivo italiano, dal momento che il problema non sorge per le scuole pubbliche locali, alle quali i figli di italiani sono ovviamente ammessi senza ombra di discriminazione. Il problema è difficile: e non meraviglia che le autorità lussemburghesi siano invece favorevoli piuttosto ad una integrazione nel tessuto sociale del Paese di questi tanto numerosi quanto apprezzati lavoratori (è stato detto che, senza di essi, tutta l'attività edile del Granducato verrebbe praticamente paralizzata).

Indirettamente ai problemi di questi nostri connazionali si è riferito nel suo discorso di oggi Leone, quan-

do ha detto: « Questa Europa sarà fatta se lo vorranno i nostri popoli, in particolare i lavoratori, i quali sentono, anche attraverso l'esperienza del Lussemburgo — essendosi molti di essi inseriti nella vostra vita — che soltanto allargando que-

sta nostra grande famiglia ad una dimensione europea noi possiamo effettivamente unire i nostri sforzi con le luci della nostra tradizione, con l'inventiva, la capacità ed il senso del dovere di tutti ».

Come si vede, ancora una

volta Leone ha riportato la soluzione di tanti problemi che affliggono i singoli Paesi europei nel quadro dell'Europa, concepita come un organismo unitario, come un mantello che copra in egual misura tutti i paesi e non come un manto di Arlecchino, ricco di velluti ma anche di miserabili toppe. Ed è in questa dimensione che va considerata questa « missione europea » del Presidente, ormai giunta a due terzi dal suo cammino. Questa sera, dopo un incontro con i Presidenti del Parlamento europeo, della Corte di Giustizia, delle Comunità europee, della Banca europea degli investimenti, Leone ha offerto alla famiglia granducale un pranzo ufficiale nel « Nouveau Théâtre ». Domani, giornata di riposo, dopo tanti affannosi impegni. Dopo aver assistito ad una messa in italiano nella cripta della Cattedrale il Presidente e la signora Leone saranno ospiti della famiglia granducale nel Castello di Berg. Lunedì, infine, la terza ed ultima tappa, con l'arrivo a Bruxelles.

LIVIO COLASANTI





V e I 1

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

de Il Mattino

di

Napoli

del

28. 10. 53

## IL VIAGGIO PRESIDENZIALE IN LUSSEMBURGO

# Leone: il nostro obiettivo è la costruzione dell'Europa

Lunga sosta del Presidente a Esch-sur-Alzette cittadina abitata per più di un terzo da italiani - Fra i problemi preminenti dei nostri connazionali quello della scuola

Dal nostro inviato

LUSSEMBURGO, 27 ott.

Esch-sur-Alzette è una cittadina di poco più di quarantamila abitanti, a una ventina di chilometri dalla Città di Lussemburgo, al centro di una piana verde e ondulata che si potrebbe paragonare alla nostra Pianura Padana se qui l'agricoltura non fosse ancora più razionale e le colture dei campi non fossero sezionate con una geometria d'estrema precisione. Di questi quarantamila abitanti più di un terzo è composto di italiani, almeno diecimila che hanno conservato la originaria cittadinanza e altri sei, sette mila che sono cittadini lussemburghesi ma sono nati in Italia.

### I problemi degli italiani

Questa mattina v'era una gran folla d'italiani in attesa del nostro Presidente, non soltanto per acclamarlo con quella calorosa spontaneità che è congeniale degli italiani all'estero, ma perché qui si ha la speranza che la visita di Leone possa contribuire alla soluzione dei problemi che creano un po' di maretta intorno alla colonia italiana.

Come già abbiamo avuto occasione di dirvi ieri, qui è stata creata una scuola europea per i figli dei funzionari della Ceka. Se fosse stata una scuola privata, riservata soltanto ad una determinata categoria, probabilmente i lavoratori italiani non avrebbero avuto niente da obiettare. Ma è accaduto che, per

completare il numero degli alunni di alcune classi, siano stati ammessi quattro o cinque figli di lavoratori italiani per ciascuna di queste classi, mettendo una barriera per gli altri. Di qui le lamentele dei lavoratori italiani, i quali si son messi assieme per redigere un documento da far pervenire al Presidente Leone. Ci sono tra i firmatari le Acli, cattoliche, il Circolo Santi socialista, l'Italia Libera comunista, e, ancora, le « famiglie » bellunesi, padovane, vicentine, ombre, pugliesi, calabresi, marchigiane, oltre ai « focolai friulani ». Nel documento si lamenta che i bambini italiani frequentano a stento le elementari e non riescono a completare i loro studi, destinati, così, a diventare lavoratori manuali. E si chiede l'istituzione di una scuola che, accanto al tedesco e al francese, insegni anche l'italiano in maniera che i giovani possano scegliere liberamente la loro strada. Una rappresentanza di lavoratori italiani aveva cercato di farsi ricevere dal nostro ambasciatore nella giornata di ieri. L'ambasciatore non ha potuto, o si è rifiutato di riceverli. Allora, gli italiani hanno raggruppato la posizione, riuscendo ad avvicinare il portavoce di Leone, il quale ha loro garantito che il documento arriverà al Presidente. Una speranza, dunque, c'è, un filo di speranza, ma è sempre qualche cosa.

### Un parallelo

Questo malcontento che esiste in certi ambienti della colonia italiana non ha per nulla incrinato la calorissima manifestazione di simpatia che è stata resa al Presidente Leone al suo arrivo al Municipio da parte soprattutto dei molti connazionali che erano riuniti in piazza. Leone ha risposto con commozione, ha stretto centinaia di mani, per qualche momento è stato quasi trascinato dalla folla. Poi, con la signora Vittoria, è entrato nel Municipio, seguito dal

Granduca, e dalla Granduchessa, dall'on. Moro, dai più alti esponenti del governo lussemburghese, dal suo seguito. Nella sala del Consiglio, ove era in attesa il Consiglio comunale al completo, il borgomastro ha pronunciato un indirizzo di saluto, nel quale ha messo in risalto l'opera dei lavoratori italiani. Rispondendo al borgomastro il Presidente Leone ha fatto un parallelo tra l'insurrezione degli operai lussemburghesi, che nel 1942 si opposero all'oppressione, alla deportazione e al soffocamento della libertà, rimanendo molti uccisi dalle truppe tedesche, e le quattro giornate di





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2

## RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... di ..... del .....

Napoli. « Mi consenta — egli ha detto — di fare questo parallelo con l'orgoglio di italiano e, anche, di napoletano. Io penso che le quattro giornate di Napoli del settembre 1943 paiono riprodurre per molti aspetti l'insurrezione del popolo di Esch-sur-Alzette. Anche lì, a Napoli, la prima fiamma, il primo segno, la prima espressione di ribellione al sopruso venne dalle classi popolari, e poi furono raccolti da tanti altri ».

### Al centro europeo

Proseguendo, il Presidente Leone ha voluto sottolineare che questa sua visita al Benelux vuole avere un significato ed in particolare richiamare l'attenzione degli osservatori sul fatto che i suoi primi viaggi all'estero si sono diretti verso l'Europa. « Vuole indicare — ha detto — non soltanto ai miei connazionali ma a tutti coloro che guardano all'Italia con interesse, anche con senso critico, che noi siamo sempre più convinti che l'Europa deve essere costruita in tempo sollecito ed in forma organica e definitiva se vogliamo sopravvivere come potenza economica ed essere un grande elemento di distensione internazionale. E questa Europa sarà fatta se lo vorranno i nostri popoli, se lo vorranno in particolare i lavoratori ».

Il governo lussemburghese ha, poi, offerto al Presidente Leone e alla signora Vittoria una colazione al Centro europeo di Kirchberg. Rispondendo al brindisi del presidente del governo, Leone ha detto, tra l'altro: « Noi abbiamo visto, entrando in questo palazzo scolpita l'immagine di

Schumann. Lasci che io, in questo momento, possa unire alla sua memoria quella di Spaak e quella di Alcide De Gasperi, tre grandi personalità che hanno guardato con occhio lungimirante all'Europa come meta finale, nella quale potremo sopravvivere come Paesi liberi e come portatori di civiltà millenaria. Questa tradizione millenaria di cultura e di civiltà è per noi un impegno, non è un motivo di orgoglio ».

Nel pomeriggio, visita al Municipio, dove gli ospiti sono stati ricevuti dal sindaco signora Flesch e dalla giunta comunale, discorso del sindaco, breve risposta del Presidente; poi, al Palazzo Reale, incontri con i presidenti del Parlamento europeo, della Corte di giustizia, della Comunità europea e della Banca d'Europa d'Investimenti, all'Ambasciata incontro con la comunità italiana, e alle 20.10 — queste giornate sono così fitte d'appuntamenti da non consentire al Presidente di concedersi un momento di riposo — al « Nuveau Theatre », pranzo offerto dal Presidente della Repubblica Italiana e dalla signora Leone in onore del Granduca e della Granduchessa.

Il Presidente Leone, « l'uomo dai contatti umani », come lo definisce il più diffuso quotidiano belga « Le Soir » arriverà domani a Bruxelles. Il viaggio in Belgio chiude il ciclo degli incontri ufficiali che il Capo dello Stato italiano ha avuto in Europa: agli inizi del mese in Francia con il Presidente Pompidou, in questa settimana in Olanda e nel Lussemburgo.

Vittorio Ricciuti





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ROMA

di Napoli

del 28. 10. 73

NELLA CAPITALE DELL'ACCIAIO

## Leone plaude all'Europa «voluta dai lavoratori»

Accolto da una numerosa rappresentanza di emigrati italiani, il Capo dello Stato ha risposto al saluto del borgomastro sottolineando l'urgenza e l'importanza dell'unità continentale

(Nostro servizio particolare)

LUSSEMBURGO, 28

« Questa mia visita al Benelux, prima in Olanda, ora nel Lussemburgo e tra pochi giorni nel Belgio, vuole avere un significato ed in particolare richiamare l'attenzione degli osservatori sul fatto che i miei primi viaggi all'estero si sono diretti verso l'Europa ».

Questo ha detto il Presidente della Repubblica Giovanni Leone, recatosi a visitare la città industriale di Esch-Sur-Alzette, la capitale dell'acciaio lussemburghese dove tra l'altro risiede una numerosa colonia di lavoratori italiani.

Il Capo dello Stato italiano,

al suo arrivo in questa città, è stato accolto festosamente dalla popolazione prima e poi nel municipio dal borgomastro della città, dopo che alcuni bambini avevano offerto mazzi di fiori alla signora Vittoria.

Ed è proprio nel rispondere al saluto che gli era stato rivolto dal borgomastro che Leone ha richiamato l'attenzione degli osservatori sui suoi viaggi in Europa. Il Capo dello Stato, nel suo discorso ha anche detto che « dopo aver avuto l'onore di ricevere l'anno scorso in Italia il Presidente della Repubblica Federale tedesca, ho compiuto il mio viaggio all'estero in Francia e il secondo nel Benelux, per indicare, non sol-

tanto ai miei connazionali ma a tutti coloro che guardano all'Italia con interesse, anche con senso critico, che noi siamo sempre convinti che l'Europa deve essere costruita in tempo sollecito ed in forma organica e definitiva se vogliamo sopravvivere come potenza economica, come forza spirituale ed essere un grande elemento di distensione internazionale ».

Il Capo dello Stato ha così proseguito: « E questa Europa sarà fatta se lo vorranno i nostri popoli, se lo vorranno in particolare i lavoratori, i quali sentono, anche attraverso l'esperienza del Lussemburgo, essendosi molti di essi inseriti nella vostra

vita, che soltanto allargando questa grande famiglia ad una dimensione europea, noi possiamo effettivamente unire proficuamente i nostri sforzi con la gloria e le luci delle nostre tradizioni, con l'inventiva, la capacità ed il senso del dovere di tutti ».

« Questo desiderio di progredire, di scrivere ogni giorno una pagina nuova nella storia del progresso del proprio Paese, questo costituisce l'alto impegno al quale noi siamo chiamati. E' un impegno di uomini di Stato e di governo, dietro al quale però siamo sicuri vi è, alimento potente, il desiderio e la volontà dei nostri popoli ».

w. k.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

IL FIORINO

di

Milano

del

28-10-73

SI CONCLUDE OGGI LA VISITA NEL LUSSEMBURGO

## L'incontro di Leone con gli emigrati italiani

La maggior parte dei 40 mila nostri connazionali lavora nella regione industriale di Esch Sur Alzette - Il Lussemburgo vanta il primo posto negli scambi intercomunitari, dato che il suo commercio estero rappresenta l'85 per cento del prodotto nazionale lordo - Dichiarazioni al "Fiorino" del primo ministro Pierre Werner sul ruolo lussemburghese nella Cee

(Da uno dei nostri inviati)

LUSSEMBURGO, 27

Il presidente Leone e donna Vittoria hanno dedicato l'intera mattinata alla visita dei complessi industriali che, nello spazio di un secolo, hanno portato il granducato del Lussemburgo dalla miseria nera ad uno stato di invidiabile benessere. Come gli olandesi hanno compiuto il miracolo di strappare la terra al mare, i lussemburghesi, con l'ausilio dei lavoratori italiani, hanno saputo realizzare quello di creare una potente e moderna industria siderurgica, pur non possedendo alcuna miniera di carbon fossile e forni da coke: ma facendo affidamento solo su modesti giacimenti di minerale di ferro.

Ed è proprio in virtù di questa formidabile leva economica che il piccolo Lussemburgo può sedere al tavolo dei nove con dignità e autorità.

La capitale della regione industriale è la città di Esch sur Alzette il cui borgomastro, Arturo Useldinger, fu il capo della resistenza lussemburghese durante l'occupazione tedesca ed ora capeggia la rappresentanza comunista in Parlamento. Un uomo di straordinaria umanità che sa farsi amare da tutti. Useldinger ci ha accompagnato nella interessante visi-

ta degli stabilimenti dell'Arbed che da soli producono circa il novanta per cento dei cinque milioni e mezzo di tonnellate di acciaio che questo minuscolo paese riesce a gettare sul mercato internazionale. E' interessante sapere come tale volume produttivo corrisponde a più di quindici tonnellate pro capite di fronte ad appena 1,3 tonnellate per il Belgio, 0,7 per la Repubblica federale tedesca, 0,5 per gli Stati Uniti e 0,4 per l'Olanda e la Francia. Cosicché il granducato può vantare il merito di occupare il primo posto negli scambi intercomunitari, dato che il suo commercio estero rappresenta l'ottantacinque per cento del prodotto nazionale lordo.

Altro elemento che sottolinea l'importanza del settore industriale in questo paese viene offerto dal fatto che in esso trova lavoro circa la metà di tutta la popolazione attiva. Non per questo, tuttavia, l'agricoltura viene trascurata. Quando l'industria siderurgica salì al rango che oggi occupa, i campi non vennero negletti o abbandonati. Si operò nel sistema una profonda trasformazione e furono realizzati grandi lavori di infrastruttura. Così avvenne anche per la produzione dell'energia con la costruzione delle dighe di Esch

sur Sur e di Rosport e della potente centrale idroelettrica di Vianden, la più grande stazione di pompaggio in Europa.

Indicibili sono state le manifestazioni d'entusiasmo e di affetto da parte dei lavoratori italiani al passaggio del presidente Leone e della sua gentile consorte nell'area industriale che ha un raggio di ben 25 chilometri e che contiene, oltre alle acciaierie, anche stabilimenti ausiliari per la lavorazione dei residuati dell'acciaio.

Al termine della visita gli illustri ospiti hanno espresso al borgomastro il loro caloroso apprezzamento e compiacimento. Quindi, sono ritornati al Palazzo Granducale dove, nel pomeriggio, si è svolto il ricevimento in loro onore con la partecipazione dei presidenti delle istituzioni comunitarie aventi sede nel Lussemburgo.

La capitale del granducato ospita, infatti, non solo le istituzioni giurisdizionali e paragiurisdizionali esistenti o previste - la Corte di Giustizia delle Comunità ha già sede a Lussemburgo - ma anche le istituzioni finanziarie. La sede della Banca europea degli investimenti risiede nel granducato fin dal 1968.

Il primo ministro Pierre Werner, che ha partecipato all'importante incontro insieme con gli altri membri

del Gabinetto, in una breve conversazione ha voluto sottolinearmi il fatto che la funzione di un Paese come il Lussemburgo, nella comunità dei popoli europei, consiste dapprima nell'apporto di una dimensione, di un ordine di grandezza, di una prospettiva particolare alla molteplicità dei punti di vista che devono confrontarsi in una comunità di nazioni. "Tale dimensione, tale prospettiva, ha soggiunto Werner, sono necessariamente vicine alla natura umana, al senso comune. Esse si informano al sentimento vivo dell'interdipendenza fra le nazioni e i gruppi".

"La voce del Lussemburgo, ha concluso l'insigne uomo di Stato, sarà sempre nelle questioni che ci riguardano e sulle quali siamo chiamati ad esprimerci, quella della comprensione dei vari punti di vista, della conciliazione, della difesa del diritto e dei trattati e, sul piano europeo, quella della solidarietà e della cooperazione in uno spirito comunitario".

Lasciato il palazzo granducale, il presidente Leone e donna Vittoria si sono recati all'ambasciata d'Italia, dove, ricevuti dall'ambasciatore Roberto Riccardi, si sono incontrati affabilmente con i rappresen-





## Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2

### RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... di ..... del .....

tanti della collettività italiana ai quali il presidente della Repubblica ha rivolto un significativo discorso di saluto, di compiacimento e di fermo incitamento a bene operare per il prestigio del nostro Paese.

La comunità italiana residente nel granducato è composta di quasi 40.000 unità. In rapporto alla popolazione locale che, come si ricorda, somma ad appena 350.000 abitanti si tratta della più numerosa delegazione italiana nei Paesi appartenenti alla Cee, superiore perfino a quella residente nella stessa confederazione elvetica.

Di questi 40.000, ben ventimila risiedono nella capitale, 14 mila nella cinta industriale e seimila nelle

regioni del Nord.

Le istituzioni italiane sono oltre una ventina, quasi tutte a carattere ricreativo e assistenziale. In taluni comuni sono state costituite delle vere e proprie commissioni consultive di lavoratori italiani. Resta sempre il problema della scuola per l'infanzia, ma anche questo sarà presto risolto, come mi ha anche assicurato il ministro Dupong fin dal primo incontro.

In serata si è svolto al Nuovo Teatro, uno dei più insigni monumenti architettonici di Lussemburgo, il pranzo ufficiale offerto dal presidente Leone e da donna Vittoria ai Granduchi e al loro seguito.

Alessandro Alesiani





RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Messaggero* di *Roma* del *28-X-33*

IERI AD ESCH-SUR-ALZETTE

# Leone tra gli italiani del Lussemburgo

## Polemica tra i connazionali per un monumento all'emigrato

DAL NOSTRO INVIATO MATTEO DE MONTE

ESCH-SUR-ALZETTE, 27 ottobre — La chiamano la « cittadina del ferro ». E chi viene da Lussemburgo percorrendo la breve autostrada, fra boschi di betulle e di faggi, entra a Esch-Sur-Alzette dopo aver superato le impalcature intricate e grigie delle

acciaierie Arbed. Rosse nubi di fumo covano sulle ciminiere, finché il vento pungente della Manica non le disperde fra le case. Le facciate dei palazzi chiaramente ispirati all'architettura francese, portano il segno del crogiuolo: sono nere e tristi, al punto che neppure i negozi, le « boutiques », le vetrine delle pasticcerie e delle sale da tè, riescono a rallegrarle. Anche la gente è anonima, quasi ritrosamente vestita con uniforme semplicità.

Mamme con le carrozzine sostano agli incroci, attente al cangiare dei semafori; gli uomini si contano sulle dita, nonostante l'ora mattutina, poiché il turno delle officine li ha già ingoiati nell'ingranaggio degli altiforni. Si pensa alle pagine di *Come era verde la mia valle*, con un salto di mezzo secolo. Qui vivono e lavorano oltre cinquemila italiani, prevalentemente umbri, marchigiani, veneti, friulani, pugliesi e calabresi. La prima ondata d'immigrazione risale agli anni trenta, ed è marcata dall'antifascismo, che troverà modo di esplodere più tardi nella resistenza all'annessione nazista Dal Lussemburgo, occupato da Hitler, partirono per il fronte russo migliaia di soldati costretti ad indossare la divisa della Wehrmacht. Molti furono deportati, soprattutto ebrei, e i fucilati durante i rastrellamenti delle S.S. La Lorenza è a un passo; lo spirito del « Maquis » sta ancora sospeso nell'aria.

Aspettiamo, nella folla, dinanzi al municipio, l'arrivo di Leone. Il borgomastro ha indossato la sua bella fascia a tre colori sul doppiopetto. Bambini giocano al sole, tra le aiuole del minuscolo giardino. I grandi chepi della banda civica s'alzano a ridosso della strada, dietro la bandiera di Ech. Non è una gran folla, ma gli applausi al Capo dello Stato, quando scende dalla macchina, sono convinti e sinceri. Leone, caduta l'ultima nota degli inni, va incontro agli italiani, a mani tese. Qualcuno dice: « Vogliamo tornare, fate qualcosa per il lavoro, non ci dimenticate ». Sul filo della commozione, il Presidente, di lì a poco, risponde all'indirizzo di saluto rivoltagli dal borgomastro. Si rifà alla « patria del Lussemburgo », calpestata dai tedeschi, e imbastisce il parallelo con le Quattro giornate di Napoli: « Anche lì, come da voi, il primo segno, la prima espressione di ribellione al soprano venne dal popolo, dai lavoratori. Oggi, sono sempre i lavoratori i protagonisti del progresso dei loro paesi, ma soprattutto della nostra Europa ».

Donna Vittoria, in un delizioso tailleur color tabacco, era seduta accanto al granduca e alla granduchessa, nell'emiciclo della sala delle riunioni, e ascoltava attenta il marito. C'era anche il professor Mauro Leone, il primogenito del Presidente. Moro era rimasto in città, impegnato nei colloqui politici con mr. Thorn.

Forse, quella di Esch-Alzette, poteva trasformarsi in una cerimonia più corale e suggestiva. La comunità italiana della « cittadina del ferro » voleva che Leone inaugurasse il monumento all'emigrato, che invece è rimasto nei magazzini dell'industriale Lino Triggatti, fra lastre di marmo e montagne di piastrelle, alla periferia di Lussemburgo. E' una storia un po' complicata di incomprensioni e di puntigli, sorti all'ultimo momento, fra i nostri connazionali e la rappresentanza diplomatica.

Da tempo, i muratori e gli operai di Esch iscritti al patronato delle ACLI, e a quel-

lo dell'INCA che rappresenta la CGIL, la CISL e la UIL, lavoravano al progetto del monumento. Gli scalpellini di Triggatti già il mese scorso avevano dato al blocco di marmo gli ultimi colpi di mazzuola. Tutti dicevano che la scelta del granito grigio del Sempione era stata felice. Poi è cominciato a serpeggiare il disaccordo sul testo dell'iscrizione da apporre alla stele. I patronati, avevano indicate due parole semplici ma significative: « All'emigrato ». L'ambasciatore italiano a Lussemburgo Roberto Riccardi, propendeva invece, per la dizione più generica: « Al lavoro ». Gli operai hanno osservato: « Ma al lavoro di chi? Anche i medici, i professori, i banchieri lavorano. Noi invece vogliamo ricordare gli umili, i fresatori, gli addetti ai crogiuoli, quelli che sono morti

nelle miniere, lontani da casa, per assicurare un pezzo di pane ai figli, o sono caduti dalle impalcature da un quinto piano, e ci hanno lasciato la pelle ».

Entrambe le parti si sono irrigidite sulle rispettive posizioni, né è stato possibile raggiungere un compromesso; così l'inaugurazione si è dovuta rimandarla. E' un peccato; non capita ogni giorno che un presidente italiano passi da Esch-Alzette. E Leone, gli operai ne sono certi, sarebbe stato felicissimo di scoprire la stele. Naturalmente l'attrito nato per la statua, come sempre accade in circostanze simili, ha creato altre ruggini. I due patronati, che sono poi organizzazioni assistenziali finanziate dallo Stato per i più bisognosi, con una decina di milioni l'anno, volevano ottenere un colloquio con il presidente. E gli è stato negato.

Leone Formenti, direttore del gruppo ACLI e Licio Paticco, rappresentante dell'Inca, nonostante le ripetute sollecitazioni, non sono neppure riusciti a farsi ricevere dall'ambasciatore, impegnato nella preparazione della visita. Nel bar dove conversiamo, dicono sconsolati: « Questo è un soprano. In fondo, intendevamo soltanto presentare una petizione ». Ma non nutrono rancore verso i diplomatici; sono anzi preoccupati che il fatto « venga fuori sui giornali », e faccia chiasso. « Noi non vogliamo imbarcarci in una polemica; chiediamo di essere rispettati. Ci pare giusto; le prove di forza non ci piacciono ».

La petizione l'hanno spedita per posta, raccomandata, a Leone, presso l'ambasciata. « Così siamo certi che arriverà a destinazione. Ma è umiliante, e ci dispiace ». Il documento comincia con una premessa. « Nel granducato vive una comunità fatta di vecchia e nuova emigrazione. Anziani e giovani riteniamo che la repubblica significhi antifascismo ». Poi sono illustrati i problemi della comunità: scuola e abitazioni. Nella memoria si lamenta il ritardo scolastico dei ragazzi italiani. Pochi completano il ciclo della scuola d'obbligo. Fatti meccanici, quali il trilinguismo degli studi medi lussem-





*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONI

ONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNE

URA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dai Giornale .....

.. di ..... del .....

burghesi, condannano i nostri adolescenti ad un ingiusto stato di inferiorità. Né finora la scuola europea ha offerto, secondo i lavoratori, una valida soluzione.

In sostanza, gli italiani del Lussemburgo aspirano a una scuola che pur valorizzando l'insegnamento iniziale della lingua madre, estenda gradualmente la conoscenza alle altre due lingue del Granducato: il tedesco e il francese, consentendo al bambino, senza che re-

sti escluso dalla società che lo circonda, di scegliere poi liberamente, alla soglia della giovinezza, tra una vita in Lussemburgo e un eventuale rientro in Patria. Quali sono i difetti del sistema in vigore? Il superaffollamento, la stanchezza degli allievi che, per non dimenticare l'italiano, debbono ricorrere ai corsi serali.

Per le abitazioni il discorso è altrettanto serio. Il 60 per cento degli immigrati giovani non può pagare gli affitti elevati della città, e si accampa in edifici di periferia, senza riscaldamento, con scarsi servizi igienici. Un appartamento di due camere cucina e bagno, a Lussemburgo, assorbe dai 5 ai 6 mila franchi al mese; e le paghe, per gli specializzati, toccano i centoquindicimila franchi. Mandare i risparmi a casa, significa fare i salti mortali. I connazionali sollecitano al governo di Roma piani di edilizia popolare per gli emigrati borse di studio, posti per i giovani in convitti e collegi, facilitazioni di viaggio, colonie. « Dalla coscienza di questi problemi — conclude la petizione —, nasce signor Presidente, lo impegno delle nostre associazioni a mantenere vivo il contatto con la realtà italiana ».





1  
V e V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale La Stampa di Torino del 28-X-33

# La visita del Presidente in Benelux Leone in Lussemburgo tra i lavoratori italiani

## Il Capo dello Stato si è recato a Esch-sur-Alzette, una cittadina in cui venti dei trentamila abitanti vengono dall'Italia - I problemi dei nostri emigrati: le scuole, la scarsità di alloggi, la disparità nel trattamento economico - Domani a Bruxelles

*(Dal nostro inviato speciale)*  
Lussemburgo, 27 ottobre.  
Oggi Giovanni e Vittoria Leone hanno passato buona parte della giornata tra gli italiani che vivono qui, nei luoghi dove essi lavorano e nelle scuole dove mandano i loro figli. Spesso sono stati accompagnati con molta grazia e cordialità dal granduca Jean e dalla consorte Giuseppina Carlotta. La prima città visitata è stata Esch-sur-Alzette, a una ventina di chilometri dalla capitale. Qui, secondo un'espressione corrente, «batte il cuore industriale del Lussemburgo»; e lo si dice a motivo della concentrazione di centri siderurgici, che alimentano i due terzi dell'esportazione di merci del Granducato verso l'estero.  
La città conta circa 30 mila abitanti: diecimila sono cittadini italiani, diecimila italiani che hanno preso la cittadinanza lussemburghese, e diecimila i lussemburghesi di nascita. A Esch-sur-Alzette e nei dintorni vengono prodotti più di cinque milioni di tonnellate di acciaio in un anno. Sono cifre che parlano da sole: se non fosse per il lavoro degli italiani, la siderurgia, ossia la maggiore industria del Lussemburgo, diciamo anche la spina dorsale dell'economia di questo Paese, non avrebbe avuto e non potrebbe mantenere il suo straordinario ritmo di crescita. Lo ha detto senza perifrasi il borgomastro nel municipio quando ha rivolto un indirizzo di saluto al Presidente della nostra Repubblica.

Il borgomastro ha anche detto: «Siccome noi sappiamo per esperienza, nella dura lotta per il pane quotidiano, che la concordia e l'unione sono le condizioni indispensabili per qualsiasi progresso sociale, le nostre aspirazioni oggi come ieri consistono nel favorire i contatti umani tra i lussemburghesi e i lavoratori stranieri». Tuttavia non è un compito facile: «L'integrazione dei lavoratori stranieri pone molti problemi che non è possibile risolvere da un giorno all'altro, e tuttavia, in accordo con le organizzazioni italiane, noi facciamo del nostro meglio per aiutare gli italiani a sentirsi a casa loro nel nostro piccolo Paese».  
Nel suo discorso di ringraziamento, Giovanni Leone ha ricordato che nel settembre 1942 qui i lavoratori fecero uno sciopero generale contro l'occupazione tedesca, e che molti caddero vittime della repressione nazista. Quello sciopero fu il primo nell'Europa occupata, e la prima scintilla partì dalle classi popolari. Un anno dopo, nel settembre 1943, Napoli insorse con le armi contro i nazisti, e anche lì fu lotta di popolo.  
Come fa spesso, Leone parlava a braccio, senza una «scaletta», senza un appunto. Ma perché ricordare fatti di 30 e più anni fa? «Non per rinnovare odi o rancori, ma soltanto come monito, come un fattore educativo della storia: qui come altrove, sono i lavoratori i protagonisti del progresso nei rispettivi Paesi, soprattutto nella nostra Europa».

«opa». Sta di fatto che le autorità municipali di Esch-sur-Alzette hanno formato organi consultivi tra i lavoratori stranieri e che ne tengono il debito conto prima di prendere un provvedimento importante o di programmare piani di sviluppo. Così le tensioni si allentano, la collaborazione diventa più attiva, più convinta. L'auspicio implicito è che possa venire il giorno in cui un europeo, dovunque vada, finisca col sentirsi cittadino nella pienezza dei suoi diritti rispetto a quelli del Paese dove ha scelto di vivere e di lavorare.  
Leone ha terminato con molta commozione il suo discorso: «Signor borgomastro, mi permetta di dirle una cosa sul piano sentimentale. Ho visto tanti italiani nel Lussemburgo. So che voi li guardate con molta simpatia. So che li trattate con molta fraternità. Non vi stancate di trattarli con amore. Vi affido questi miei connazionali come un pegno di amicizia fra i nostri due popoli».  
Poco dopo, con un elemento in testa come impongono le misure di sicurezza, Leone ha visitato prima una fonderia, poi una fabbrica di laminati e di profilati della società Arbed. Molti i lavoratori italiani. Qualcuno ha voluto abbracciare e baciare sulle guance Giovanni Leone, senza che la polizia intervenisse. La società Arbed, come ha spiegato il suo presidente, è una società privata, non riceve sovvenzioni dallo Stato, presenta bilanci veritieri fino all'ultimo franco, e tuttavia sa mantenersi competitiva sul mercato internazionale.  
Quanto all'apporto dei la-

te dell'Arbed ha detto che sono stati e sono una manna per il Lussemburgo in genere e per la sua società in particolare.  
Nel pomeriggio il presidente Leone si è incontrato con una rappresentanza della collettività italiana. Come ad Amsterdam, l'atmosfera era molto fervida, anche commossa. Tuttavia, per la prima volta il Presidente della Repubblica ha potuto avere nel Lussemburgo un contatto più immediato, voglio dire più sincero, al di fuori dei paraventi ufficiali, con alcuni dei molti problemi che rendono difficile o addirittura angustiano l'esistenza degli immigrati italiani, specialmente dei meridionali arrivati da poco tempo.  
Uno dei problemi più preoccupanti riguarda l'inserimento dei bambini e dei ragazzi italiani nelle scuole lussemburghesi. Nelle scuole di qui si parlano tre lingue: il lussemburghese, il francese e il tedesco. Per i ragazzi cresciuti, mettiamo, in una famiglia lucana o calabrese, è molto difficile riuscire a impararle e a proseguire negli studi. E difatti pochissimi vi riescono, la grandissima maggioranza viceversa sono condannati a rimanere in un ingiusto stato di inferiorità, cioè lavoratori manuali per tutta la vita. Il problema è intrinsecamente complicato, ma pare che fino a questo momento il governo italiano abbia fatto molto poco per trovare soluzioni pratiche.

1/





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

Inoltre, anche qui, come quasi dappertutto dove gli immigrati italiani sono numerosi, si inacerbiscono quotidiani motivi di amarezza e di contrasti: ad esempio, per la scarsità degli alloggi, per gli affitti elevati e le speculazioni; e così, anche, per disparità di trattamento tra i lavoratori stranieri e i lus-

semburghesi. Tanto per dirne una, se una lussemburghese mette al mondo un bambino, riceve un'indennità di oltre centomila lire; però nemmeno una lira viene data a una immigrata quando le nasce un figlio.

Questa sera il presidente Leone ha offerto un pranzo

in onore del granduca e della granduchessa del Lussemburgo. Lunedì mattina si commiaterà dai suoi ospiti e in un treno messo a sua disposizione dal re Baldovino raggiungerà Bruxelles, ultima tappa della sua visita di Stato nei Paesi del Benelux.

Nicola Adelfi

Assicurazioni  
per gli emigrati  
La risposta del presidente è un documento dei nostri lavoratori - La esperienza europea del Paese della Luna





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Avanti!*

di *Roma*

del *28-X-73*

La visita di Leone in Lussemburgo

## Assicurazioni per gli emigrati

La risposta del presidente a un documento dei nostri lavoratori - La «spinta» europea dei Paesi della CEE

(Dal nostro inviato)

LUSSEMBURGO, 27. — Ancora di scena i lavoratori italiani, qui al Lussemburgo, nella seconda giornata della visita di Stato del presidente Leone. Un gruppo di associazioni di nostri connazionali che qui vivono e lavorano hanno presentato a Leone un documento contenente una serie di rivendicazioni fra le quali primeggia quella della scuola. Di ciò abbiamo accennato ieri, sottolineando il fatto che le difficoltà da noi segnalate (riconducibili da un lato alle particolari difficoltà linguistiche, e dall'altro all'impossibilità di utilizzare ai fini professionali e di lavoro in Italia i titoli di studio conseguiti in questo paese) riguardano di fatto una vera e propria minoranza, com'è quella italiana in Lussemburgo: il 12 per cento della popolazione lussemburghese è composta da italiani.

Il documento è stato approvato dalle associazioni «Ferdinando Santi», di ispirazione socialista, «Italia Libera» (socialisti e comunisti), ACLI, Comitato consultivo italiani all'estero (sinistra democristiana), UDI, e dalle «Famiglie» Bellunese, Padovana, Vicentina, Umbra, Pugliese, Calabrese, Lucana, Marchigiana e dal «Fogolar Furlan» del Friuli. Esso è giunto al capo dello Stato per vie traverse, superando gli ostacoli frapposti dall'ambasciatore Riccardi, e si è concluso con l'impegno assunto da Leone durante l'incontro avvenuto questa sera con la collettività italiana in Lussemburgo, di sollecitare lo interessamento del governo per risolvere la questione in maniera soddisfacente.

L'episodio merita di essere rilevato anche perché qui in Lussemburgo ci siamo ritrovati di fronte a una comunità italiana solidamente inserita in una società democratica ed economicamente fortissima. E la conclusione è che l'organizzazione può molto di più della protesta indifferenziata per superare determinate difficoltà; e inoltre, che è importante mantenere saldi i contatti con gli emigrati italiani ovunque in Europa. Un discorso che porta lontano ma che qui sicuramente assume particolare evidenza, in presenza di quelle istituzioni europee (del Parlamento, del Consiglio e del Tribunale dell'Europa e della CEE) che sono strutture significative di quell'Europa dei

popoli che si vuole costruire.

Insomma, l'edificio europeo — e di un'alternativa politica europea nel mondo — ha senso e acquista vigore facendo affidamento sulle classi lavoratrici. E' stato lo stesso Leone a ricordarlo nella risposta data al benvenuto del borgomastro della città industriale di Esch, sede delle potentissime acciaierie «Arbed», da noi visitate stamattina («Noi siamo sempre più convinti — ha detto il capo dello Stato — che l'Europa deve essere costruita in tempo sollecito e in forma organica e definitiva se vogliamo sopravvivere come potenza economica, come forza spirituale ed essere un grande elemento di distensione internazionale. E questa Europa — ha aggiunto Leone — sarà fat-

ta se lo vorranno i nostri popoli, se lo vorranno in particolare i lavoratori, i quali sentono che soltanto allargando questa grande famiglia a una dimensione europea noi possiamo effettivamente unire proficuamente i nostri sforzi con la gloria e le luci delle nostre tradizioni, con l'inventiva, la capacità e il senso del dovere di tutti».

La necessità di una forte spinta in senso europeo fra tutti i paesi aderenti alla Comunità è ritornata nel brindisi pronunciato da Leone questa sera, nel corso di un pranzo ufficiale, quando, rivolgendosi al primo ministro lussemburghese Verneer, ha ricordato che l'unione economica, monetaria e politica della CEE costituisce una serie di aspetti del problema fondamentale di realizzare «un'unica espressione internazionale» in Europa.

La seconda tappa del viaggio di Leone nel Benelux è giunta ormai alla conclusione. Domani andremo in Belgio, ultima e più significativa meta, dove sorgono le istituzioni più importanti della Comunità. Ma sin d'ora si può dire che questo è un viaggio utile, a patto di rendersi ben conto che la costruzione dell'Europa esige non soltanto buona volontà, ma iniziativa: a livello interno dell'Europa stessa (e qui primeggia il problema sociale di cui l'emigrazione italiana è la cima emergente) e a livello internazionale, come ha dimostrato finora la modestissima incidenza politica del colosso economico del vecchio continente di fronte alla crisi medio-orientale.

ALBERTO NINOTTI



# Leone tra gli italiani nella città dell'acciaio

Nel più grosso impianto siderurgico, a Esch sur Alzette, ha salutato i connazionali che l'hanno calorosamente applaudito - Si è informato dei loro problemi; di effettivi non ne hanno: identità di condizioni e di possibilità con i locali, qualificazione professionale e saggia politica delle abitazioni - Presto, nelle scuole, l'italiano sarà una materia facoltativa

DAL NOSTRO INVIATO

Lussemburgo, 27 ottobre  
La seconda giornata del presidente Leone in Lussemburgo è stata dedicata interamente alla comunità italiana. Gli italiani sono esattamente un ottavo della popolazione del più piccolo e più industrializzato Stato europeo. Sono operai siderurgici (ventimila circa), muratori (diecimila), artigiani (seimila), ma sono anche professionisti: medici, ingegneri, funzionari della pubblica amministrazione; appartengono in molti casi alla seconda generazione dell'immigrazione. Sono i figli di coloro che scopersero il Lussemburgo all'inizio del secolo scorso come fonte di lavoro e sede stabile per sé e per la propria famiglia.

L'inserimento nel tessuto economico e sociale di un paese, la cui profezione industriale subitanea e massiccia avrebbe rischiato di accentuare incomprensioni e sfruttamento, è invece avvenuto, in modo pressoché indolore. La tradizionale tolleranza dei Nassau, mutuata forse anche dalla consanguineità con gli Orange Nassau olandesi e forgiata su

un modello che fece dei Paesi Bassi un'oasi di equilibrio politico e di ragionevolezza, ha agevolato il flusso migratorio e ne ha determinato il rapido assorbimento. La parte di popolazione immigrata dall'Italia non costituisce più un corpo aggiunto e parallelo, estraneo nella vita privata se non anche nella vita pubblica. La comune auto-classificazione è lussemburghese e l'affermazione diventa tanto più convinta quanto più vecchio e radicato è l'insediamento dall'esterno.

Nessuna sorpresa allora che molti degli italiani siano cittadini lussemburghesi a tutti gli effetti, naturalizzati e persuasi della propria scelta; scelta, che non vuol dire in nessun caso ripudio dell'ingrato paese d'origine, ma riconoscimento verso il paese d'acquisizione e attestazione di una politica sociale che si è servita dei lavoratori stranieri senza passare per i ghetti e lo sfruttamento.

Fra questi italiani dalle due patrie ha trascorso diverse ore il presidente Leone. In mattinata si è recato con la moglie e il ministro degli Esteri Moro a Esch Sur Alzette, nel sud, a una decina di chilometri dalla capitale, città del Lussemburgo e già alla frontiera con la Francia. Un particolare che dà la misura dell'esigua consistenza geografica del paese. A Esch Sur Alzette c'è il più grosso impianto siderurgico, l'«Arbed», risultante da una recente fusione che ne ha fatto il dominatore del settore: il novanta per cento dell'ir era produzione di acciaio, cioè cinque milioni dei cinque milioni e mezzo di tonnellate annue escono dai suoi altifor-

ni. Che cosa significa questa cifra? Significa che il Lussemburgo è al primo posto nel mondo per produzione di acciaio procapite rispetto al numero di abitanti: 15 tonnellate a testa contro per esempio lo 0,7 della Germania Federale, lo 0,6 degli Stati Uniti e lo 0,5 della Francia. Su scala assoluta naturalmente il primato si ridimensiona subito, come è logico data la grandezza e la forza del paese.

Gli stabilimenti occupano ventisettemila operai. Ebbene, oltre la metà di costoro sono italiani. Il presidente Leone li ha salutati con particolare calore fra il fuoco e il fumo delle colate e con particolare calore è stato applaudito. Si è informato dei problemi e, una

Ci sarebbe di che essere soddisfatti. Ma Leone ha voluto egualmente ricordare i propri connazionali e raccomandarli alla sensibilità dell'amministrazione municipale nel discorso tenuto nella sala consiliare di Esch Sur Alzette. Era presente anche il granduca Giovanni. «Signor borgomastro — ha detto — ho visto tanti italiani in Lussemburgo. So che voi li guardate con simpatia. So che li trattate con molta fraternità. Non vi stancate di trattarli con amore. Vi affido questi miei connazionali come un pegno di amicizia fra i nostri popoli».

Cesare De Carlo

LEONE TRA GLI ITALIANI NELLA CITTÀ DELL'ACCIAIO



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Articolo del Carlino di Bologna del 28-X-73

V





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Avvenire*

di *Milano*

del *28-X-73*

SECONDA GIORNATA DEL PRESIDENTE LEONE NEL LUSSEMBURGO

## Incontro con gli italiani

Insieme con Moro ha approfondito i problemi dei lavoratori all'estero

Dal nostro inviato ENZO FERRAIUOLO

LUSSEMBURGO, 27 ottobre

Giornata densa di incontri del presidente Leone con il mondo del lavoro e, in particolare, con la collettività italiana residente nel Lussemburgo. Incontri che hanno assunto, in certi momenti, anche toni commoventi, come ad esempio quando il Capo dello Stato si è recato alle acciaierie Arbed-Belval di Esch-sur-Alzette: una cittadina di trentamila abitanti di cui un terzo sono emigrati italiani. Le acciaierie occupano ventiduemila operai. Di questi, quattromila sono italiani. Ai nostri connazionali vengono riconosciuti gli stessi diritti dei lussemburghesi, quindi non ci sono discriminazioni: gli unici grossi problemi sono, per i lavoratori italiani, gli affitti, piuttosto elevati, e la scuola per i figli.

Per interessamento delle nostre autorità, sono sorte alcune scuole italiane per i figli dei lavoratori. Tolomeo Piersanti, un emigrato pesarese, precisa: « Il numero dei posti, però, è limitato e i bambini che possono accedervi sono considerati dei grandi fortunati. Vorremmo, perciò, che il governo italiano facesse un piccolo sforzo per incrementare queste scuole e permettere che tutti i figli degli emigrati, indistintamente, partecipassero ai corsi che vengono tenuti dagli insegnanti italiani ».

In Lussemburgo operano molti organismi italiani per l'assistenza agli emigrati, tra i quali si distinguono in modo particolare le ACLI e i CAFLI, che sono dei comitati ai quali è affidata l'assistenza scolastica ai bambini dei lavoratori. La collettività italiana, come ci ha informato un funzionario della nostra ambasciata, ha la gestione diretta dei fondi sociali che il governo italiano destina, insieme ai contributi delle autorità lussemburghesi, agli emigrati.

Una critica ricorrente nella numerosa collettività italiana e che sarebbero quasi del tutto inesistenti i rapporti fra l'ambasciata e questi emigrati. « Vorremmo — essi dicono — essere più ascoltati dal nostro ambasciatore sui problemi che interessano tutta la collettività ». L'ambasciatore Roberto Riccardi, interpellato dai giornalisti, ha invece dichiarato: « Non è vero che io mi sia rifiutato di ricevere dei nostri connazionali. Certo, è difficile, se non impossibile, per un ambasciatore come me che non dispone di grandi locali né di

un personale adeguato alle esigenze di una così numerosa comunità, avere contatti quotidiani con migliaia di persone. Posso dire, però, che ogniqualvolta mi è stato chiesto, non ho rifiutato il colloquio ».

Ma, a parte queste note polemiche, c'è il fatto che i quarantamila italiani qui residenti, pur avendo un trattamento che forse è all'avanguardia rispetto a quello di altri Paesi, lamentano l'inadeguatezza di certe iniziative che lasciano irrisolti certi problemi, e proprio per questo si chiede un più incisivo interessamento delle nostre autorità. Il contatto odierno di Leone e di Moro con la realtà in cui vivono i nostri connazionali ha permesso agli statisti italiani di approfondire la conoscenza di questi problemi per i quali hanno assicurato una più attiva presenza delle autorità diplomatiche.

Il viaggio di Leone e di Moro in questi Paesi a forte concentrazione italiana non ha il solo scopo di affrontare i grandi problemi dell'Europa e della sua integrazione politica, ma anche quello di prendere conoscenza diretta di una realtà che è una parte tutt'altro che trascurabile delle comunità dei singoli Paesi nel loro complesso. Del resto, la giornata di oggi, come dicevamo, è stata interamente dedicata a questo fine. Leone e Moro hanno visitato, oltre alle grandi acciaierie Arbed-Belval, lo stabilimento, appartenente allo stesso gruppo, di Esch-sur-Alzette in cui si producono laminati e trafilati.

Il Presidente ha stretto molte mani di operai, ha mostrato molto interesse per i loro problemi, a tutti ha chiesto notizie delle loro famiglie, a tutti ha ripetuto che la costruzione dell'Europa, non soltanto come entità economica, ma come nuova realtà politica comincia qui, in queste fabbriche, in questi grandi complessi siderurgici al cui sviluppo, i nostri lavoratori danno un contributo da tutti riconosciuto ed apprezzato.

Questi sentimenti sono riecheggianti nel discorso che lo stesso Leone ha tenuto nel municipio di Esch-sur-Alzette in risposta al benvenuto che gli è stato dato dal rappresentante del borgomastro, Monsieur Joseph Brebsom. « Quando nel 1942, per opporvi all'oppressione, alla deportazione ed al soffocamento della libertà i vostri operai si sono ribellati, molti vostri cittadini sono caduti martiri della libertà — ha detto. — Ebbene mi consenta, signor borgomastro, un parallelo con cui posso esprimere io l'orgoglio di italiano ed anche di napoletano. Io penso che le quattro giornate di Napoli del settembre 1943 palano riprodurre per molti aspetti l'insurrezione del popolo di Esch-sur-Alzette. Anche lì, a Napoli, la prima fiamma, il primo segno, la prima espressione di ribellione al sopruso venne dalle classi popolari, e poi furono raccolti da tanti altri ». « Ma voglio ricordare soprattutto — ha aggiunto — che come trenta e più anni fa, da noi e da voi furono i lavoratori a dare la scintilla della ribellione all'oppressione e della rivendicazione alla libertà (e ancora una volta sia detto, come mi sforzo ogni giorno di dire io nel mio Paese, che noi rievochiamo questi avvenimenti non per rinnovare odi o rancori ma soltanto come monito, come educativo dato della storia). Anche oggi sono i lavoratori, qui come altrove, i protagonisti del progresso nei rispettivi Paesi, ma soprattutto nella nostra Europa ».

Nella grande piazza, davanti alla sede comunale, c'era una gran folla di madri e di bimbi italiani che agitavano bandierine tricolori. Due bambine, vestite di bianco, hanno offerto un mazzo di rose a donna Vittoria e alla granduchessa Josephine-Charlotte.

Un altro incontro, con una rappresentanza della comunità italiana, infine è avvenuto stasera alla sede dell'ambasciata. C'era, oltre al Presidente, anche il ministro Moro, e anche in quest'occasione il capo dello Stato non si è limitato a un semplice atto formale, a un contatto privo di calore umano. Esaltando la loro opera in terra straniera, ha assicurato che i problemi da essi esposti saranno oggetto di attenta meditazione da parte del Governo italiano per una loro sollecita soluzione. In pratica è stato l'ultimo contatto diretto avuto da Leone col mondo dell'emigrazione italiana prima di lasciare il Lussemburgo. Dopodomani mattina infatti, inizierà l'ultima parte del viaggio che lo porterà insieme a Moro nella capitale belga.





UNA VENA DI XENOFOBIA NELLA CAPITALE DELLA CULTURA SVIZZERA

# Ginevra e la paura di crescere

**Nella loro città i ginevrini sono in minoranza, un terzo degli abitanti viene dagli altri cantoni, un terzo è composto di stranieri - Con il rifiuto di diventare metropoli c'è diffidenza per una grande Europa - Ma esistono anche segni opposti: uno di essi è nel dialogo televisivo con gli italiani immigrati**

Ginevra, 27 ottobre. I vigneti s'arrossano, nitidamente spartiti, sui pendii tra Losanna e Ginevra: il lago è torbido, battuto dal vento forte come la bora. Le passeggiate sono deserte; spiccano superstiti sulle colonnine delle balaustrate i vasi di gerani. Ogni tanto, uno spruzzo di pioggia. I ristoranti e i caffè sulle chiatte sono deserti. Un cartello annuncia una gita, nel porto, ogni dieci minuti; ma non è vero. Non s'imbarca nessuno, anche se promette « lo zampillo più alto del mondo, 120 metri ».

Anche nei cartelli turistici, l'italiano viene al quarto posto, dopo il francese, l'inglese e il tedesco, è prima dello spagnolo e, del giapponese. L'italiano è, soprattutto, la lingua del lavoro, di servizio. Gli immigrati spagnoli, jugoslavi, turchi (i più poveri e sperperati), per poter comunicare con la maggioranza della mano d'opera, che è italiana, imparano prima la nostra lingua, con variazioni. Ginevra, che è sempre (anche se, a volte, trema) l'occhio della Svizzera sull'Europa, è stata nei secoli « città refuge ». La comunità italiana, già a Calvino era apparso: « Un gregge veramente eletto, dove si vede il fiore d'Italia ». Vengono, nel tem-

po, in mente i nomi di Giordano Bruno e di Mazzini, di Vilfredo Pareto, di Guglielmo Ferrero e di Luigi Einaudi, delle molte intelligenze che, specialmente negli anni della guerra, trovarono qui ospitalità.

## Città scomoda

Oggi, la bellissima città internazionale è scomoda e cara anche per i ginevrini. E' la capitale di un « Hinterland » non nazionale, il centro culturale della Svizzera romana e della Francia vicina. Ne parlano come di un contado. Certo, i « Rencontres » sono un po' scaduti; i temi diventavano sempre più vaghi, e le partecipazioni meno qualificanti. Nel 1948, per l'incontro sull'arte moderna, intervennero Herbert Read, Jean Cassou, Gabriel Marcel, Elio Vittorini. Ginevra avrebbe potuto esporre il palazzo progettato da Le Corbusier (che si chiamava Janneret: il cognome compare nelle insegne di molti negozi), ma lo bocciarono, perché troppo avanzato. La vita culturale è influenzata dalla politica; le ultime occasioni si chiamano Mendès-France e Mitterrand. Dopo Ramuz, morto nel 1947, cantore delle virtù della piccola gente, la regione non ha

uno scrittore di grande spicco. In questo momento, è vivace il cinema, per merito di alcuni cineasti indipendenti, guidati da Alain Tanner (li hanno definiti « la banda Tanner »). Tanner che lavora alla televisione nel grattacielo di alluminio in vista del fiume, ha detto: « Ci avviciniamo a una soluzione per filmare la Svizzera dietro le sue tende ». Quelle ginevrine sono chiu-se e orgogliose. Nel triangolo fra Ginevra, Losanna e Montreux risiedono, dietro cancellate altissime e parchi verdissimi, più di mille milionari in franchi svizzeri, da Charlot a Simenon e a Piccard. Le banche comprano spazio, vistosamente; anche due o tre nello stesso isolato, spesso a fianco di una chiesa. La gente si entusiasma per i punti legati alle vendite, e ai referendum, anche se troppi motivi futili, come la nomina del cantoniere, hanno un po' logorato la maestà dell'istituto.

Ginevra s'è mantenuta neutrale sul progetto per il finanziamento dei partiti politici. Un giornale ha ripreso, dall'area araba, una voce per una conferenza della pace, a Ginevra, naturalmente. Ma ha dovuto concludere che è prematura. Ogni casa nuova deve essere dotata di un

refugio atomico; porte blindate, scorte, il depuratore. Per i primi cinque anni di residenza, non si può comprare una casa, comunque. Per controllare il rischio che fondi liquidi eccessivi mettesero in crisi le banche, era stata istituita la tassa dell'interesse negativo sui capitali depositati, dell'otto per cento. Cioè si pagavano, non si riscuotevano interessi. Da quindici giorni, è stata abolita.

## Rialzo dei prezzi

Nella loro città, i ginevrini sono in minoranza: un terzo di loro, un terzo di svizzeri di altri cantoni, un terzo di stranieri, operai e funzionari, che creano dei problemi. I funzionari degli organismi internazionali incrementano il rialzo dei prezzi, e la crisi degli alloggi. Hanno stipendi, sempre piuttosto alti anche per le trasferte, esenti da tasse. Consumano, ma non concorrono alle spese di gestione urbana.

Anche da queste ragioni concrete nasce il malessere, per niente oscuro, dei ginevrini verso gli stranieri. Non vogliono che la città diventi una metropoli; vogliono che resti a misura d'uomo, per meglio controllarla. Anche il governo centrale vigila per-

ché economicamente, e socialmente, Ginevra non si surriscaldi. Anche l'idea della grande Europa, con la sua forza centrifuga, pur nell'illustre contesto storico che si sa, allarma.

Però, quasi contemporaneamente all'elezione dei dieci deputati nazionalisti e conservatori, puritani e xenofobi, si è verificato un avvenimento insolito, per la prima volta al mondo. La televisione svizzera è stata messa a disposizione di un franco dibattito fra lavoratori italiani, per oltre un'ora. I nostri immigrati hanno parlato in francese a « Table ouverte », senza complessi, della loro condizione di italiani in Svizzera. Il dialogo s'è dimostrato possibile, con due immagini veritiere di fronte; non l'Italia balneare, della Riviera adriatica, e non la Svizzera degli orologi e del cioccolato. I nostri hanno fatto bella figura: « con cortesia e diplomazia, con molta dignità, anziché », ha commentato la Tribune del giorno dopo. Sulle pareti della sala del circolo di Saint-Imier, si sarebbe potuto scrivere una proposta di Calvino: « Vera libertà è dunque quando non re-chiamo danno a chicchessia ».

Alberico Sala





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I e II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*L'Unità*

di *Roma*

del *28-X-73*

**Fermati al confine quaranta lavoratori napoletani**

## Camuffati come turisti per emigrare clandestini

Dalla zona di Pompei alla regione della Mosella - L'ingenua risposta di uno di loro ha smascherato il traffico

COMO, 27

Sul direttissimo Milano-Basilea, nella giornata di venerdì, quarantuno persone stavano per essere « trasportate », via Chiasso, in Francia senza regolari contratti di lavoro.

Durante i normali controlli dei passaporti, l'appuntato dei carabinieri, Pietro Feo, notava che i passeggeri provenivano tutti dalla stessa località. Insospettito o forse semplicemente incuriosito chiedeva i motivi del loro viaggio e uno tranquillamente rispondeva che si stavano trasferendo in Francia, precisamente nella regione della Mosella, per lavorare.

Alla richiesta dei regolari contratti di lavoro, i quarantuno passeggeri dichiaravano di esserne sprovvisti ma aggiungevano che il lavoro era stato loro assicurato da alcuni intermediari che li avevano reclutati girando di piazza in piazza a Napoli, a Ercolano, a Pompei, nelle frazioni della città partenopea e in alcuni sobborghi.

Il carabiniere a questo punto disponeva il loro « blocco » alla stazione di frontiera di Como S. Giovanni e li faceva scendere dal treno.

Con loro viaggiavano i due « accompagnatori », in seguito identificati nel 40enne Jean Marie Rische residente a Zoufftgen (Mosella) e nel

35enne Giuseppe Mezzatesta, nativo di Santa Cristina Aspromonte (Reggio Calabria) e residente in Francia. I quarantuno operai, tra i quali molti giovanissimi, erano stati irretiti con promesse allettanti, si era loro garantito uno stipendio mensile pari a 175.000 lire (35.000 delle quali sarebbero andate direttamente al lavoratore e il rimanente « rimesso » alla famiglia) e vitto e alloggio gratis.

Il loro fermo a Como S. Giovanni ha forse messo fine ad un sogno di lavoro, sia pur in condizioni di rapina, ma ha dato a loro la possibilità di uscire da una delle peggiori trappole in cui ormai da anni lavoratori del Sud cadono per necessità di sopravvivenza.

Il gruppo era partito come un normale gruppo di turisti da Napoli la notte di giovedì. Ma perchè avevano accettato questa condizione di clandestinità? Perchè non erano passati attraverso i normali canali dell'emigrazione? Domanda che, scesi dal treno della « speranza », molti di loro si sono posti e alla quale sapevano dare solo una risposta: il bisogno urgente di lavorare.

Sono stati assistiti dall'ECA di Como che aveva provveduto ad organizzare il loro alloggio in città presso alcuni alberghi e a fornirli di

buoni pasto per recarsi presso un ristorante convenzionato.

Quel che di più grave emerge da questa vicenda è che ancora una volta i responsabili di tali azioni, che ricordano molto da vicino quelle dei negrieri, riescono a non pagare il prezzo del loro crimine consumato contro uomini che, spinti dalla necessità, si trovano costretti a ipotecare la loro vita nelle mani di individui senza scrupoli. I due « accompagnatori » fermati nella giornata di venerdì, dopo alcune formalità sono subito stati rilasciati. E' questa una decisione che non riusciamo a capire, la gravità del fatto avrebbe dovuto quantomeno determinare un loro fermo.

Alcuni degli operai napoletani risolutamente hanno affermato di non poter più tornare indietro e si ponevano quindi con angoscia il problema della loro sopravvivenza.

E' un dramma questo che le autorità non solo locali devono risolvere evitando il solito riepilogo assistenziale e caritatevole ma affrontando una volta per tutte questa grossa piaga che da tempo arricchisce uomini senza scrupoli.

**Sergio Masciadri**





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Popolo* di *Roma* del *28-X-73*

## Incontro di Granelli per gli emigrati in Francia

Milano, 27 ottobre

Il sottosegretario agli Esteri, on. Luigi Granelli, ha ricevuto, in Prefettura, M. Pierre Demon-dion, Direttore dell'Ufficio d'immigrazione di Parigi, assistito da M. Devassai, capo della missione francese a Milano, per un esame dei diversi problemi riguardanti l'emigrazione italiana verso la Francia. L'incontro ha messo in risalto la reciproca volontà di migliorare le relazioni italo-francesi in materia di emigrazione e nel campo della politica sociale europea.

Nel pomeriggio, il sottosegretario Granelli ha partecipato alla Fiera, ad una tavola rotonda in apertura della Mostra fotografica dedicata all'«Altra Italia».

«Sin dai tempi dell'unità e del primo 900 — ha rilevato — la prosperità economica italiana è stata pagata con un esodo di massa di emigranti, specie meridionali, costretti a cercare altrove lavoro. Il fenomeno è oggi attenuato, ma persiste ed è per questo — ha concluso Granelli — che una più adeguata politica dell'emigrazione deve essere collegata ad una effettiva programmazione economica che punti sul pieno impiego e sulla industrializzazione del Mezzogiorno».





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Agence "Europe" di Bruxelles del 29-X-73

LE CONSEIL POURRAIT TENIR UNE SESSION DE DEUX JOURS, LES 11 ET 12 DECEMBRE, SUR LA MISE EN ROUTE DU PROGRAMME SOCIAL

BRUXELLES (EU), lundi 29 octobre 1973 - La date des 11 et 12 décembre prochains serait actuellement envisagée pour la convocation d'un conseil "social". Au cours de cette session de deux jours, il s'agirait d'approuver la résolution présentée par la Commission la semaine dernière sur la mise en route du programme social voulu par le Sommet de Paris et sur lequel des décisions de principe doivent intervenir avant la fin de l'année.

Dans ce contexte, il semble que le Parlement européen aurait accepté, suite aux pressions des autres institutions, de débattre de ce programme au cours de sa session de novembre, malgré le peu de temps qui lui reste pour la préparation de ce dossier et un ordre du jour déjà particulièrement chargé : budget, politique régionale, intervention du Chancelier Brandt (le mardi 13 en fin de matinée), la politique régionale, les transports etc... EUROPE reviendra sur cet aspect.

\*\*\* Le Comité de développement économique de l'industrie électronique britannique demande aux entreprises électroniques établies en Grande-Bretagne de renforcer leur activité européenne, afin d'accroître la capacité de l'Europe de résister aux importations étrangères. En outre, des liens établis sur une base commerciale, hâteraient la suppression des obstacles aux échanges (autres que tarifaires) qui sont surtout importants dans le domaine de l'équipement industriel.

mo





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agence "Europe" di Bruxelles del 29-X-73

LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL FORMULE DES RESERVES SUR LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION SUR LA LIBERTE D'ETABLISSEMENT DES PHARMACIENS

BRUXELLES (EU), lundi 29 octobre 1973 - C'est avec six voix contre huit abstentions que la session plénière du Comité économique et social a adopté son avis sur les propositions de directives visant à réaliser la liberté d'établissement et la libre prestation de service pour la profession de pharmacien (voir EUROPE du 27 octobre).

Le Comité se demande d'une façon générale si les propositions de la Commission visant à régler la répartition géographique des officines tiennent suffisamment compte de la situation existant dans les nouveaux pays membres de la CEE. En outre, le Comité attire l'attention sur la diversité des dispositions nationales régissant cette manière. Ces dispositions semblent donner satisfaction dans les pays membres où elles sont appliquées. Au cas où une harmonisation des législations des pays membres serait entreprise, elle devrait être progressive, pour éviter des problèmes sociaux. La Commission a aussi eu tort, estime le CES, de baser ses propositions sur la supposition que les officines sont toujours gérées par des personnes physiques. En effet, dans plusieurs Etats membres les officines sont gérées par des sociétés anonymes, coopératives ou mutualistes. Le Comité propose donc de mettre en place un système qui garantit l'existence des différentes formes juridiques, dans les pays où elles sont déjà en vigueur. La solution proposée par la Commission exige en outre l'inaccessibilité d'implantation. Selon l'avis du CES, cette mesure pourrait léser les pharmaciens établis dans les pays membres où la liberté d'implantation est en vigueur et par conséquent les règles de concurrence ne sont pas modifiées. Le Comité propose, donc, que l'autorisation d'implantation ne serait transmissible, sauf cas de force majeure, qu'au plus tôt cinq ans après, qu'elle ait été accordée.

pl





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Tempo*

di *Roma*

del *30-X-23*

## Strangola la giovane moglie in Germania e torna in auto con i due figli in Puglia

**L'uxoricida si è costituito ai carabinieri - Era convinto che la donna lo tradisse dopo il trasferimento della famiglia a Stoccarda - L'ultimo litigio s'è concluso tragicamente**

San Severo, 29 ottobre  
Dramma della gelosia nella famiglia di un emigrato italiano in Germania. Ne è rimasta vittima una giovane sposa, la ventiseienne Anna Maria Comes, di S. Severo, moglie del trentottenne Giovanni Tartaglia, da Chieuti, e madre di due bambini. Trasferitasi in Germania, la famiglia aveva preso domicilio in un piccolo centro industriale nelle vicinanze di Stoccarda, a St. Georgen, al n. 14 della Schwazzastrasse. Per la donna l'esistenza si è subito trasformata in un inferno a causa delle scenate del marito

convinto che la moglie lo tradisse. Il dramma è scoppiato la notte del 26 ottobre scorso. In un raptus omicida, il Tartaglia ha tentato di strangolare la donna che è riuscita però a divincolarsi: il marito l'ha poi raggiunta sul letto e, premendole un cuscino sulla bocca e sul naso, ne ha provocato la morte per asfissia. Compiuto il crimine, Giovanni Tartaglia, caricati i figlioli e le sue cose sull'auto di sua proprietà, ha preso la via dell'Italia, dirigendosi al paese natio Chieuti, nell'alto Tavoliere, dove è giunto la notte tra sabato e domenica

scorsi. Scoperto il delitto, la polizia federale tedesca ne informava il comando generale dell'Arma e quindi i comandi periferici, perché si provvedesse al fermo dell'uxoricida, fermo che è stato operato dai carabinieri di Serracapriola, ai quali il Tartaglia ha confessato il suo delitto. Dichiarato in arresto, il Tartaglia è stato tradotto nelle carceri mandamentali di San Severo, a disposizione dell'Autorità giudiziaria italiana, competente a giudicarlo secondo la legge penale italiana ai sensi del primo comma dell'art. 9 del Codice Penale.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

LA STAMPA di Torino del 30.10.73

## "Gazzetta dello Sport" si stampa anche in Belgio

Il primo numero è stato presentato al Presidente Leone

(Dal nostro corrispondente)

Bruxelles, 29 ottobre.

(r. p.) Proprio il giorno in cui il Presidente Leone è giunto a Bruxelles, è stata pubblicata in Belgio la prima edizione in lingua italiana della *Gazzetta dello Sport*, in forma concisa. L'edizione belga del glorioso quotidiano sportivo è stata realizzata in collaborazione con il giornale *La Meuse-Lanterne*, che ha sede a Liegi e vende circa 230 mila copie.

La «Gazzetta» occupa due pagine de *La Meuse-Lanterne* e riferisce le cronache delle partite di calcio italiane. Per i due giornali è stato un esperimento pienamente riuscito: mezz'ora dopo la fine delle gare di campionato, le cronache sono state trasmesse a Liegi per *telex* e inserite nell'ordinatore elettronico perché fossero composte dalle *linotypes*. Contemporaneamente, sono arrivate le telefoto.

Il dottor Remo Griglié, direttore generale della *Gazzetta dello Sport*, e il direttore de *La Meuse-Lanterne*, signor Paul Gabrielle, hanno poi designato le pagine e preparato i titoli. Alle 20,30 tutto era finito e il giornale era in vendita poco dopo.

In Belgio vivono 250 mila italiani e la *Gazzetta dello Sport* rappresenta per loro un mezzo per tenersi in contatto con l'Italia, non solo in termini sportivi.

Stasera, il dottor Griglié ha presentato, al palazzo reale, una copia del giornale al presidente Leone. Ha detto: «Ho l'onore di consegnarle la prima copia, uscita stanotte dalle rotative di Liegi, di un giornale nuovissimo: il primo giornale europeo nato dalla collaborazione de *La Meuse-Lanterne* con la *Gazzetta dello Sport*. Il campionato di calcio in Italia non è soltanto un fatto sportivo, ma un avvenimento sociale cui partecipa con entusiasmo gran parte della nazione, tanto da determinare una specie di lessico familiare. Perciò, stabilendo

un contatto immediato con gli italiani residenti in Belgio, noi riteniamo — con un briciolo di immodestia — di aver compiuto qualcosa di più di una innovazione giornalistica tecnicamente ardua».

Il Capo dello Stato ha risposto con parole di lode per l'iniziativa italo-belga.





II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Avvenire di Milano del 30-X-73

A LISBONA NEL 1975 UN NUOVO INCONTRO SUI PROBLEMI OPERAI

Azione pastorale e assistenza ai lavoratori

L'evangelizzazione degli emigrati e le comunità locali di SILVANO STRACCA

Un nuovo « colloquio » europeo sulla pastorale del mondo del lavoro si svolgerà a Lisbona nel 1975. La decisione è stata presa a Ginevra dai delegati del « gruppo di coordinamento » costituito tra quanti, in ogni paese, seppur in maniera diversa, sono impegnati nell'evangelizzazione dei lavoratori. Un orientamento in tal senso s'era manifestato già a conclusione del « colloquio » di Roma, che aveva riunito, nell'ottobre del '72, vescovi, sacerdoti, religiose e laici di undici nazioni. Unanime era stato il giudizio positivo dei partecipanti sull'incontro, il terzo a livello continentale dopo quelli di Tournai nel 1961 e di Parigi nel 1969. Di qui la richiesta che al « colloquio » romano fosse dato un seguito. Al di là di differenze dovute soprattutto alla diversità di mentalità e di metodi di lavoro, s'erano riscontrate allora convergenze di cui la pastorale non può non tener conto. Giorno per giorno, s'era visto come i lavoratori europei vadano scoprendo nuove solidarietà, che trascendono le frontiere dei rispettivi paesi. Di fronte al fenomeno dell'emigrazione, allo sviluppo delle imprese multinazionali; al crescente potere degli organismi commerciali e industriali, s'era visto come essi si sentano indotti ad organizzarsi, incontrarsi, confrontarsi. Allo stesso tempo, dal « colloquio » di Roma, era emerso come gli operai siano dovunque chiamati a vivere il Cristo nella Chiesa in tutte le dimensioni della loro vita, e l'Europa è una Chiesa.

L'incontro di Lisbona, il cui punto di partenza saranno le condizioni reali dei lavoratori, segnerà, dunque, una

tappa importante nella ricerca apostolica di coloro che condividono le aspirazioni del mondo operaio e il suo disegno di giustizia. Una missione essenzialmente di ascolto e di dialogo, di comunione e di partecipazione, di servizio. Una missione che si propone di sensibilizzare gli altri membri della comunità cristiana e si preoccupa di far nascere autenticamente la Chiesa nel mondo operaio. Affinché esso possa esprimersi con la sua cultura originale, come sottolinea Paolo VI nel '72, ma senza formare una Chiesa a parte, perché uno solo è il popolo di Dio.

La preparazione all'incontro del 1975 sarà curata particolarmente da un esecutivo ristretto, designato nella riunione di Ginevra e composto da un italiano (don Fernando Charrier, segretario del gruppo sacerdotale nazionale per la pastorale del lavoro), uno

spagnolo, un tedesco e un francese, nonché dai rappresentanti dei tre movimenti laicali a carattere europeo: MIDADE, JOC, MMT. Il colloquio di Lisbona — la scelta per le condizioni in cui si trova il movimento operaio in Portogallo, della capitale portoghese come sede non è priva di significato — sarà comunque preceduta da una nuova riunione del « gruppo di coordinamento », già fissata a Marsiglia. La decisione di tenere questa riunione nella città francese è stata dettata dal desiderio di uno stretto contatto con il consiglio delle conferenze episcopali europee, di cui è appunto presidente l'arcivescovo di Marsiglia, monsignor Etchegaray. Si tratta di trovare e realizzare opportuni raccordi negli sforzi e nella iniziative con cui dappertutto si cerca una risposta al distacco fra Chiesa e classe operaia. « Una azione isolata delle conferenze episcopali — rilevava giu-

stamente il vescovo di Terni, monsignor Quadri, in occasione del « colloquio » di Roma — risulterebbe qualcosa di estraneo ad un tempo in cui la realtà operaia, a tutti i livelli, è in via di unificazione sul piano europeo ».

Proprio dalla considerazione che in più paesi si presentano le stesse situazioni, è stata prospettata a Ginevra l'utilità di affrontare tali problemi in riunioni circoscritte ai rappresentanti delle nazioni direttamente interessate. Per esempio, Italia, Francia e Spagna per le « multinazionali »; o Italia e Spagna per l'emigrazione in Germania e Svizzera, ecc. Contemporaneamente è stato deciso di intensificare, attraverso il comitato esecutivo, l'azione di scambio e di confronto di esperienze, di verifica di quanto già viene fatto dalla Chiesa per la pastorale del mondo del lavoro, di presentazione alle varie chiese locali della dimensione internazionale dei problemi, di denuncia delle ingiustizie per adempiere così alla missione profetica della Chiesa.

In questo quadro generale di sensibilizzazione della Chiesa a tutti i livelli va visto il compito affidato all'esecutivo di preparare un documento sui valori essenziali del mondo del lavoro. Il documento verrà presentato alla segreteria del Sinodo come contributo europeo alla riflessione dei vescovi che, nell'ottobre del '74, dovranno affrontare il tema dell'evangelizzazione del mondo contemporaneo, di cui i lavoratori rappresentano una parte così rilevante. Il documento vuol integrare quanto, al riguardo, si dice nello schema preparatorio, ormai all'esame di tutti gli episcopati. In esso confluiranno gli apporti dei diversi gruppi nazionali, già all'opera come quello italiano, per fornire un'ulteriore valida base alla preparazione dei propri vescovi all'assise sinodale.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

ROMA

di Napoli del 30-10-73

Ritaglio dal Giornale

## LA DOLOROSA ESPERIENZA DI OPERAI E CONTADINI

# Rovinati dal regime di Allende rimpatriano 47 lavoratori italiani

Una storia di crescenti umiliazioni e difficoltà, di intollerabili angherie subite, nelle dichiarazioni dei connazionali giunti domenica, con una motonave, a Genova

(Nostro servizio particolare)

GENOVA, 30

Grossa sorpresa, ieri sera, per i cronisti che si sono recati a bordo della motonave « Giuseppe Verdi », della società « Italia » giunta dal Cile. E' il primo transatlantico di linea che sia partito da Valparaiso dopo il « golpe » dei generali e tutti pensavano che l'unica persona interessante da avvicinare ed intervistare, a bordo, fosse Bartolomeo Vaccarezza, l'italiano espulso dai generali perché comunista.

Sabato scorso, un cronista genovese, mandato in « avanscoperta » dal massimo quotidiano della città a Cannes prima tappa europea della motonave « Verdi », era salito a bordo ed aveva intervistato il Vaccarezza, ma si era ben guardato dal dare notizia che, a bordo della nave, viaggiavano altri quarantasette italiani non espulsi dai generali, ma costretti a lasciare il Cile, « perché — come essi hanno dichiarato — la vita, sotto Allende, era diventata impossibile ».

Quale non è stata poi, la sorpresa dei cronisti, all'arrivo, ieri sera, della Verdi a Genova, nell'apprendere che questi 47 « profughi » non sono affatto « momios », cioè borghesi dei quartieri alti di

Santiago, bensì contadini e operai che, in tre anni di dittatura comunista, hanno perduto ogni loro avere, hanno visto distrutta un'intera esistenza ed ora tornano, senza un soldo e completamente rovinati, nella terra che lasciarono venti o trent'anni fa.

Il Vaccarezza, originario di Chiavari, non ha rilasciato alcuna dichiarazione. Ciò è comprensibile se si pensa che egli ha lasciato in Cile la moglie e due figli e teme che sue dichiarazioni contro i generali possano avere conseguenze per i suoi cari. Del resto, non aveva dichiarato proprio nulla nemmeno al succitato cronista « in avanscoperta », il quale, dai suoi silenzi, aveva ritenuto di poter arguire sconvolgenti retroscena di torture e violenze ai suoi danni ad opera dei generali. Per la cronaca, il Vaccarezza è stato espulso perché — così affermano i generali, mentre l'interessato smentisce — nel bar che gestiva a Santiago sono state trovate armi che — sempre secondo la polizia cilena — avrebbero dovuto servire ai guerriglieri di sinistra.

Le maledizioni e le accuse contro il defunto governo comunista cileni di « Unità popolare » si sprecano invece tra i quarantasette italiani

che, raccolte le loro poche cose e rapinati del grosso dei loro averi dagli « interventores » di Allende, avevano deciso di fare mestamente ritorno in Italia prima del « golpe » ed avevano pertanto prenotato il posto sulla « Verdi ». Pochi giorni prima che la nave partisse da Valparaiso, Allende era stato rovesciato e i generali avevano preso il potere.

« Ma ormai — spiega uno dei 47 italiani — era troppo tardi per fare marcia indietro. Ormai, per noi, il Cile era diventato una terra inospitale, la nostra vita laggiù una esperienza da dimenticare ».

— Ma non avreste potuto soprassedere? — è stato chiesto loro — probabilmente i generali vi avrebbero restituito le terre e il lavoro che i comunisti vi avevano strappato e rapinato.

« Sì — è stata la risposta di uno di loro: — forse è così, forse abbiamo sbagliato. Ma come potevamo decidere in così poco tempo, in un clima di incertezze e di incognite per il futuro come quello che esisteva in Cile quando siamo partiti? Ora, probabilmente, leggeremo sui giornali che laggiù la situazione si è normalizzata, che i generali hanno riportato l'ordine e la disciplina in un paese che per tre anni è stato in preda al caos e agli estremisti. Ma per noi, ormai, il male è stato fatto ».

Particolarmente penosa l'esperienza di Giorgio Divina, di Borgo Valsugana, emigrato a Santiago 21 anni fa. « Ero frigorista in uno stabilimento — ha detto — non si poteva più vivere. Quel che guadagnavo non bastava neppure per comperare il pane. Il paese era paralizzato, in fabbrica comandavano i più fanatici estremisti ».

« Tra i « profughi », un gruppo di venti persone, tra uomini, donne e bambini. Sono le famiglie di tre fratelli. Parla uno per tutti, Carlo Baldassarri, di 37 anni, da Runno (Trento), uno dei tre fratelli: « Siamo contadini. Avevamo alcuni ettari di terra. Abbiamo perso tutto. Io ero in Cile dal 1951. I comunisti ci hanno reso la vita impossibile. Ci accusavano di essere latifondisti. Abbiamo lasciato laggiù anche le macchine per lavorare la terra. Sotto Allende, la vita era impossibile. Il vecchio, grande ed ospitale Cile che ci aveva accolti come lavoratori onesti e seri, non lo rioscevamo più ».

— Che farete, adesso?, è stato chiesto a Carlo Baldassarri.

« Abbiamo bisogno di essere aiutati, abbiamo bisogno di trovare solidarietà e comprensione nella nostra terra, il Trentino. Speriamo di rifarci una vita coltivando nuova terra tra le nostre montagne ».

Ecco, queste sono le povere, dimesse dichiarazioni di 47 italiani che evidentemente, per il grande giornale genovese del mattino, laico, democratico, antifascista e soprattutto obiettivo, « non fanno notizia ».

Luciano Garibaldi





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Tempo*

di

*Roma*

del

*30-X-73*

## Emigranti italiani tornano dal Cile «La politica di Allende: una rovina»

Si tratta di coltivatori originari del Trentino sbarcati ieri a Genova - Negativi giudizi sul governo di «Unidad Popular» - Tra i profughi un barista accusato di detenere armi

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE  
Genova, 29 ottobre

Quarantasette italiani ridotti sul lastrico nel Cile dalla politica del governo Allende sono giunti a Genova a bordo della motonave «Verdi», che si è ormeggiata a Ponte dei Mille, alla stazione marittima. Si tratta soprattutto di agricoltori e operai specializzati, i quali, durante il governo retto da Unidad Popular hanno perso tutto e si sono trovati costretti a tornare a casa per ricominciare daccapo. L'unico «espulso» che viaggiava con loro era il chiavarese Bartolomeo Vaccarezza. Gestiva un bar a Santiago e nel suo locale sarebbero state trovate armi che, dicono i generali cileni, sarebbero state destinate a guerriglieri di sinistra.

Ad attendere il Vaccarezza c'erano il vecchio padre e molti amici. Vaccarezza, per evidenti motivi (tra l'altro a

Santiago ha lasciato moglie e figlie) non ha voluto fare dichiarazioni ai giornalisti. Tutti gli altri, invece, sono stati molto loquaci e non hanno risparmiato critiche alle linee di politica economica seguite dal governo di Unità popolare. Da rilevare che essi avevano deciso di partire e avevano prenotato il posto sulla «Verdi» prima del golpe dei generali.

«Non avreste potuto soprassedere?» è stato chiesto loro.

Hanno risposto: «Forse abbiamo sbagliato. Ma come potevamo decidere in così poco tempo in un clima di incertezze e di incognite per il futuro, come quello che esisteva in Cile quando siamo partiti? Ora probabilmente leggeremo sui giornali che laggiù la situazione va cambiando. Ma per noi, ormai, il male era stato fatto». Penosa l'esperienza di Giorgio Divina, di Borgo Valsugana, emigrato a Santiago 21 anni or sono. «Ero frigorista in uno stabilimento — ha dichiarato — ma non si poteva più vivere. Quello che guadagnavo, non bastava neppure per acquistare il pane. Il Cile era paralizzato e in fabbrica comandavano i più fanatici estremisti».

Tra i «profughi», un gruppo di una ventina di persone tra uomini, donne e bambini. Sono le famiglie di tre fratelli. Parla uno per tutti: Carlo Baldassarri, di 37 anni, da Runno, in provincia di Tren-

to: «Siamo contadini. Avevamo alcuni ettari di terra. Abbiamo perso tutto. Io ero in Cile dal 1951. I comunisti ci hanno reso la vita impossibile. Ci accusavano di essere latifondisti. Abbiamo lasciato laggiù anche le macchine per lavorare la terra. Sotto Allende la vita era pazzesca. Il vecchio, grande e ospitale Cile, che ci aveva accolti come lavoratori onesti e seri, non lo riconoscevamo più».

Sul futuro, Carlo Baldassarri ha qualche perplessità, ma anche molta fiducia: «Abbiamo bisogno di essere aiutati, abbiamo bisogno di trovare solidarietà e comprensione nella nostra terra, il Trentino. Speriamo di rifarci una vita, coltivando una nuova terra tra le nostre montagne».

Ad accogliere i 47 connazionali giunti dal Cile erano funzionari della Regione Trentino-Alto Adige e dell'Ufficio emigrazione sia di Genova sia di Trento.

GUIDO MARIOTTI





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Corriere della Sera* di *Milano* del *30-X-73*

## ULTIMA TAPPA DEL VIAGGIO PRESIDENZIALE NEL BENELUX

# Leone ha ricordato a Bruxelles i «padri dell'Europa» De Gasperi e Spaak

Il capo dello Stato e la consorte ricevuti alla stazione ferroviaria da re Baldovino e da Fabiola - Belgio e Italia favorevoli alla politica regionale per lo sviluppo delle zone depresse - Previsti due incontri con i nostri connazionali

DAL NOSTRO CORISPONDENTE

Bruxelles, 29 ottobre.

Il grido isolato di un nazionalista fiammingo, «Vive le roi», ha salutato l'ingresso di re Baldovino e della regina Fabiola nella Stazione centrale di Bruxelles, dieci minuti prima dell'arrivo del treno che portava in Belgio, dal Lussemburgo, Giovanni Leone, il presidente della Repubblica italiana. Poco dopo il convoglio presidenziale entrava in stazione. La banda della gendarmeria nazionale suonava l'inno di Mameli.

### Scopo preciso

Cominciava così, dopo quella in Olanda e nel Lussemburgo, la terza visita di Leone («L'uomo dai contatti umani» come ha scritto ieri *Le Soir*, il più diffuso quotidiano belga) nel Benelux. Non a caso la visita si conclude a Bruxelles, la capitale dell'Europa comunitaria. Non a caso, perché quelle di Leone non sono state semplici visite di cortesia, sull'onda di un vecchio gioco diplomatico. Al contrario esse avevano uno scopo preciso: quello di rilanciare in Italia l'Europa, una costruzione troppo spesso frenata dagli egoismi nazionali.

E all'Europa — subito dopo aver ricordato i suoi padri fondatori, De Gasperi e Spaak — Leone si è richiamato quando, al termine del pranzo offerto a palazzo Reale da Baldovino e Fabiola, ha letto il brindisi di rito «Noi vogliamo — ha detto — una Europa veramente unita, che risponda alla nostra concezio-

ne democratica, agli interessi economici, alle esigenze di difesa dei nostri popoli: è un compito storico che abbiamo affrontato assieme con consapevole decisione».

A Leone è stata poi consegnata la prima copia della «Gazzetta dello sport», in edizione-sintesi, stampata presso il giornale «La Meuse» di Liegi. I testi preparati dalla redazione della «Gazzetta», sono stati teletrasmissi a cura della Radiostampa da Milano a Liegi e automaticamente inseriti in un elaboratore elettronico collegato alle linotypes. Le migliaia di italiani residenti in Belgio e Lussemburgo potranno così conoscere, il lunedì mattina, le cronache dei nostri avvenimenti sportivi in forte anticipo rispetto all'arrivo normale dei giornali italiani sportivi per aereo o per treno.

Nel pomeriggio si sono svolti i colloqui politici. Prima fra Leone, Moro, il primo ministro Leburton, il ministro degli esteri Van Elande; successivamente a due, soltanto tra i ministri degli esteri. I temi trattati sono stati i soliti: la crisi in Medio Oriente, la conferenza per la sicurezza e la cooperazione europea, i negoziati di Ginevra per la riduzione delle forze, la distensione tra Est e Ovest, gli impegni comunitari e in particolare le scadenze fissate dal vertice di Parigi, tra cui la politica regionale.

Sul Medio Oriente le due delegazioni hanno convenuto che l'Europa dei Nove, durante il periodo caldo della crisi, avrebbe potuto inserirsi con maggiore autorità nel contesto internazionale, se non altro per non lasciare il campo libero soltanto alla diplomazia delle superpotenze.

### Declino vallone

Sia il Belgio che l'Italia (come del resto anche l'Olanda e la Danimarca) hanno riaffermato la disponibilità per un proprio contributo alla costituenda forza militare dell'ONU, che dovrà garantire la tregua in atto tra Israele ed i paesi arabi.

Quanto alla politica regionale, quel piano cioè di incentivi che dovrebbe realizzarsi in sede CEE per aiutare lo sviluppo delle zone depresse dell'Europa, il Belgio si è mostrato favorevole. Questo Paese del resto è interessato, sia pure in modo ridotto, a questa nuova forma di solidarietà: il declino economico della Vallonia non

è certo paragonabile al Mezzogiorno d'Italia, ma è pur sempre una piaga che la Comunità europea dovrà contribuire a sanare.

Sul piano bilaterale tra Italia e Belgio non ci sono grandi temi da discutere: gli scambi commerciali sono discreti (c'è un saldo attivo da parte del Belgio di circa 20 miliardi di lire nel 1972) i rapporti culturali buoni, la intesa tra le due diplomazie è senza equivoci.

Qui in Belgio, anche se di miniere non ce ne sono più tante, vivono trecentomila italiani, quasi il quattro per

cento della popolazione, e il loro inserimento nella struttura sociale ed economica del paese è riuscito — almeno dicono così — «senza traumi o disuguaglianze macroscopiche».

Leone si incontrerà con la comunità italiana due volte, domani a Bruxelles e mercoledì a Liegi quando, prima di ripartire per l'Italia, si recherà a visitare le Acciaierie Cockerill, dove lavorano molti dei nostri connazionali.

La stampa locale ha dato un certo rilievo alla visita del presidente italiano. Tutti i giornali ne hanno ampiamen-

te parlato. La Libre Belgique, un quotidiano di ispirazione cattolica, stamane pubblicava in prima pagina un servizio impostato sul «significato europeo» del viaggio di Giovanni Leone nei tre paesi del Benelux.

Nelle pagine interne inoltre si leggeva un profilo del capo dello Stato pieno di attestazioni di stima e di simpatia. La televisione belga sta mandando in onda, una ogni sera, dei brevi servizi (tre minuti) sull'Italia e sulla visita di Leone in Belgio.

Arturo Guatelli





RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **LA STAMPA** di **Torino** del **30.10.73**

## L'ultima tappa del viaggio in Benelux

# Il presidente Leone a Bruxelles accolto da Baldovino e Fabiola

Presente una grande folla - Molti gli italiani, che in Belgio sono 280 mila - In un colloquio col ministro degli Esteri belga, si è parlato del problema mediorientale e dell'unità europea

(Dal nostro inviato speciale) Bruxelles, 29 ottobre.

Da mezzogiorno alle 14 è durato il viaggio in treno, il treno reale, compiuto dai signori Leone per trasferirsi dai confini del Lussemburgo alla stazione centrale di Bruxelles. Qui sono stati accolti dal re Baldovino e dalla regina Fabiola. C'era parecchia folla nella piazza della stazione e lungo le strade attraversate dal corteo di vetture. Ed è naturale, se si tiene presente che in questo piccolo e laborioso Paese vivono 280 mila italiani.

Per la maggior parte arrivarono qui percorrendo « il cammino della speranza », negli anni bui del dopoguerra, quando in Italia molte erano le rovine e scarsi i mezzi per dare un po' di lavoro e di pane ai disoccupati. Intorno agli Anni Cinquanta, gli italiani che si guadagnavano un

salario lavorando in fondo alle miniere di carbone intorno a Liegi, nel Brabante e nel Hainaut erano cinquantamila; e 135 nostri connazionali fecero una fine orrenda quando, nel 1956, crollò una delle miniere più vecchie e insicure, quella di Marcinelle. Da allora l'estrazione del carbone nel Belgio è andata via via diminuendo, e ora i minatori italiani sono appena quattromila.

Adesso la collettività italiana nel Belgio è abbastanza florida e tranquilla, anche se non mancano motivi di irritazione e di scontentezza, specialmente nei riguardi del governo di Roma. Quanto al governo belga, la sua politica consiste nel sollecitare gli immigrati a integrarsi nel tessuto sociale e nel partecipare alle amministrazioni comunali. Così, per esempio, in numerose città e cittadine è

stato eletto, accanto agli organi municipali, un « Consiglio comunale consultivo degli stranieri », che esprime alle autorità locali il suo parere sulle cose che vanno fatte oppure no. Ovviamente, dove più numerosa è la presenza degli italiani, le cariche direttive di quei « consigli consultivi » sono nelle mani di italiani. E' questo un primo passo verso l'istituzione della « cittadinanza europea »? Così ha detto in un recente discorso alla Camera il ministro belga degli Esteri, Elslande, augurandosi che un giorno tutti i cittadini dei nove Paesi della Cee possano avere uguali diritti di cittadinanza dovunque scelgano di vivere nell'ambito della Comunità europea.

Forse quel giorno è ancora lontano, ma i governanti belgi sono tra i più attivi e costanti nel promuovere o assecondare le iniziative, gli accordi e le intese che possono affrettare i tempi di un'Europa stabilmente unita sul piano economico, sociale e politico.

Anche per questa vocazione europeista dei belgi, Giovanni Leone e Aldo Moro hanno accettato di buon grado l'invito a recarsi in visita ufficiale nel Belgio. E lo hanno detto ripetutamente, con sincerità, sia nei colloqui privati sia nelle cerimonie pubbliche. Per esempio, al termine del pranzo offerto dal re e dalla regina dei belgi in onore degli ospiti italiani, Leone ha detto: « La causa europea è legata a quegli ideali di libertà e di democrazia che hanno ispirato la lotta dei nostri due popoli per l'indipendenza, che caratterizzano oggi le nostre istituzioni, che assicurano i rapporti tra i due Paesi ».

Prima di recarsi al pranzo offerto da Baldovino e Fa-

biola, Leone e Moro avevano avuto un colloquio durato un'ora e un quarto col Primo Ministro belga Leburton e il Ministro degli Esteri Elslande. Due gli argomenti trattati: Medio Oriente e Unione Europea. Poche ore prima i governi d'Italia, del Belgio, d'Olanda e dell'Irlanda avevano formalmente comunicato al segretario generale dell'Onu di essere disposti a mandare propri reparti militari per vigilare sul cessate il fuoco tra gli arabi e gli israeliani.

Tuttavia, anche se si riuscirà a garantire una tregua duratura, resta il problema di fondo, il più difficile, quello della pacificazione nel Medio Oriente. E sia da parte belga sia da quella italiana, durante i colloqui di stasera, si è dovuto constatare che finora l'Europa non è riuscita a fare sentire la sua voce né tra i belligeranti né tra le due superpotenze. Perciò è una esigenza primaria, assoluta, stabilire un più stretto collegamento tra i nove Paesi della Comunità europea.

Data la vicinanza geografica, il problema della pace

nel Medio Oriente interessa in modo particolare noi italiani, ma risolverlo deve diventare un impegno comune per tutta l'Europa occidentale. Se il cessate il fuoco avrà la stessa precarietà di quello precedente e sarà in sostanza un intervallo per preparare un'altra guerra, allora è seriamente da temersi il peggio: perché la prossima volta gli arabi col denaro del petrolio potranno comprarsi missili capaci di raggiungere qualsiasi punto di Israele, e Israele a sua volta, sapendo quale minaccia penda sul suo capo, sulla sua esistenza, si vedrà costretta ad accelerare o a perfezionare il suo armamento atomico.

Il secondo argomento di cui anche si è parlato a lungo nella riunione di stasera, è stato il modo in cui rendere concretamente operanti gli accordi che i capi di Stato o di governo e i ministri degli Esteri dei nove Paesi della Cee raggiunsero a Parigi nell'ottobre dell'anno scorso. I meccanismi per realizzare quegli accordi esistono, però i metodi di lavoro finora sono stati deludenti; e gli accordi stanno lì, scritti nei documenti ufficiali, ma finora risultano lettera morta. Dunque, bisogna cambiare i metodi di lavoro, sia con incontri più frequenti tra i ministri degli Esteri dei nove Paesi sia dandosi una più incisiva volontà per fare le cose che possono essere fatte subito e per dare un avvio pratico a quelle che richiedono tempi più lunghi.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale .....

del .....

Una delle cose che si possono fare subito è costituire un fondo finanziario destinato alle zone depresse della Comunità europea, a cominciare dal nostro Mezzogiorno. Su questo punto i belgi, come già avevano fatto gli olandesi e i lussemburghesi, si sono dichiarati d'accordo. E il ministro Moro ha spiegato nei modi più persuasivi che la politica regionale, quella dell'aiuto da dare alle regioni prostrate dalla povertà, si propone il fine ultimo di rendere più uniforme l'Europa dei nove, più concorde e anche più stabile, eliminando tensioni sociali e politiche. Del resto, si tratta di impegni assunti solennemente un anno fa a Parigi, e ora non ci si può più tirare indietro o stare a mercanteggiare.

Alle 9 di domani mattina il ministro Moro e il suo collega belga riprenderanno i colloqui. Nel pomeriggio il presidente Leone avrà due colloqui: uno col signor Ortoli, presidente della commissione della Comunità europea, e l'altro con il segretario generale della Nato, Luns. Più tardi il presidente Leone s'incontrerà con la stampa belga, straniera e italiana, e, a quanto si dice qui stasera, farà una dichiarazione importante.

Nicola Adelfi





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*L'Unità*

di

*Roma*

del

*30-X-73*

## LA VISITA DEL PRESIDENTE ITALIANO A BRUXELLES

# Primi colloqui di Leone con le autorità belghe

Gli incontri con gli emigrati italiani nel Benelux - I nostri lavoratori all'estero hanno esposto i loro problemi chiedendo una maggiore presenza degli organismi preposti a sostegno delle loro richieste

### Dal nostro inviato

BRUXELLES, 29

Ultima tappa in Belgio del lungo viaggio nei paesi del Benelux del presidente della Repubblica e del ministro degli Esteri italiani. A Bruxelles, quasi subito dopo le rituali manifestazioni che accompagnano queste visite di Stato, sono cominciati oggi pomeriggio i colloqui con le autorità belghe. Il presidente Leone e Moro si sono incontrati con il primo ministro Lebourton, socialista, che capeggia un governo in cui sono presenti il partito socialista, il partito socialcristiano e il partito liberale o meglio le due anime di ognuno di questi partiti: quella vallone e quella fiamminga sempre in aspra lotta fra di loro. Subito dopo il ministro degli Esteri italiano si è visto con il suo collega belga, Van Eslande, socialcristiano di parte fiamminga. Domani sono previsti altri incontri politici e una visita del presidente Leone a Gand. Nel pomeriggio a Bruxelles vi saranno colloqui con i rappresentanti della Comunità

europea, della NATO e con delegazioni dei nostri emigrati che, in Belgio, sono circa 300.000. La visita si concluderà mercoledì con partenza da Liegi.

Gli incontri con gli emigrati italiani sono risultati sicuramente i più ricchi di spunti umani ma anche politici. Sia in Olanda che in Lussemburgo, vincendo il pesante sbarramento imposto da un cerimoniale fastidioso per tutti, i rappresentanti dei lavoratori italiani sono riusciti a far pervenire, in un modo o nell'altro, la loro voce al Presidente della Repubblica e al ministro degli Esteri Moro, per rivendicare una più forte presenza delle nostre autorità a sostegno delle loro richieste. Scuola e alloggi sono i problemi più sentiti che non hanno trovato una soluzione decente. Gli emigrati hanno però agitato anche problemi più generali, legati all'aumento del costo della vita che ha massacrato anche in questi paesi le paghe e che propone quindi una azione generale e intese urgenti fra tutte le organizzazioni sindacali della comunità, o col-

legati alla esigenza di una nuova e diversa presenza politica dei lavoratori italiani nell'ambito comunitario. Sta facendo passi avanti l'idea di una partecipazione attiva alla soluzione dei problemi che interessano le masse lavoratrici. L'elezione di consigli consultivi degli stranieri in molti comuni sia nel Lussemburgo che in Belgio con il compito di coadiuvare le amministrazioni locali, ne è un esempio.

Questa presenza nuova e diversa dei lavoratori italiani, se da una parte può dare respiro politico all'iniziativa per la soluzione dei problemi particolari delle nostre comunità, dall'altra può contribuire ad imprimere una svolta al processo di unità europea che, regolato fino ad ora dagli interessi del grande capitale, sta boccheggiando nella palude degli interessi particolari, come è emerso con evidenza anche nel corso di questa visita ai paesi del Benelux da parte del presidente Leone.

**Orazio Pizzigoni**





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Comiere Rivista* di Buenos Aires del *ottobre '13*

## "Mándenme cuatro o cinco millones de italianos"

di Mario Basti

— "Decía a los italianos que nosotros, en tres millones de kilómetros cuadrados, tenemos solamente 24 millones de habitantes mientras que ellos, en 375.000 kilómetros cuadrados, tienen 54 millones de habitantes. Digo a Italia: mándenme 4 ó 5 millones de hombres, que los necesito."

Chi parla così è il gen. Juan Perón, nel corso di una intervista concessa all'inviato speciale de «Il giornale d'Italia» di Roma, Gigi Romersa, all'indomani della sua schiacciante affermazione elettorale che lo riporta per la terza volta alla guida dell'Argentina. Il generale Perón sottolinea ripetutamente il decisivo interesse che avrebbe una intensa e proficua cooperazione italiana nella valorizzazione delle immense risorse argentine, nell'interesse sia dei due paesi, sia del mondo intero. Dall'intervista stralciamo altre due domande e risposte che riguardano l'auspicata cooperazione italo-argentina.

— P.: ¿Cómo piensa utilizar la colaboración de Italia?

— R.: Deseamos gozar de su preparación tecnológica. Italia necesita materias primas. Nosotros, en cambio, necesitamos desarrollar nuestras industrias según los métodos en que los italianos se demostraron maestros. Vuestras fábricas son excelentes, su funcionamiento inteligente y no dispersivo. De Italia queremos esto, junto a los hombres, que posee en abundancia.

— P.: ¿Así, pues, quiere más italianos en Argentina?

— R.: Muchos y cuanto antes. Pienso dar pronto libre curso a la inmigración. Los argentinos crecemos lentamente y necesitamos urgentemente brazos que exploten y repueblen tierras. Podemos darles cuanta tierra quieran junto con los medios para trabajar y vivir.

L'importanza di queste dichiarazioni è fin troppo evidente perché debba essere illustrata con molte parole o lunghe considerazioni. La cooperazione italo-argentina nelle forme più svariate ha una tradizione ultracentenaria per cui rimanere nel solco di questa tradizione è in un certo senso naturale, oltre che conveniente, per i due paesi e i due popoli. Ma anche se si volesse ignorare questa tradizione, anche se si volesse ignorare la comunanza di sangue, di ideali, di civiltà, di cultura, sarebbe ugualmente evidente la convenienza e l'utilità dell'auspicata cooperazione per la complementarità delle due economie e per la circostanza, giustamente sottolineata da Perón, che in Italia abbondano gli uomini, i lavoratori intraprendenti e intelligenti e si è raggiunto un alto livello tecnologico mentre in Argentina sono vastissimi i territori quasi disabitati e comunque con enormi ricchezze non ancora valorizzate. E' chiaro dunque che esiste un vasto campo per una feconda cooperazione. Naturalmente il problema va studiato in profondità e con proiezione a un non lontano futuro. Basta cercare di prevedere i profondi cambiamenti che si verificheranno nel prossimo quarto di secolo, quando la popolazione del mondo sarà raddoppiata e aumenteranno enormemente le esigenze di alimenti, di materie prime, di prodotti. Perón offre all'Italia la possibilità di pensare fin d'ora alla soluzione di questo complesso problema e di svolgere un ruolo di notevole importanza quando si imporranno le soluzioni. Pensare al domani è un preciso dovere di governanti responsabili.

C'è inoltre un altro aspetto che per noi ha una importanza ancora maggiore. "Mándenme cuatro o cinco millones de italianos" — chiede Perón — e in questa sua richiesta è implicito il riconoscimento dell'incalcolabile contributo dato dagli emigrati italiani allo sviluppo dell'Argentina dalla metà del secolo scorso fino ad oggi. Questo riconoscimento del valore degli emigrati vorremmo sentirlo più spesso da "nostri" uomini responsabili, da uomini di governo e del Parlamento, da economisti e operatori economici e, perché no?, dalla stampa. Sappiamo tutti che oggi gli sbocchi dell'emigrazione italiana sono i paesi europei, ove i nostri lavoratori possono ottenere una buona paga, magari in valuta pregiata. Ma tutti sappiamo come vengono trattati questi nostri fratelli in Germania e in Svizzera, in Belgio e in Francia, e cioè come estranei con i quali i nativi non amano fraternizzare. Riscuotono sí, una buona paga, ma

debbono soffrire l'amarezza dell'esilio, debbono sentire "come sale lo pane altrui". ... Cui invece, in terra argentina, in tutti i tempi il lavoratore italiano che ha voluto, ha potuto inserirsi facilmente e fare la piacevole esperienza che veramente non è considerato come uno straniero. Naturalmente deve condividere con gli argentini la buona e l'avversa sorte ed oggi la situazione economica dell'Argentina non è tale da invogliare i lavoratori italiani a varcare l'Oceano. Pur tuttavia non si può, né deve escludere una ripresa nel futuro dell'emigrazione italiana. In Argentina vi è un campo sterminato per una feconda cooperazione e un elementare buon senso dev'indurre gli italiani responsabili a prendere seriamente in considerazione le prospettive che ha fatto intravedere Juan Perón.

Comunque se mancasse questo elementare buonsenso di pensare al futuro, si abbia almeno il sufficiente senso di responsabilità per valutare in profondità la situazione presente. In questi ultimi mesi la stampa italiana ha dedicato molta attenzione all'Argentina agli importanti sviluppi della sua situazione politica. Molti autorevoli colleghi sono venuti dall'Italia per valutare sul posto questa situazione; ma in generale hanno preferito rimanere in superficie preconfezionati ideologici. Non pretendiamo suggerire ai nostri colleghi italiani di essere realisti come i giornalisti di altri paesi; ma crediamo di potere e dover pretendere che non siano così superficiali da ignorare la presenza in Argentina di oltre un milione di italiani, di notevoli interessi italiani o l'influenza italiana sul costume, sui gusti, sulle preferenze di tutta la popolazione argentina. Non ci sembra esagerato chiedere che si tenga conto del patrimonio di incalcolabile valore materiale e morale accumulato con sacrifici e sforzi tenace durante oltre un secolo, dal pacifico esercizio di oscuri lavoratori e di intelligenti imprenditori. Uomini politici e giornalisti, parlamentari e imprenditori, quando si occupano dell'Argentina, sentano la responsabilità di tutelare questo patrimonio e comprendano che esso può essere ulteriormente accresciuto e rendere il conto per uno se con realismo si dà una risposta adeguata alla proposta di Perón: Manden cuatro o cinco millones de hombres... Deseamos gozar de su preparación tecnológica...





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*L'Emigrante*

di

*Paruzzi*

del

*ott. 1943*

## Il Capo dello Stato italiano e le preoccupazioni degli immigrati

Il Presidente Leone e l'on. Aldo Moro, all'occasione del loro soggiorno a Parigi, hanno incontrato, il 3 ottobre, i rappresentanti delle associazioni e giornali dell'immigrazione italiana. Il ricevimento svoltosi nei locali dell'Ambasciata d'Italia era l'occasione di far conoscere le preoccupazioni degli immigrati. Il nostro giornale consegnava un suo documento, come pure l'Associazione dei Garibaldini. Un altro era presentato dai patronati raggruppati: I.N.C.A., A.C.I.L., I.T.A.L., I.N.A.S., A.T.I.E.F.

« L'Emigrante », nel suo documento, esprime le inquietudini suscitate dalle campagne razziste in Francia nonché dagli intrighi e attentati neofascisti in Italia; la solidarietà degli immigrati con l'antifascismo italiano. Ricorda la viva aspirazione degli immigrati a vedere risolvere d'urgenza i problemi in sospeso e si rallegra delle misure positive prese ultimamente relative alla concessione del diritto alle borse di studio. Esprime la volontà degli immigrati di beneficiare della parità dei diritti civili e sociali come lo prevede il progetto di legge del P.C.F. per uno **statuto dell'immigrato**. Una revisione degli accordi bilaterali tra i due governi s'impone per stipulare e rendere effettiva

questa parità dei diritti, tanto nel campo scolastico quanto in quelli della formazione professionale, delle pensioni del lavoro, degli ex combattenti e resistenti, quelli di Spagna e perseguitati politici. S'impongono accordi che garantiscano la libertà di associazione, di espressione nella lingua materna, i mezzi per lo sviluppo culturale degli italiani in Francia, il rispetto del diritto elettorale (permessi speciali, garanzia dell'impiego al ritorno dalle elezioni, viaggio gratuito per via ferroviaria marittima e stradale, indennità compensatrice delle giornate di lavoro perse, ecc.).

« L'Emigrante », sempre nel documento, chiede una giusta e democratica rappresentazione dell'immigrazione italiana in Francia alla Conferenza Nazionale dell'Emigrazione la cui prossima tenuta è stata promessa dal governo.

Dopo aver portato il saluto agli immigrati, il Presidente della Repubblica ha dichiarato di essere sensibile alle loro richieste e che trasmetterà i documenti, consegnatigli, alle competenti autorità. Gliene siamo grati e vorremmo credere che il governo italiano prenda le disposizioni per portare soluzioni conformi all'interesse degli immigrati.





Ministero degli Affari Esteri

11

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

agenzia **ARI**

di

**Roma**

del

**31.10.73**

L'ASSICURAZIONE SOCIALE DEI LA  
VORATORI ITALIANI PROFUGHI O  
RIMPATRIATI DALL'AFRICA.

Roma, 31 - ARI - L'assicurazione sociale a favore dei lavoratori italiani dipendenti o autonomi profughi o rimpatriati dall'Africa è oggetto di una proposta di legge secondo la quale "l'evoluzione socio-economica e soprattutto le vicende politiche dei paesi in via di sviluppo, hanno accresciuto negli ultimi anni il numero dei profughi e dei rimpatriati dall'Africa che giungono in Italia sprovvisti di qualsiasi posizione assicurativa per l'inesistenza nei paesi di provenienza di un sistema previdenziale".

Mentre i più giovani riescono a trovare una occupazione e quindi a procedere alla ricostruzione della posizione assicurativa obbligatoria anche attraverso il recupero degli eventuali periodi contributivi versati all'estero nei paesi dove esistevano forme previdenziali, più complesso e delicato diventa invece il problema degli anziani che hanno già raggiunto l'età della pensione o che comunque hanno già superato il 45° anno di età. Si tratta di una categoria di persone che per decenni hanno profuso all'estero, e in particolare in Africa, immensi tesori di energie lavorative e che, pur fra tanti sacrifici ed umiliazioni, hanno sempre tenuto alto il prestigio dell'Italia, persone le cui benemerienze sono davvero ineccepibili e quindi oggi meritano di ottenere un concreto riconoscimento. (ARI)





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agence "Europe" di Bruxelles del 31 - X - 73

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE REAFFIRME LES GRANDES LIGNES DE LA POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ITALIE - RESPECT DU CALENDRIER DU "SOMMET" DE PARIS ET ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN

BRUXELLES (EU), mardi 30 octobre 1973 - Le président de la République Italienne M. Leone, qui effectue actuellement une visite officielle en Belgique, a eu un entretien avec M. Ortoli, président de la Commission Européenne, et avec les Représentants Permanents des Etats membres. Il a présenté à M. Ortoli et aux ambassadeurs, une "déclaration", par laquelle l'Italie réaffirme les grandes lignes de sa politique européenne.

M. Leone a d'abord salué les "premiers progrès accomplis pour transformer le marché commun en une authentique Communauté de peuples", en soulignant que la CEE devra "nécessairement s'étendre de plus en plus sur le plan politique" en réalisant un "saut décisif de qualité". Le président a ensuite exposé comme suit la position italienne dans les circonstances actuelles, à propos notamment des décisions qui doivent être prises d'ici la fin de l'année :

"Notre point de référence certain demeure la Charte programmée pour les prochaines années, établie par la Conférence au Sommet de Paris l'année dernière, et qui prévoit tout d'abord le passage à la seconde étape de l'Union économique et monétaire, avec toutes les conséquences et les implications que cela comporte en matière de coordination et de convergence des politiques économiques à brève échéance et des politiques monétaires, ainsi que parallèlement sur le terrain de l'approfondissement de l'intégration en ce qui concerne le démarrage d'un sérieux effort au niveau communautaire dans les secteurs, liés entre eux, des politiques régionale, sociale, industrielle, scientifique et technologique, de l'environnement et de l'énergie. A ce sujet je ne voudrais pas omettre de souligner la particulière signification - non seulement pour l'Italie mais pour la Communauté en tant que telle - d'une action marquée de politique sociale et régionale au niveau communautaire. Dans l'Europe que nous voulons construire, la justice sociale, le droit à la dignité et à la sécurité dans le travail, la solidarité humaine, doivent nécessairement trouver leur place prioritaire".

Pour réaliser ce programme, l'Italie estime nécessaire une participation toujours plus étroite et directe à l'activité législative de la Communauté de la part du Parlement Européen, que l'Italie voudrait voir "élu dès que possible au suffrage universel". Parallèlement, la Communauté devra progresser "sur le chemin de la recherche constante de positions communes dans le grand dialogue international". mo





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*La Gazzetta del Mezzogiorno* Bari del 31.10.53

## Emigrati pugliesi: si prepara la conferenza regionale

Se n'è parlato nel direttivo del «Calpe» presieduto dall'on. Pisicchio

Il direttivo del Centro per l'assistenza ai lavoratori pugliesi emigrati (Calpe) ha fatto il punto sulla preparazione della conferenza regionale dell'emigrazione, che verrà convocata entro quest'anno dalla Regione.

La necessità di non rimandare ulteriormente l'attuazione dell'iniziativa e di definire i temi da discutere, è stata sottolineata dal presidente, on. Pisicchio. Per completare la fase di preparazione — ha detto — è necessario raccogliere dati sulla dislocazione, sull'ammontare delle rimesse, e sulla situazione delle famiglie degli emigrati.

Un altro tema importante, è la migliore destinazione delle rimesse. Se si vuole evitare che gli italiani all'estero spendano tutti i loro risparmi nei paesi in cui lavorano, è necessario, ad esempio, accordare alle rimesse, tassi d'interesse agevolati. Auspicabile sarebbe infine, un'iniziativa della Regione, per concordare tali agevolazioni con gli istituti bancari.

C  
1  
1  
1  
1  
1  
1  
1  
1  
1  
1





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

## RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Acli press di Zenigo del ottobre '73

Ricevuta dal sottosegretario agli Esteri una delegazione  
delle A. C. L. I.

Alla Farnesina è stata ricevuta mercoledì 24 ottobre una delegazione dell'Interprete vinciolo Frontalieri ACLI da parte del sottosegretario agli Esteri on. Granelli assistito dal Direttore Generale dell'Emigrazione Dott. Tornetta e dai Consiglieri Zappavigna e Zaccarini.

La delegazione dei frontalieri guidata da Elio Sacchetto, responsabile dell'ufficio emigrazione della Presidenza Nazionale delle ACLI di Roma, era composta da Luigi Pusca di Varese, Gianni Spadaro di Lugano, Bernasconi, Padroncelli e Pozzi delle ACLI di Como. Nel corso dell'incontro sono stati riesaminati e discussi i molteplici problemi che gravano sui lavoratori frontalieri, molti dei quali già presentati nel passato all'on. Sterchi presidente della Commissione Emigrazione della Camera dei Deputati. La delegazione delle ACLI ha posto fra l'altro all'attenzione del Ministero degli Affari Esteri, problemi quali:

- imposizioni fiscali
- sicurezza sociale
- viabilità
- attestati professionali.
- assistenza malattia in Italia ai pensionati di sola rendita svizzera
- decreto federale del 6.7.73 ed in particolare gli art. 8 e 16
- esonero del pagamento del dazio sui materiali da costruzione per coloro che costruiscono una casa d'abitazione in Italia (legge che è caduta con l'entrata in vigore dell'IVA).

I frontalieri delle ACLI hanno posto come prioritaria la soluzione del problema della tassazione in vista della nuova riforma tributaria del prossimo 1.1.74, trovando da parte del sottosegretario on. Granelli ampia disponibilità a sostenere quanto prospettato nelle opportune sedi e con l'urgenza del caso.

Rispetto al problema del coinvolgimento delle organizzazioni democratiche dei lavoratori emigranti in tutti i momenti di elaborazioni e decisioni che li riguardano, i frontalieri delle ACLI hanno avuto assicurazione che verranno affrontate le modalità affinché detto coinvolgimento avvenga nel modo più corretto.

I frontalieri delle ACLI nel quadro del più generale impegno di tutti i lavoratori emigranti, e in stretto collegamento con le forze democratiche della emigrazione, nonché dei sindacati italiani e svizzeri, continuano nella loro opera di promozione e tutela dei lavoratori emigrati e in particolare i frontalieri, e allo scopo hanno indetto un convegno dei lavoratori frontalieri delle ACLI anche in vista della prossima conferenza nazionale dell'emigrazione.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*L'Espresso*

di *San Galle*

del *31-X-73*

Convegno nazionale sui problemi degli stagionali:

## La fine di un'illusione

Domenica, alla Casa del Popolo di Bienne si è svolto il convegno nazionale sullo stagionale, indetto dalla Federazione delle colonie libere italiane, al quale hanno aderito praticamente tutte le organizzazioni italiane (salvo UNAIE, FAIES e ACLI) nonché le federazioni svizzere del PSI e CPI, i sindacati cristiani ma soprattutto quello edile per eccellenza cioè la FLEL. Tra gli ospiti di primissima importanza il giudice federale Anton Heil, presidente della Commissione consultiva federale per i problemi degli stranieri. Particolare gustoso: l'on. Heil non s'era annunciato e, prima che un giornalista ne scoprisse la presenza al convegno, ha potuto osservare per due ore indisturbato i lavori di Bienne. L'intenzione delle colonie libere era di riunire più voci possibili attorno al tema unico della condizione del lavoratore stagionale, per creare un'unità d'intenti e rilanciare la rivendicazione dell'abrogazione dello statuto dello stagionale, aggra-

vatosi quest'anno con il nuovo decreto del governo svizzero.

Lo scopo pareva acquisito quando, nel pomeriggio, ha preso la parola il portavoce della federazione svizzera del PCI che, parlando anche a nome del partito in Italia, ha rimesso tutto in causa. Illudersi o continuare a illudersi che sia possibile giungere abbastanza presto all'abrogazione dello statuto dello stagionale, ha detto infatti Franco Pesce del PCI, è una politica che non tiene conto dell'esatta realtà in cui l'emigrazione si muove, contraddistinta da una parte dall'incapacità del governo italiano (la recente dichiarazione dell'on. Granelli alla commissione del Comitato nazionale d'intesa, a Roma due settimane fa) di forzare la mano alla Svizzera, nemmeno sotto la minaccia di portare la questione all'interno della CEE, dall'altra parte dalla resistenza del governo svizzero che si serve dello statuto dello stagionale per tenere a bada l'estrema-destra elvetica contraria a ogni liberalizzazione. Per cui occorre essere molto realisti e guardare in faccia alle cose: continuare a chiedere una cosa che non è realizzabile non serve a nulla, non serve soprattutto i diretti interessati cioè gli stagionali. Meglio perciò chiedere la realizzazione di una serie di discriminazioni di cui lo stagionale soffre.

Di fatto, il PCI con quest'affermazione che ha avuto l'effetto d'una doccia gelata, si è allineato sulla posizione della FLEL il cui portavoce, il giornalista Marco Tognola di «Edilizia Svizzera», ha letto tutta una serie di rivendicazioni che il sindacato edile propone ormai da anni (ma con quali risultati?). Anche Giuseppe Fabretti, segretario politico della federazione svizzera del PSI, seppur con sfumature diverse, si è arreso

all'evidenza dei fatti. Il PSI tuttavia confida ancora nelle possibilità italiane di uscire dall'impasse politica in cui la questione è venuta a trovarsi.

Di tutt'altro parere, naturalmente, i dirigenti della federazione del CLI, il presidente Leonardo Zanier e il responsabile dell'organizzazione Gianfranco Bresadola, come pure il presidente dell'UAIS Walter Urban che a Bienne rappresentava il Comitato d'intesa.

Ma l'on. Anton Heil, nel suo intervento alla tribuna degli oratori, ha anch'esso capovolto la situazione: «Voi (le colonie libere e il CNI) chiedete la soluzione più radicale — ha detto segnatamente l'on.

Heil — ma non tenete conto della complessità della situazione svizzera». Quest'alta personalità della politica elvetica, a suo tempo presidente della confederazione dei sindacati cristiani, ha tuttavia ammesso che lo statuto dello stagionale è anacronistico perché «il lavoro stagionale praticamente non esiste più», tuttavia «sarebbe troppo semplicistico porre il problema in questi termini» ed ha messo in guardia i responsabili dell'associazionismo italiano dal grave pericolo che l'abolizione tout court dello statuto dello stagionale potrebbe causare, con la reazione di ampi strati della popolazione svizzera particolarmente sensibile ai richiami di Schwarzenbach e consorti. «Del resto — ha soggiunto — se gli stagionali potessero diventare annuali, per poter mantenere la stabilizzazione della manodopera estera, la Svizzera sarebbe costretta a espellerne la maggior parte» per cui si ricadrebbe dalla padella nella brace.

P. G. P.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

1

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

AVANTI EUROPA

di Roma

del 31-10-73

## GLI EMIGRATI ANCORA NEL GHETTO

**Questi lavoratori, in genere, non riescono ad inserirsi nelle società per le quali producono, a volte, la maggior parte dei beni - Il problema ha gravi dimensioni sia all'estero che in Italia**

Sebbene vengono denunciati ogni giorno torture ed eccidi ad opera di stati fascisti o parafascisti, così che l'opinione pubblica condanni unanime la mostruosità di certi uomini e la S. Chiesa si levi in coro e condanni i malvagi, ogni giorno e ogni notte, da anni, migliaia di lavoratori emigrati continuano a soffrire e morire lontano dalle loro terre; ma nessuno urla allo scandalo.

Sono cambiati i treni, l'elettricità ha sostituito il vapore, le frontiere sono meno rigide, le navi più pulite, ma le banchine dei porti e i marciapiedi delle stazioni come negli anni trenta sono spesso ricolme di gente del nostro paese che, a causa del sottosviluppo economico causato dall'accentramento dei beni in mano di pochi (nel Sud) si recano a vendere la propria forza lavoro alle grosse imprese straniere.

Arrivati nei posti di lavoro in Germania, Austria, Belgio ecc. o nel triangolo industriale italiano, essi trovano, oltre ad un lavoro duro, comunità locali ostili con diverse abitudini e diverso modo di pensare, che emarginano questi emigrati.

Ecco così che si creano i ghetti, le comunità di immigrati con circoli nei quali solo essi devono vivere; non c'è un inserimento degli immigrati nella società per la quale loro stessi producono la maggior parte dei beni.

Nel settentrione d'Italia, dove il fenomeno migratorio dovrebbe presentarsi con minori contraddizioni trattandosi di regioni di una stessa nazione, il fenomeno è ugualmente imponente.

L'Italia che si proclama un paese civile, cattolico, dove i principi umani dovrebbero essere ormai completamente acquisiti, vediamo nelle periferie delle grandi città industriali coree e quartieri dormitorio, privi di servizi sociali ed igienici, dove gli emigrati devono sopravvivere.

Niente o poco viene fatto dalle amministrazioni locali per far sì che venga avviato un processo di inserimento di questi nostri connazionali nella collettività. In previsione di una giusta distribuzione sul territorio nazionale delle attività produttive, distribuzione eseguita in modo che il fenomeno migratorio venga ridimensionato, bisognerebbe che i comuni e le regioni sviluppassero attività atte ad inserire gli emigrati nei paesi e nelle città.

Occorrono scuole professionali per la formazione tecnico-sociale degli emigrati; occorrono uffici di collocamento, assistenza sociale e assistenza ospedaliera adeguate; occorre la buona volontà — da parte di chi intanto, porta la responsabilità di questi fenomeni — di ridurre al minimo le conseguenze in attesa di una soluzione globale.

Sorge una domanda: è dovere delle sole amministrazioni, dei luoghi ricettivi, operare delle modifiche strutturali per aiutare gli immigrati?

No. Fino ad ora le amministrazioni locali del meridione hanno fatto poco o nulla per creare una classe lavoratrice ben preparata nonostante tutte le sovvenzioni statali che avrebbero potuto essere ben spese nella creazione di scuole, soprattutto a livello professionale, atte a creare una coscienza nei lavoratori in modo da instaurare le loro scelte di lavoro verso le risorse locali.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2

## RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Gior.

Prendiamo ad esempio l'agricoltura. Ora come ora è, o dovrebbe essere, l'attività principe da sviluppare nel meridione. Vi sono vaste aree incolte che potrebbero essere rese fertili; ed è perfettamente inutile cercare di rifugiarsi dietro il debole paravento delle difficoltà di reperimento dell'acqua e di altri falsi impedimenti per nascondere la scarsa volontà di migliorare; in Israele, ad esempio, si è reso fertile il deserto: e ciò non solo grazie ai capitali esteri ma soprattutto grazie alla buona volontà dei coltivatori e delle amministrazioni pubbliche le quali, in tutta onestà, hanno saputo, e voluto, organizzare le attività.

Vi chiederete: e i soldi in Italia dove sono? Vi rispondiamo con una domanda: e i soldi stanziati per la Cassa del Mezzogiorno? Dove sono? A voi la risposta.

Dunque, volendo, i capitali, attraverso le Regioni, lo Stato, gli enti locali, possono essere reperiti. Ma il problema non sta solo nella disponibilità dei capitali.

Un altro grosso ostacolo è costituito dai molti circuiti commerciali falsi e parassitari. A questi si devono azioni che danneggiano non solo l'economia ma anche la volontà di migliorare la situazione da parte della massa di base.

Si arriva al paradosso di fornire a navi greche, senza pagamento di posteggi nei porti italiani e di tasse doganali, quantità enormi di prodotti agricoli nazionali che quindi, esportati nei mercati europei, creano chiaramente una notevole concorrenza allo smercio dei nostri prodotti venduti direttamente su tali mercati da operatori italiani.

Ribadiamo dunque che occorre rimediare a queste carenze: la mossa di partenza deve risiedere nella scuola e specie in quella di tipo professionale, che deve però estendere il suo scopo più in là della pura e semplice istruzione tecnica, formando soprattutto un'onesta coscienza sociale.

GIOVANNI BONU - CORRADO COLOMBO





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11  
1

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

**AVANTI EUROPA**

di

**Roma**

del

**31-10-63**

## Zurigo

# i problemi degli emigrati

## in Svizzera

## esaminati

## dai socialisti

All'inizio del mese di ottobre si è svolta a Zurigo una grande conferenza promossa dalla Federazione del PSI in Svizzera dedicata ai molteplici e gravi problemi dell'emigrazione italiana nella vicina repubblica elvetica. Com'è noto, la Svizzera è uno dei Paesi europei nel quale la presenza di manodopera straniera è particolarmente elevata, anche se in questi ultimi anni per una serie di motivi — non esclusa la campagna xenofoba avviata da Schwarzenbach — è leggermente diminuito il numero degli emigranti con permesso di lavoro rinnovabile annualmente. Nel complesso, tuttavia, la manodopera straniera in Svizzera è ancora superiore al milione di unità, cifra senz'altro elevata considerando che l'intera popolazione elvetica è leggermente superiore ai sei milioni di abitanti. In particolare il numero dei lavoratori con permes-

so annuale è sceso dai 430 mila del 1969 ai 363 mila dell'anno scorso, mentre sono aumentati i frontalieri (che hanno superato le 100 mila unità) e i lavoratori stagionali (che sfiorano le 250 mila unità). Ciò conferma il tentativo che le autorità e gli industriali elvetici stanno portando avanti e che si propone di utilizzare una manodopera disorganizzata e frazionata, servendosi soprattutto per alcune regioni e per alcuni periodi dell'anno con evidenti funzioni anticongiunturali. Si vuole, in sostanza, evitare che gli immigrati si integrino stabilmente nella società svizzera che continua a restare chiusa e ostile a ogni inserimento straordinario.

Di questa ingente massa di immigrati, gli italiani continuano a rappresentare la netta maggioranza con 675 mila lavoratori, pari a circa il 60 per cento dell'intera manodo-

pera straniera. Ma a questa elevata percentuale non corrispondono condizioni di vita e di lavoro degne di questo nome, tanto più che il processo di concentrazione neocapitalistico in atto nell'industria svizzera fa temere una riduzione di posti di lavoro, riduzione che colpirà sensibilmente i lavoratori stranieri e soprattutto quella manodopera stagionale e saltuaria, non qualificata. Ciò pone ai lavoratori italiani in Svizzera una serie di gravi problemi (a cominciare da quelli della sicurezza del lavoro per giungere ai problemi famigliari, di integrazione nella società elvetica, di studio per i figli, ecc.) che dovranno essere affrontati e risolti nel quadro di un'azione da portare avanti in comune con la classe operaia elvetica, almeno con quella larga parte che respinge le tesi razziste di Schwarzenbach e che è organizzata

sindacalmente.

Il convegno di Zurigo, sotto questo aspetto, è già servito a qualcosa: è stato avviato e intensificato — anche attraverso l'intervento al convegno di Ezio Canonica, presidente dell'Unione sindacale svizzera — un dialogo tra emigrati italiani e lavoratori elvetici che sarà presto allargato anche ai lavoratori provenienti da altri Paesi europei (Spagna, Jugoslavia, Grecia, ecc.) in modo da dare una prima, concreta e unitaria risposta alle iniziative industriali.





2

I lavori del convegno sono stati aperti dal compagno Zuccalà, presidente del gruppo senatoriale del PSI, il quale, dopo aver ricordato l'iniziativa parlamentare da lui presa congiuntamente con i compagni Arfé e Albertini per sollecitare la convocazione della conferenza nazionale sull'emigrazione (che il ministro Moro aveva promesso di far svolgere entro ottobre), ha sottolineato la necessità, da parte delle autorità italiane, di un impegno costante per la tutela dei nostri emigrati, garantendo non soltanto l'equiparazione di diritti nello Stato in cui lavorano, ma anche per difendere e salvaguardare quei diritti costituzionali che la Repubblica italiana attribuisce a tutti i cittadini e che molto spesso (basta vedere il diritto di voto) non trovano applicazione nella realtà.

La relazione introduttiva — sulla quale si è poi svolto un ampio e costruttivo dibattito con interventi di rappresentanti di lavoratori emigrati e dei sindacati svizzeri — è stata svolta dal compagno Giuseppe Fabbretti, segretario della Federazione del PSI di Svizzera, il quale ha compiuto una documentata analisi della situazione in cui versano i lavoratori italiani in Svizzera, ponendo all'attenzione della assemblea la gravità e l'urgenza del problema. In particolare Fabbretti ha denunciato le ripetute violazioni degli accordi relativi ai lavoratori stagionali, nonché l'insorgere di tendenze repressive nel capitalismo elvetico.

Un contributo importante, insieme alla conferma dell'attenzione con cui il governo italiano segue i problemi degli emigrati, è stato recato dal compagno Cesare Bensi, sottosegretario agli Esteri, il quale ha detto che l'azione del PSI a livello governativo è stata centrata sul rifiuto di considerare come un elemento permanente dello sviluppo economico italiano l'emigrazione dei nostri lavoratori, respingendo nel contempo il fenomeno di esasperato inurbamento che si è verificato nel nostro Paese in seguito allo squilibrato spostamento di enormi masse di lavoratori da un capo all'altro della Penisola.

« Il problema dell'emigrazione — ha sottolineato Bensi — si affronta e si risolve a Roma, non a Berna, a Bonn o a Parigi. Dev'essere in primo luogo il governo italiano a farsi carico dei suoi lavoratori, in Italia come all'estero, e predisporre valide soluzioni per arrestare l'esodo e permettere, in avvenire, un flusso ridotto e comunque regolato della manodopera italiana all'estero. Naturalmente ciò sarà possibile solo con la collaborazione e la spinta dell'associazioni italiane operanti all'estero e delle comunità europee ».

Per risolvere questo problema, Bensi ha indicato le principali direttrici d'azione: una programmazione economica seria e non disordinata che regoli lo sviluppo economico nazionale, evitando gli sprechi e incanalando le risorse dove più ce n'è bisogno; e un contributo più fattivo e organico delle Regioni, sia come filtro democratico della politica di piano che come elemento propulsivo e formativo.

Passando a esaminare in particolare i problemi dei lavoratori italiani in Svizzera, Bensi ha denunciato i tentativi discriminatori cui sono vittime gli immigrati in terra elvetica (ma anche in quasi tutti gli altri Paesi) perché privare i lavoratori stagionali, cui sono equiparabili i « frontalieri », dei pur limitati diritti accordati ai lavoratori con permesso annuale significa spingere la logica capitalista del profitto ben oltre i limiti da esso stesso fissati. Pertanto — ha concluso il sottosegretario — il PSI sosterrà in tutti i modi e in tutte le sedi la coraggiosa lotta intrapresa dalle associazioni democratiche degli emigrati per: alloggi decorosi, libertà di circolazione, equa imposizione fiscale, corretta applicazione del sistema previdenziale elvetico e maggiore tutela della integrità fisica e psichica dei lavoratori, unitamente all'obiettivo più generale della parità di trattamento con i lavoratori svizzeri secondo i principi già accettati in sede di Comunità europea, alla quale il governo italiano ha fatto giungere una documentazione che contesta le limitazioni imposte alla manodopera straniera in territorio elvetico.

Da parte svizzera, oltre al segretario dell'Unione sindacale, Canonica, è intervenuto anche il segretario del Partito socialista elvetico di Zurigo, Gmunder, il quale, proprio per rafforzare quell'impegno di unità tra lavoratori italiani e svizzeri, ha proposto che nella direzione del Partito socialista svizzero venga accettato, con voto consultivo, un esponente del PSI.

Le conclusioni sono state tratte dal compagno Tempestini, responsabile della sezione emigrazione del PSI, il quale ha visto nell'avvio di un dialogo con le forze sindacali e politiche elvetiche un atto importante per una concreta azione anticapitalistica che passa tra la classe lavoratrice immigrata e quella locale nell'ambito del più generale internazionalismo operaio. Tempestini ha quindi auspicato che la prossima conferenza nazionale sull'emigrazione rappresenti un momento unitario e nuovo per gli emigrati, e non sia invece il solito incontro burocratico e verticistico che inquadri il problema entro i termini assistenziali e paternalistici come purtroppo è accaduto con eccessiva frequenza sino ad oggi.

Questi temi si ritrovano anche nella mozione conclusiva nella quale vengono riconfermati « l'interesse e l'impegno socialista sulla tematica dell'emigrazione: il PSI — è detto nel documento votato all'unanimità — svolge tale azione in Italia e all'estero, non in maniera isolata ma ricercando i necessari collegamenti con le forze politiche e sindacali, italiane e svizzere ».

C. S.

..... del .....



# Una nuova politica per l'integrazione degli emigrati

Il numero sempre crescente dei lavoratori migranti pone da tempo problemi a un certo numero di paesi europei per il fatto che una parte della popolazione di questi paesi li tollera per il lavoro che compiono, ma non li vuole affatto inserire nella propria comunità. Di questi problemi si è occupato particolarmente l'assemblea consultiva del Consiglio d'Europa, riunitasi a Strasburgo a fine settembre.

Non bisogna dimenticare che i lavoratori migranti contribuiscono con i loro sforzi all'espansione e alla prosperità delle industrie dei paesi di cui sono ospiti. I lavoratori sono particolarmente coscienti di questo fatto e oggi non vogliono più restare fuori della società, ma trovare un posto nella vita di tutti i giorni, senza più discriminazione.

Per evitare un conflitto aperto tra lavoratori migranti e popolazione autoctona, che potrebbe essere pernicioso per l'avvenire dell'Europa, la loro progressiva integrazione nella società dei paesi di cui sono ospiti dovrebbe costituire uno degli scopi principali di tutta la futura politica d'immigrazione, anche se ciò dovesse comportare inconvenienti e sacrifici per questi paesi e le loro popolazioni.

Urge quindi l'adozione di una politica dei governi che assicuri uguaglianza di trattamento tra lavoratori autoctoni e lavoratori stranieri, specialmente nei settori dell'alloggio, della protezione sociale,

dell'impiego e della formazione, restando inteso che tutte le prerogative basate sulla nazionalità dei paesi ospitanti dovrebbero essere abolite.

In primo luogo, va riconosciuto il diritto a riunire le famiglie per i lavoratori migranti che abbiano effettuato 12 mesi di soggiorno ininterrotto. Si dovrebbe altresì arrivare all'elaborazione di disposizioni legislative che permettano ai lavoratori migranti di essere rappresentati nei consigli di fabbrica se superano il 10% della mano d'opera totale.

Per quanto poi riguarda la conoscenza della lingua del paese ospitante, i lavoratori migranti dovrebbero essere autorizzati a seguire dei corsi durante le ore di lavoro, a carico dei datori di lavoro.

Quanto al soggiorno, dopo una permanenza ininterrotta di 5 anni, le autorità competenti dei paesi ospitanti dovrebbero accordare un permesso di lavoro e di soggiorno di durata illimitata, che non dovrebbe essere ritirato se non in circostanze eccezionali.

Al termine di 7 anni di soggiorno ininterrotto, il lavoratore straniero dovrebbe avere la possibilità di acquistare la nazionalità del paese d'immigrazione, purché abbia una conoscenza sufficiente di almeno una delle lingue nazionali del paese in questione.

Nel campo dei diritti civili e politici, la creazione di consigli consultivi comunali degli immigrati, come ne esistono già in Belgio, in Olanda, in Germa-

nia, in Svizzera e in Francia, dovrebbe permettere ai lavoratori migranti di partecipare più attivamente alla vita comunale.

Dopo 5 anni di soggiorno ininterrotto, il lavoratore migrante dovrebbe altresì vedersi riconosciuto il diritto di voto negli affari comunali, a condizione di avere abitato nel comune stesso gli ultimi 3 anni.

Per frenare l'afflusso dei lavoratori migranti nei paesi d'immigrazione che conoscono una penuria di manodopera, le industrie di questi paesi dovrebbero essere invitate a fare investimenti che permettano di creare nuovi impieghi nei paesi di emigrazione che conoscono invece un'eccedenza di popolazione. Questi investimenti sarebbero naturalmente facilitati se i governi dei paesi d'immigrazione si portassero garantiti per coprire una parte dei rischi e se accordassero prestiti a basso interesse.

Bisognerebbe infine che sindacati operai e organismi padronali dei paesi di immigrazione accelerassero l'integrazione dei lavoratori migranti, specialmente nel loro ambiente di lavoro.

Come si vede, si tratta di richieste minime, che in nessun caso dovrebbero essere sacrificate se si vuole davvero trovare una soluzione per questo grave problema economico, sociale ed umano che investe ormai l'Europa intera.

LUCIANO BOLIS







1

# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II e V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Selesione C.S.E.R.* di *Roma*

del *Ottobre '73*

## IL PROBLEMA DELLE SCUOLE ITALIANE IN SVIZZERA

In questo periodo di polemiche che accompagnano la sentenza di chiusura di superstiti "scuole delle missioni" per i figli dei lavoratori italiani in Svizzera, non vogliamo essere assenti, tanto più che in ogni "avance" delle autorità scolastiche svizzere e in ogni rassegnata demissione delle nostre autorità vediamo la insufficiente convinzione circa un punto che noi consideriamo fondamentale: "Lo stato di necessità dei genitori emigrati induce a cautela di fronte a qualsiasi soluzione del problema scolastico dei loro figli che implichi una conseguenza culturale irreversibile a senso unico: la perdita di contatto con la lingua e cultura di origine e la conseguente disintegrazione familiare. E' semplicistico ridurre il problema ai seguenti termini di rapporto: all'afflusso di manodopera straniera, richiesto dall'industria locale, segue una dilatazione puramente materiale delle strutture scolastiche locali, in cui ai figli degli stranieri si somministra la stessa cultura locale, senza tener conto dei loro (diversi) rapporti primari e della loro (probabilmente diversa) sistemazione futura" ("Esigenze culturali e motivazioni sociali degli investimenti scolastici nella moderna visione dell'emigrazione", Studi Emigrazione, VIII, n. 22, giugno 1971, p. 188).

Una maggior convinzione circa il punto citato potrebbe far comprendere che i corsi di lingua e cultura italiana, così problematici psicologicamente e logisticamente, non sono sufficienti a scongiurare il rischio della "perdita di contatto con la lingua e cultura di origine e della conseguente disintegrazione familiare".

Di tali corsi P. Michele E. Jungo scrive:

"Per il bambino italiano che è destinato a stabilirsi in Svizzera la scuola svizzera è senza dubbio eccellente. E' verosimile che i suoi genitori non lo manderanno al corso di lingua e cultura, per lo più facoltativo.

A questo tipo di bambini i Corsi dunque non servono.

Per colui invece che presto o tardi ritornerà in patria questi corsi sono insufficienti. E ciò per i seguenti motivi: solo un piccolo quinto dei bambini italiani che frequentano le scuole svizzere seguono anche i Corsi. Nella maggiore parte dei Cantoni questi Corsi vengono impartiti al di fuori dell'orario scolastico normale e perciò costituiscono 'une importante source de fatigue pour ces enfants' (P. Baton) e arrischiano di renderli insofferenti verso la lingua materna. Inoltre, come i padri operai, anche i maestri sottostanno ad una fortissima rotazione che impedisce la continuità dell'insegnamento. Tanti fra di loro non sanno il tedesco e non possono perciò coll'oraire coll'insegnante svizzero né capire le difficoltà linguistiche dei loro allievi che tutto il resto della settimana sono immersi nell'ambiente tedesco (o francese). Adoperano i libri di testo ufficiali, provenienti direttamente da Roma che naturalmente non sono per nulla adattati ai bisogni dell'allievo bi-lingue che vive nella sottocultura dell'emigrazione. Finalmente: 3 o 4 lezioni settimanali svolte in una pluriclasse, davanti a bambini già stanchi morti dopo la lunga giornata di studio, non possono rendere. Anzi è probabile che formino un esercito di spostati, futuri contestatori.





4

## Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Con ragione il Baton (*Coéducation d'enfants belges et étrangers, Bruxelles 1968, p. 109*) si chiede se questi Corsi siano "autre chose qu'un désir partiel de déculpabilisation à égard des nombreux compatriotes que les circonstances obligent souvent sans aucun plaisir, à séjourner dans des pays amis mais lointains". (Michele E. Jungo, "La scuola dei figli degli emigrati", *Circolari Emigranti e famiglie*, luglio, agosto, settembre 1973, p. 22).

La maggior convinzione potrebbe pure far comprendere che le scuole italiane espresse all'estero da una comunità dovrebbero trovar posto, naturalmente con la contropartita delle garanzie richieste, in quel "ventaglio di soluzioni" che la varietà delle situazioni migratorie richiede.

Abbiamo ritenuto che la migliore presenza nella discussione del momento fosse la "Selezione" di un intervento di qualche missionario che alla scuola ha dedicato tempo, riflessione e preoccupazioni, con una vicinanza alla situazione migratoria locale ed ai problemi delle famiglie ben superiore e più accertabile di quella di altri che si muovono (o stanno fermi) nella sfera decisionale o permissiva.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Selezione C.S.E.R. di Roma*

del *Ottobre '73*

*"Nei Paesi più industrializzati dell'Europa Occidentale, la migrazione di lavoratori ha raggiunto proporzioni gigantesche. In qualcuno di tali Paesi la percentuale di immigrati costituisce il 28 per cento della popolazione operaia. Questa situazione pone tali problemi che alcuni finiscono per porsi la domanda: non sarebbe meglio esportare le fabbriche anziché importare gli uomini?"*

*Occorrerebbe inoltre che in tali investimenti ci si prendesse cura soprattutto di una reale promozione dei lavoratori del luogo.*

*In ogni caso, le condizioni del fenomeno migratorio attuale, che si prolungherà senza dubbio nel futuro in una forma o in un'altra, reclamano una riforma.*

*Le Chiese locali, se non devono sostituirsi ai governi che hanno la loro responsabilità di fronte a questa specie di nomadismo moderno, sono chiamate a dare un apporto specifico alla soluzione dei gravi problemi che esso continuamente suscita. Senza rinunciare alla loro propria personalità, queste Chiese sono sollecitate a vivere sempre più la loro vocazione universale.....*

*Noi speriamo sempre che questa solidarietà, sanamente educata, contribuirà ad affrettare l'introduzione di un vero statuto dei lavoratori migranti".*

(Paolo VI ai partecipanti al "Convegno europeo sulla pastorale dell'emigrazione". O.R., 18.10.1973)





RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

AVVISATORE

di

Palermo

del

31-10-83

## EMIGRAZIONE

**In Gran Bretagna laburisti e liberali hanno predisposto progetti di legge sul problema**

# Partecipazione dei lavoratori alla direzione dell'impresa

La questione della partecipazione dei lavoratori alla direzione delle imprese è stato uno dei principali motivi trattati negli ultimi tempi sia dalla stampa britannica, sia dagli ambienti politici ed economici del Regno Unito.

La Camera dei Comuni ha pubblicato qualche mese fa il testo di un progetto di legge di iniziativa liberale per permettere ai dipendenti di partecipare alle decisioni sulle questioni che direttamente li

riguardano e per obbligare i datori di lavoro a tenere informati i dipendenti sui progetti ed i progressi della impresa. Il progetto rende fra l'altro obbligatori nelle imprese i Consigli dei dipendenti, le assemblee e riunioni di fabbrica ed elenca tutta una serie di questioni che devono obbligatoriamente essere sottoposti all'approvazione dei diversi organi collettivi d'impresa.

Un altro progetto di «partecipazione» è stato elaborato dal Partito laburista; in esso si propone un sistema di partecipazione dei dipendenti al capitale dell'impresa: i datori di lavoro sarebbero obbligati a finanziare con azioni un fondo capitale a nome dei dipendenti. Questi ultimi, da parte loro, diventerebbero singolarmente proprietari di tali quote di capitali che, con gli anni, tenderebbero ad aumentare e potrebbero costituire, oltre che una garanzia di maggiore sicurezza economica per i singoli dipendenti, un mezzo per assicurare una certa partecipazione diretta del lavoratore alla direzione della impresa.

Anche il Governo britannico sta studiando la possibilità di presentare al Parlamento un progetto di legge in materia di partecipazione dei lavoratori alla direzione dell'impresa con la creazione di Consigli di supervisione. Esistono naturalmente molte difficoltà per mettere a fuoco un progetto che includa, oltre allo obbligo di comunicazione e di consultazione tra datore di lavoro e dipendenti, anche la concessione ai Consigli di supervisione di veri e propri poteri decisionali; negli ambienti politici si rileva che nonostante la ferma volontà del Governo britannico di giungere ad un risultato concreto, l'individuazione di una soluzione tecnica accettabile da parte dei Sindacati e dell'opposizione non appare facile.

### MESSICO

**Importante commessa affidata a una impresa italiana**

L'Italimpianti (gruppi IRI-Finsider) ha firmato con la società messicana «Siderurgica Lazaro Cardanes Las Truchas, s.a.» il contratto per la fornitura di un altoforno da

un milione di tonnellate di ghisa annue e dei relativi impianti ausiliari. Questa commessa, finanziata dalla Banca mondiale, è stata acquisita a conclusione di una gara internazionale nella quale la società impiantistica genovese è stata in competizione con i più qualificati costruttori siderurgici inglesi, tedeschi, giapponesi e francesi.

L'impianto, che sarà realizzato dall'Italimpianti secondo le più moderne tecniche strutturali e operative, entrerà in esercizio entro i primi mesi del '76 nell'area del costruendo stabilimento siderurgico a ciclo integrale di Las Truchas, nello stato di Michoacan.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

177

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **COMUNITA' VIVA** di **TORONTO** del **31-10-73**

**EDITORIALE**

# Lettera Aperta

AL MINISTRO DEGLI ESTERI ALDO MURO

Toronto, Ottobre 73.

Signor Ministro degli Esteri,  
A fine vacanze estive e nella prospettiva che gli uffici governativi si siano rimessi in attivita', mi permetto indirizzarle la stessa lettera che, nel Giugno scorso era indirizzata al Suo predecessore (On. Sen. Giuseppe Medici).

Mi permetterò farle una sintesi del problema per dimostrarLe in breve che il nostro caso o si tratta subito o non se ne fa niente. Sin dall'anno scorso la Nostra Rivista si e' interessata di mettere assieme tutto il materiale concernente la Casa d'Italia di Toronto, un edificio che vanta 20 anni di storia

e che e' diventato come una palla di tennis che viene sbattuto da una parte e l'altra. Questo edificio Signor Ministro, fu' acquistato una prima volta nel 1935 con una sottoscrizione nella Comunita' italiana di Toronto. L'allora Vice Console Regio s'intesto' la maggioranza delle azioni e distribui delle ricevute, dove si spiegava che "la donazione era a fondo perduto".

Con l'entrata in guerra dell'Inghilterra l'edificio fu' confiscato e divento' un Quartier Generale della Polizia a cavallo. Ci vollero una quindicina d'anni di battaglie, comitati e carta bollata per far ritornare alla Comunita' italiana di Toronto l'edificio in questione. Gli allora fiduciari, una volta avuto l'edificio nella mani, pensarono di fare cosa buona coll'affidarlo al Console con l'intesa di metterlo a disposizione della comunita' e lo stesso Consolato avrebbe dovuto traslocare i suoi uffici. Un po' come il ritorno ai bei tempi d'anteguerra. Ebbene Onorevole Moro, queste cose non sono mai avvenute. Il Console de Rege, da buon Ponzio Pilato si lavo' le mani. L'edificio fu' consegnato senza sforzi a chi si era preposto di utilizzarlo a favore dell'emigrante disambientato (italiano). Man mano divenne un'istituzione. Siccome l'istituzione, una scuola di arte mestieri, ricevel'obolo da tutti i governi ed annessi uffici, ha l'obbligo di accettare l'emigrante nel senso lato. Oggi su quel edificio sventola la bandiera canadese. Gli allievi si riconoscono tra tutte le razze, tra cui gli italiani e i dirigenti (di nome italiani).

Al tempo stesso, signor Ministro, la Comunita' italiana di Toronto ha bisogno di un locale centralizzato dove possono selezionarsi le varie associazioni ed istituzioni di assistenza (che ce ne sono a bizzeffe). Mettere in chiaro le cose utili, sbugiardando i millantatori e tutti quelli che aiutano la comunita' a chiacchiere. Quel terreno oggi vale due milioni di dollari sorge in una zona centrale. Si potrebbe costruire un fior di edificio a dieci - venti piani ospitando gli uffici nazionali di bandiera, tra cui il Consolato Generale, che anche paga fior di quattrini, e ne paghera' ancora di piu', poiche' l'impianto e' quanto meno decoroso si possa immaginare per un consolato.





## Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Abbiamo intervistato un migliaio di persone in tutti gli ambienti. Tutti si sono mostrati d'accordo che, l'edificio appartenente alla Comunità deve ritornare agli italiani. C'è stato chi ha messo a disposizione i primi mille dollari per iniziare l'azione legale, qualora il Governo italiano facesse orecchie da mercante.

On. Moro, noi pensiamo che queste cose con un po' di buona volontà si possono sistemare. La richiesta ufficiale deve essere fatta da gente in rappresentanza della Comunità stessa. Questi signori ci sono. Abbiamo scelto un gruppetto tra coloro che si sono adoperati sempre spassionatamente a favore della comunità, e la cui massima caratteristica è che **NON HANNO MAI PARTECIPATO A NESSUNA RAPINA AI DANNI DELLA COMUNITA'**. Particolare quest'ultimo che è tutto un discorso.

Quella domenica del 12 Ottobre 1969 Onorevole Moro, noi rinunciammo ad altri impegni per seguirla da vicino nella sala di Brandon Hall. Abbiamo notato dei piccoli particolari, che ci facevano pensare che il Suo modo democratico di trattare col popolo non era una posa. Malgrado il rigido protocollo messo su dagli organi locali, Lei faceva disperare i poliziotti assegnati alla Sua incolumità coll'andare fuori rettilineo programmato, prendendo sentieri impossibili e imprevedibili. Lei faceva disperare anche quel baldo giovanotto che fungeva guardia del corpo. Tutto ciò per la schietta spontaneità di parlare col popolo. Di sentire dalla viva voce, le suppliche, i lamenti ed i saluti dei compaesani. Signor Ministro, noi eravamo al suo fianco passo a passo in quella fiumana di gente entusiasta, poiché per esigenze del nostro mestiere e per coscienza professionale dovevamo cogliere quell'espressioni di umanità spontanea. Oggi in nome di quel popolo che calosamente la osannava ieri, le chiediamo di darci una mano.

Noi auguriamo all'attuale Governo vita lunga. Ma se nel caso dovessero avverarsi le funeste profezie dei resocontisti iettatori, e che il Governo sia destinato a vivere fino a novembre o a completare i cento giorni, il Suo nome potrebbe ad ogni modo essere venerato da un milione d'italiani in

Canada, per aver preso di petto una situazione spinosa col far riconoscere ai capocioni il flagrante sopruso e, rendere finalmente giustizia ad una comunità vilipesa.

Questo problema doveva essere discusso e risolto a dir poco, dieci anni fa. Ma i rappresentanti a tutti i livelli, leaders e capibastone, hanno sempre trovato comodo adagiarsi sul luogo comune, dedicandosi a mostrare le cose che fanno effetto in alto loco. Si è curato sempre la forma trascurando la sostanza. E' la sostanza di Toronto si può riconoscere in quei comitati di beneficenza che si diedero da fare ad organizzare le sottoscrizioni a favore dei disastri d'Italia (Vajont - Firenze e Sicilia). Parecchie centinaia di migliaia di dollari furono raccolti. Di quella volta ad oggi, **NON SI SA DOVE SONO STATI DEPOSITATI I RESOCONTI**, e quando li abbiamo chiesti pubblicamente, nessuno si è fatto avanti per illuminarci circa la fine o la destinazione di quei soldi, con l'annessa nota spesa e l'opera realizzata in virtù della generosità degli italiani di Toronto. Il Governo italiano, alla data odierna, non ha fatto granche per salvaguardare gli interessi della Comunità italiana di Toronto, che ha il solo torto di essere generosa e fiduciosa. La situazione attuale permette ancora che, chi prima si sveglia si autoelege capopopolo, e nessuno osa contrastarlo. Coloro che si fanno avanti per mettere a fuoco qualche fatto concreto, vengono guardati male, poiché creano sobillazioni nell'ordine costituito a marchingegni. Ragion per cui, si può immaginare che nella prospettiva dove gli intralazzi raggiungeranno punte vertiginose (sopprimendo moralmente i refrattari e i non allineabili) c'è chi si è mantenuto spiritualmente integro a tutte le tentazioni, ed è stato messo da parte per ragioni d'interessi personali. La coalizione di tutti i gaglioffi di piccolo e grande cabotaggio, può essere smentita e svergognata con un fatto nuovo, che deve servire di esempio a tutti quelli che si sono agitati in cerca di un'idea per giustificare la pomposa presenza ai tavoli d'onore e buttare fumo sulle copiose malefatte. Gli onesti hanno ancora fiducia nella giustizia. Nel caso venissero delusi da questo sacrosanto sentimento, persa per persa, si dovrebbe duellare tristemente a colpi di carta bollata, in virtù di un legalissimo contratto firmato, controfirmato e mai rispettato.

Non sarebbe buona pubblicità, una spinosa vertenza tra comunità all'estero e Governo Italiano, che al massimo dovrebbe imitare quelle compagnie di assicurazione, che la tirano in lungo per non rimettere il giusto risarcimento, dopo che il loro cliente ha debitamente pagato le rate della polizza.

Noi confidiamo nella Sua comprensione e senso di giustizia, affinché con un'azione rapida si dia a Cesare quello che è di Cesare.

Con Osservanza, mi creda Suo, Rino Citarella:



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

La Stampa

di Torino

del

31-X-73

## Il viaggio del Presidente nei Paesi del Benelux

# Leone: "Trasformare il Mec in una comunità di popoli,"

In una dichiarazione alla Commissione della Cee, il Capo dello Stato ha indicato quali indirizzi l'Italia intende seguire per raggiungere questo scopo - Un "decisivo salto di qualità" per passare dal piano economico a quello politico - Oggi il rientro

(Dal nostro inviato speciale)

Bruxelles, 30 ottobre. Nel tardo pomeriggio di domani il presidente Leone farà ritorno in Italia. Egli ha voluto di proposito concludere il suo viaggio di Stato tra i Paesi del Benelux a Bruxelles, perché qui si trova sia la sede della Comunità europea, che Leone considera «la grande speranza in cammino», sia la sede dell'Alleanza Atlantica, «strumento di difesa ma anche di distensione internazionale». E ora, quasi al termine dei suoi incontri con sovrani e primi ministri, e di quelli che separatamente ha avuto il ministro Moro, Leone dice: «Se questo nostro viaggio varrà soltanto a risvegliare nei nostri popoli l'importanza della costruzione europea e a vivificare questo grande ideale che non è più il sogno di una élite, ma appartiene ormai alla diffusa coscienza popolare, ebbene, noi potremo affermare di avere conseguito un risultato positivo».

In una dichiarazione resa davanti alla commissione della Cee, evidentemente concordata nei giorni scorsi con Rumor, Moro e in genere col Consiglio dei ministri, il presidente Leone ha indicato quali indirizzi l'Italia intende seguire «per trasformare il Mercato Comune in una autentica comunità di popoli» progredendo «con decisione e rapidità sul cammino intrapreso», in modo che «quanto abbiamo costruito in lunghi anni di tenace lavoro trovi il suo pieno e compiuto sviluppo».

In altre parole, «l'Italia è fermamente decisa a dare il suo convinto contributo all'unificazione europea» e ritiene che l'Europa dei nove Paesi aderenti alla Cee «per trovare la sua giusta dimensione storica e per mantenersi viva ed operante, dovrà necessariamente estendersi sempre più sul piano politico». Passare dal piano strettamente economico a quello politico presuppone un «decisivo salto di qualità», pieno di difficoltà, ma per quel che riguarda l'Italia, «noi siamo pronti a collaborare con il massimo impegno al loro superamento, sapendo che è in gioco — singolarmente e collettivamente — l'avvenire stesso dei nostri Paesi».

Quel salto di qualità deve avvenire, ha aggiunto Leone, sulla base degli accordi stabiliti un anno fa nel «vertice» di Parigi, non solo per coordinare le politiche economiche e monetarie dei nove Paesi della Cee, ma anche e parallelamente per avviare uno sforzo serio e comune in settori non meno importanti, quali la politica di assistenza alle zone depresse della Comunità europea, la politica sociale, industriale, scientifica e tecnologica, dell'ambiente e dell'energia.

In breve, quanto più intensa è la collaborazione dei nove Paesi della Cee nel misurarsi con le grandi sfide suscitate dal tempo in cui viviamo, tanto maggiori sono le probabilità di vincerle e di trasferirci, noi dell'Europa unita, su un piano più elevato

di civiltà. Tuttavia, «nell'Europa che vogliamo costruire — sempre a detta di Leone — la giustizia sociale, il diritto al lavoro dignitoso e sicuro, la solidarietà umana non possono non trovare la loro collocazione prioritaria».

Secondo il governo italiano, per realizzare un programma così imponente, così ambizioso, occorre da una parte tonificare le istituzioni comunitarie e dall'altra accettare l'idea di un parlamento europeo che sia eletto a suffragio universale e che abbia concreti poteri di intervento e di decisione.

Per quanto riguarda «il grande dialogo internazionale», che ora è limitato alle sole superpotenze, noi europei, se vogliamo contare un po' o molto più di ora, «dobbiamo continuare sulla via della costante ricerca di posizioni comuni».

Dunque, secondo il governo italiano, due sono le direzioni in cui la Comunità europea deve muoversi: da una parte rafforzarsi all'interno, dall'altra proiettarsi con concordi propositi all'esterno, dovunque siano in discussione le grandi questioni e di riflesso i destini del mondo.

Nella sua dichiarazione il presidente Leone ha detto inoltre: «I segni del lavoro italiano che noi troviamo nei Paesi comunitari e le voci di legittima aspirazione dei lavoratori a un inserimento sempre più dignitoso e giusto nella comunità che li ospitano costituiscono un motivo di impegno e un invito a costruire la grande famiglia europea».

Per la loro chiarezza, sono concetti che non hanno bisogno di commenti. Diciamo succintamente che il Presidente della Repubblica e il governo presieduto da Rumor sono delusi per la poca strada

che si è fatta in un anno, dal vertice di Parigi a oggi, ma non scettici su quello che si potrà fare. L'importante è prendere coscienza che un'Europa dove prevalgono sospetti reciproci, furberie ed egoismi nazionalistici, è un continente destinato a degradarsi a semplice comparsa sulla scena del mondo. E sarebbe un vero peccato, se si considera che i nove Paesi della Cee hanno una popolazione di oltre 250 milioni di abitanti, rappresentano il blocco commerciale più ricco del mondo e che il loro prodotto lordo è secondo solo a quello degli Stati Uniti.

In sostanza la Comunità europea adesso si trova davanti a un bivio: se prende la strada cattiva, inevitabilmente si frantumerà e non potrà evitare il pericolo di «balcanizzarsi»; se viceversa imbocca la strada buona, quella dell'unione convinta, sincera, allora diventerà prevedibilmente una nuova superpotenza mondiale e potrà imporsi come elemento di equilibrio e di distensione tra le altre superpotenze. Questo è in breve il significato dei viaggi compiuti nel mese di ottobre dal presidente Leone prima a Parigi e ora nei tre Paesi del Benelux. E naturalmente le cose che dice pubblicamente nascono bensì da una profonda e personale convinzione, ma esprimono anche le linee direttrici nella politica estera dell'attuale governo italiano per quanto riguarda la formazione della «grande famiglia europea».





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale ...

E quali siano quelle linee direttrici nei riguardi dell'Alleanza Atlantica, Leone lo ha detto poco dopo leggendo una «dichiarazione» ai rappresentanti permanenti presso la Nato. Premesso che per l'Italia restano tuttora e pienamente validi gli impegni assunti nel 1949, Leone ha messo l'accento sul carattere difensivo e sugli effetti distensivi dell'Alleanza Atlantica. Anche se molte situazioni sono cambiate dal 1949 ad oggi, quell'alleanza costituisce pur sempre un punto fermo. «Essa infatti ha contribuito a salvaguardare la pace dell'Europa, permettendo l'unità economica e l'avvio all'auspicata unità politica, preservato la libertà degli Stati membri, nel pieno rispetto della loro eguaglianza, facilitando il progresso economico e sociale. E questo, è bene ripeterlo, senza che le attività dell'Alleanza siano mai state, come mai lo saranno, rivolte contro gli interessi di altri Paesi».

Secondo Leone, che ovviamente anche in questa occasione non esprimeva solo opinioni personali, lo scudo difensivo della Nato ha «creato il terreno propizio perché al linguaggio della confrontazione si sostituisca quello della comprensione, e dalla strategia della forza di passi a quella della collaborazione» tra l'Occidente e l'Oriente. Per parte sua, l'Italia, durante le trattative in corso per garantire all'Europa una pace stabile, si propone di dare il suo contributo «non solo per un auspicabile alleggerimen-

to della macchina bellica che tanto pesa sulle economie dei nostri Paesi, ma anche per impedire ogni iniziativa unilaterale».

A proposito del Medio Oriente, il presidente Leone, dopo aver manifestato il sollievo degli italiani per «l'azione che ha condotto al disinnescamento della crisi», ha espresso l'augurio che «gli sforzi di buona volontà dimostrati nell'assicurare al Medio Oriente una tregua possano condurre alla indispensabile

soluzione negoziata che apporti a quella tormentata regione, a noi così vicina, la desiderata pace».

Questa sera i signori Leone hanno offerto un pranzo di gala, con tovaglie, argenteria, porcellane, e cristalli fatti arrivare appositamente dal Quirinale, in onore del re Baldovino e della pallida regina Fabiola. Al pranzo hanno preso parte anche i principi di Liegi, Alberto e la moglie Paola Ruffo di Calabria.

Nicola Adelfi





V e I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

AVANTI

di

Roma

del

31.10.73

DAL PRESIDENTE LEONE DURANTE LA VISITA IN BELGIO

# Sottolineato l'impegno europeistico dell'Italia

## Incontro con Ortoli, presidente della Commissione esecutiva della CEE — Con la collettività italiana discussa la questione degli insegnanti all'estero

(Dal nostro inviato)

BRUXELLES, 30 — La visita del presidente Leone nel Benelux è giunta oggi al suo momento più significativo. Alla vigilia della conclusione della sua permanenza in Belgio, il capo dello Stato ha rivolto al presidente della commissione esecutiva Ortoli e agli altri rappresentanti della CEE, che ha ricevuto nel pomeriggio di oggi a palazzo reale, un indirizzo caratterizzato in modo fortemente europeistico:

« Il nostro sicuro punto di riferimento (per la creazione di una Comunità europea - n.d.r.) rimane la Carta programmatica dei prossimi anni fissata alla conferenza al vertice di Parigi dello scorso anno — ha detto —, che comprende anzitutto il passaggio alla seconda tappa dell'unione economica e monetaria, con tutte le conseguenze e le implicazioni che ciò comporta in tema di coordinamento e di convergenza delle politiche economiche a breve termine e delle politiche monetarie (cioè il rientro dell'Italia nel «serpente monetario» e la fluttuazione della nostra valuta congiunta a quella delle altre valute europee - n.d.r.) nonché parallelamente, sul terreno dell'approfondimento dell'integrazione per quanto concerne l'avvio di un serio sforzo al livello comunitario nei settori, tra loro connessi, delle politiche regionale, sociale, industriale, scientifica e tecnologica, dell'ambiente e della energia ».

In altre parole il presidente, più che ribadire, ha sollecitato un nuovo impulso di volontà politica dei Paesi comunitari per la realizzazione dell'unità europea, sia attivando i nuovi strumenti istituzionali previsti dai trattati di Roma, sia accelerando il coor-

dinamento delle politiche dei singoli Stati.

Ciò è stato chiarito da Leone quando ha detto « A questo riguardo non vorrei mancare di sottolineare il particolare significato, non soltanto per l'Italia ma per la Comunità in quanto tale, di un'incisiva azione di politica sociale regionale a livello comunitario ». Cioè, puntando il dito sulla scadenza più immediata della Comunità, quella della politica regionale (il cui fondo comincerà a funzionare nel gennaio dell'anno prossimo) il capo dello Stato ha inteso sottolineare che « nella Europa che vogliamo costruire la giustizia sociale, il diritto al lavoro dignitoso e sicuro, la solidarietà umana non possono non trovare la loro collocazione prioritaria. L'imponente programma che ci siamo proposti (col vertice di Parigi dello scorso anno - n.d.r.) postula evidentemente dei progressi importanti sotto il profilo istituzionale — ha ancora detto il presidente — e una sempre più stretta e diretta partecipazione all'attività legislativa della Comunità da parte del Parlamento europeo che vorremmo vedere eletto a suffragio universale non appena possibile ».

A questa dichiarazione — ci ha riferito un portavoce della CEE — il francese Ortoli ha risposto con frasi di circostanza, mettendo l'accento sulla necessità di « fare presto », oltre che di fare bene, per la integrazione europea.

E' chiaro che le parole di Leone sono soprattutto una dichiarazione d'intenzioni, ma è possibile scorgervi la conferma solenne di un impegno

che l'Europa si attendeva dal nostro Paese.

Che poi la « scelta europea » dell'Italia abbia una precisa e tradizionale delimitazione politica internazionale è stato dimostrato dalla successiva dichiarazione fatta dal Capo dello Stato al vice-segretario del Consiglio atlantico, Pansa, da lui ricevuto subito dopo Ortoli.

Accenniamo qui, come premessa, all'irritazione espressa nei giorni scorsi dall'americano McCloskey nei confronti dei Paesi alleati degli Stati Uniti nella NATO che hanno ostacolato i rifornimenti militari USA a Israele.

Evidentemente tale irritazione riguardava in particolare la Germania Ovest e la Francia. La dichiarazione di Leone è stata una conferma di lealtà atlantica (« per l'Italia gli impegni sottoscritti a Washington nel 1949 sono pienamente validi », ha detto) vendendovi in essa la garanzia più sicura per procedere lungo il processo di distensione fra Est e Ovest.

Naturalmente l'atlantismo di oggi non è più quello dei tempi di Truman e della guerra fredda; e non è neppure quello della partnership euro-americana sognata da Kennedy. La dottrina dell'atlantismo è passata negli ultimi anni attraverso il collaudo della politica di distensione, e in concreto non ha impedito che i paesi occidentali giungessero all'appuntamento con quelli dell'Est al tavolo delle trattative per la sicurezza e la cooperazione in Europa.

D'altro canto, l'Ostpolitik tedesca prima (in senso positivo) e la chiara messa in discussione dei rapporti USA-Europa

da parte di Nixon e Kissinger, poi, richiedono obiettivamente, a nostro giudizio, maggiore dinamismo politico dell'Italia: il che postula politicamente un maggiore attivismo europeista. L'esplosione medio-orientale, e il disorientamento degli europei (più che mai posti in ordine sparso) di fronte al conflitto, ne costituiscono la controprova vista in negativo.

Questa esigenza è apparsa fra le parole pronunciate da Leone al rappresentante della NATO, più come orientamento tuttavia, che come scelta precisa. Di fatto, proprio accennando al Medio Oriente, il capo dello Stato si è limitato a esprimere « soddisfazione e sollievo » per « l'azione che ha condotto al disinnescamento della crisi », e si è augurato che l'« indispensabile soluzione negoziata » porti « la desiderata pace ».

La visita di Leone in Belgio volge al termine. Stamani il capo dello Stato si è recato a Gand, capitale della Fiandra orientale.

Nel pomeriggio Leone ha ricevuto il ~~colleghia italiana~~ nella sede della nostra ambasciata. Durante l'incontro è stata anche discussa la spinosa questione degli ~~italiani~~ all'estero, alla quale abbiamo accennato ieri.

Domani, ultimo giorno dell'itinerario europeo nel Benelux, Leone si recherà a Liegi, dove visiterà un importante complesso industriale. La visita terminerà nel tardo pomeriggio, dopo di che il capo dello Stato rientrerà in aereo direttamente in Italia, dove l'arrivo è previsto per le ore 20 circa a Roma.

ALBERTO NINOTTI



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

AVVENIRE

di

Milano

del

31.10.73

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA AUSPICA IL SUFRAGIO UNIVERSALE PER IL PARLAMENTO EUROPEO

# Leone: «La Carta di Parigi è sempre valida»

## Le priorità della giustizia sociale, del diritto al lavoro «dignitoso e sicuro», la solidarietà umana

Dal nostro inviato ENZO FERRAIUOLO

BRUXELLES, 30 ottobre

In una dichiarazione letta ai membri della commissione della Comunità europea e al suo presidente Ortoli, il capo dello Stato ha sostenuto la necessità di una rapida integrazione politica dell'Europa e dell'elezione del Parlamento europeo col metodo del suffragio universale. L'incontro fra Leone e Ortoli è avvenuto in una sala del palazzo reale e la cerimonia, compresa la lettura del documento che il presidente ha consegnato ai rappresentanti permanenti presso la Comunità economica europea, è stata trasmessa dalla televisione belga. «L'Italia — ha detto Leone — e fermamente decisa a dare il suo convinto

contributo alla unificazione europea che, per trovare la sua giusta dimensione storica e per mantenere la comunità viva e operante, dovrà necessariamente estendersi sempre maggiormente sul piano politico».

Certo, l'Italia non si nasconde le difficoltà che una simile impresa presenta, «difficoltà che si frappongono a questo decisivo salto di qualità», ma «siamo pronti a collaborare con il massimo impegno al loro superamento, sapendo che è in gioco — singolarmente e collettivamente — l'avvenire stesso dei nostri paesi».

Per il nostro paese, ha detto Leone, resta pur sempre valido il punto di riferimento costituito dalla «carta programmatica dei prossimi anni fissata dalla conferenza al vertice di Parigi dello scorso anno e che comprende anzitutto il passaggio alla seconda tappa dell'unione economica e monetaria, con tutte le conseguenze e le implicazioni che ciò comporta in tema di coordinamento e di convergenza delle politiche economiche a breve termine e delle politiche monetarie, nonché parallelamente sul terreno dell'appro-

fondimento della integrazione per quanto concerne l'avvio di un serio sforzo al livello comunitario nei settori, tra loro connessi, delle politiche regionale, sociale, industriale, scientifica e tecnologica, dell'ambiente e dell'energia».

«A questo riguardo — ha proseguito Leone — non vorrei mancare di sottolineare il particolare significato — non soltanto per l'Italia ma per la comunità in quanto tale — di una incisiva azione di politica sociale e regionale a livello comunitario. Nell'Europa che vogliamo costruire, la giustizia sociale, il diritto al lavoro dignitoso e sicuro, la solidarietà umana non possono non trovare la loro collocazione prioritaria».

«L'imponente programma che ci siamo proposti postula evidentemente dei progressi importanti sotto il profilo istituzionale ed una sempre più stretta e diretta partecipazione all'attività legislativa della comunità da parte del parlamento europeo che vorremmo vedere eletto a suffragio universale non appena possibile».

Leone si è anche incontrato con i rappresentanti permanenti della NATO che ha sede qui a Bruxelles (ai quali ha pronunciato un discorso ribadendo la fedeltà dell'Italia all'alleanza e il nostro impegno a contribuire alla distensione in Europa e nel mondo. Concludendo il suo discorso ai rappresentanti dell'Alleanza atlantica, il presidente ha detto: «"Animus in consulendo liber", questa divisa che adorna la sala del vostro consiglio e che è dovuta alla profonda conoscenza che il vostro decano ha dei monumenti e delle istituzioni del mio paese, è, ne sono sicuro, il principio ispiratore della vostra azione. La consultazione, infatti, sia essa quella ordinaria, sia essa quella, ancor più necessaria dei periodi di crisi, è al tempo stesso lo strumento indispensabile e il banco di prova della solidarietà dell'alleanza, base essa stessa della sua sicurezza».

In serata ha ricevuto, nella sede dell'ambasciata una folta rappresentanza della nostra comunità la quale, come abbiamo già anticipato, gli ha consegnato un documento rivendicativo che illustra alcuni problemi; tra cui quello scolastico (l'insegnamento ai figli dei nostri emigrati nelle scuole italiane in Belgio), che richiedono un ulteriore sforzo, da parte del nostro governo per la loro definitiva soluzione.

In mattinata, il presidente, con donna Vittoria e il nostro ministro degli esteri, si è recato a Gand, nelle Fiandre. Leone e Moro hanno visitato la cattedrale di San Bavon. Qui erano ad attenderli il vescovo Van Peteghem il quale ha guidato il presidente e il seguito nella visita ai tesori dell'arte fiamminga che vi sono custoditi. Tra questi meritano una particolare segnalazione il famoso trittico di Justus Van Cent, del quindicesimo secolo, con la crocifissione di Cristo, e il famoso «Agnello Mistico», un polittico di Van Eyck, anche esso del quindicesimo secolo. Poi, a piedi, Leone e donna Vittoria si sono recati, col seguito, al palazzo comunale, salutati dagli applausi della popolazione locale e da centinaia di bimbe che agitavano bandierine tricolori, italiane e belghe. All'«Hotel de la Ville» è stato accolto dal sindaco Van Den Dale. Scambio di doni e di saluti, poi ritorno a Bruxelles dove in serata si sono conclusi gli incontri politici del presidente e del ministro Moro. Domani, ultima giornata di questo «viaggio europeo»: si va a Liegi dove gli ospiti italiani saranno ricevuti dal principe Alberto e dalla principessa Paola Ruffo di Calabria. Il ritorno del presidente a Roma è previsto in nottata.



# Dalla scintillante baia di Sydney al deserto dell'entroterra australiano

Inaugurato a Sydney l'edificio dell'« Opera House » - La vita australiana è tutta sulle coste - Incontro con Melbourne - La operosa vita delle comunità italiane

(Nostro servizio particolare)  
SYDNEY, ottobre.

Queste note sono tracciate in partenza da Sydney, dove ho sostato dopo lo scalo di alcuni giorni a Melbourne. Mentre inizio il mio scritto il D.C.10 « Galileo Galilei », che mi deve portare a Singapore, si sta levando in volo dall'aeroporto Kingsford Smith di Sydney, e le maestose ali del grande velivolo si incurvano sulla baia che fu scoperta duecento anni addietro dal capitano Cook. Solo a Venezia, lo spozializio tra terra, cielo e le acque, è così articolato, così intimo ed armonioso. Ma qui domina incommensurabile la vastità. Le immutabili insenature della baia, che gli australiani chiamano « Il Porto » (The arbour) raccolgono e fasciano le lingue di terra che si affondano in mare come una mano aperta. E un paesaggio che vedo per la quarta volta.

In questi giorni l'Australia ha vissuto un momento di grazia artistico-culturale, che ha segnato un passo avanti nel suo cammino da colonia inglese a « Dominion » a stato sovrano, a membro attivo — e non solo in senso giuridico ed economico — della Comunità internazionale. La regina Elisabetta, ridefinita per l'occasione semplicemente regina d'Australia, ha inaugurato con solennità l'« Opera House », un edificio avveniristico, poggiato su un balcone di terra nel Bemelong Point della baia di Sydney, appena al di qua del celeberrimo ponte d'acciaio, opera dell'arte geniale dell'architet-

to danese Utzon e dalla contribuzione dei cittadini. Il teatro « Alla Scala » australiano è un doppio edificio, costituito da una custodia esterna, sofisticata e allusiva, a forma di sovrapposte valse di conchiglia, e da una serie di scrigni interni, dalla linea e dall'acustica purissime. Gli australiani lo chiamano il più bel monumento del secolo. La Regina lo ha paragonato alle Piramidi. C'è un po' di enfatica esagerazione in queste frasi. In realtà però, ci sono voluti 15 anni di lavoro e 88 miliardi di lire per portarlo a termine e il risultato è degno delle più alte aspirazioni architettoniche e funzionali dell'uomo colto. Soprattutto è un contributo al tenace, anche se parzialmente inconscio, programma australiano di contatto e di avvicinamento al mondo della cultura tradizionale.

Allungo uno sguardo dall'obolo del Galileo Galilei (ho già volato sul Michelangelo Buonarroti da Roma a Melbourne e sul Dante Alighieri da Melbourne a Sydney, ed è importante per un italiano portarsi dietro questi nomi, in un Paese in cui l'Italia è in genere, sinonimo di negozio di frutta e verdura) e vedo, sotto il sole di una primavera precoce, il vasto deserto dell'entroterra australiano. Pochissimi fiumi lo solcano: il Darling River, il Cooper's Creek; pochissimi insediamenti umani vi si vedono: Cobar, Alice Spring, Hall's Creek. In realtà la vita australiana è tutta sulle coste; e con grande interesse percorro stamani, nella sede della Delegazione Apostolica a Sydney, una vasta mappa delle diocesi australiane, tutte col capoluogo sulla costa. Eppur-

re un giorno questo deserto potrà essere terra coltivata, come lo è tutta la fascia costiera, divinamente verde, con la sua infinita varietà e abbondanza di erbe e di alberi. Ciò che ora è prodotto di natura potrà essere domani frutto di industria e di artificio. I tredici milioni di australiani potranno ospitare altri milioni e milioni di esseri umani, ai quali una consolidata civiltà e un'acquisita « way of life » potrà essere opportunamente partecipata, senza timore di venire in qualche modo depauperata. In questo senso mi sembra importante l'inaugurazione del nuovo tempio dell'arte, dove sono risuonate per prime le note della Sinfonia N° 9 di Beethoven e successivamente quelle del Flauto Magico di Mozart.

L'Australia ha veramente vissuto un suo momento di autenticità culturale, fonte di più stretta unione interna e di più impegnata proiezione verso l'esterno.

A Melbourne, nei giorni precedenti, avevo avuto occasione di sentire il polso della vita di relazione degli australiani. Anzitutto il luogo. Ho compreso come molti vengano e restino. Melbourne, con circa 2 milioni e mezzo di abitanti, è una città sconfinata, come sarebbe a dire da Viterbo a Terracina. Strade diritte la solcano in tutte le direzioni e parchi estesissimi la interrompono di continuo, facendola respirare. Le case sono basse, a un piano o due, eccettuati i pochi edifici del centro. Attorno alle case, tanto verde: di prati e querce e faggi e pioppi e jakaranda e coral. Ho visto cosa significa questo per i

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Omnivatore* *Romano* di *Litici del Vetic.* del 31-X-73



111

10





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

bambini, per i figli dei Valmorbida e dei Murgo, ma anche dei Rodigari e dei Della Bosca.

Nella colonia italiana mi ha introdotto il dottor Ubaldo Larobina, che dirige a Melbourne « Il Globo », un settimanale del lunedì in lingua italiana. Larobina è un romano autentico, anche se di sangue calabro, che dopo 15 anni di vita australiana conserva freschezza di anni, di gergo e di spirito. I nostri connazionali trovano nel giornale italiano un punto di riferimento e gli

si rivolgono negli eventi lieti e tristi, ma soprattutto per l'aggiornamento sportivo. « Il Globo » esce il lunedì con tutti i risultati del campionato di calcio italiano, captati durante la notte di domenica per radio e per telefono. Ma prima che esca, migliaia di italiani hanno già telefonato al suo speciale centralino informazioni per sapere.

Anche i frati cappuccini di St. Antonio a Hawthorn mi sono stati larghi di ospitalità, di informazioni, di contatti. La loro bella chiesa, non parrocchiale ma frequentatissima, riflette l'Italia di trent'anni fa e perciò veramente consona alla mentalità dell'emigrato. Grandi pitture, grandi mosaici, grandi statue, grandi dediche, grandi devozioni. E questo il modo, per l'emigrante, di aggrapparsi a ciò che ha lasciato e che sembra sfuggirgli, prima ancora di aver trovato qualcosa di abbastanza solido nella nuova vita.

Tra qualche generazione, superato il senso di insicurezza, anche la devozione potrà affinarsi in fede e culto più maturi e degni.

In Australia gli italiani lavorano. Come tutti, del resto, gli abitanti di questa terra fertile e produttiva. Ho visto i Della Bosca e i Rodigari, gente di Valtellina che ha fatto di tutto, i fratelli Valmorbida, vicentini, che controllano interi settori del commercio di Melbourne; il professor Murgo, un quarantenne che ha cominciato dal nulla, e rappresenta oggi una punta avanzata nella scultura australiana, con una cattedra all'accademia di belle arti di Melbourne.

Lo spirito pionieristico non viene meno, nonostante un certo afflusso di ricchezze che consente, anche agli italiani, dei fine settimana molto anglosassoni. In realtà, lo spirito semplice della vita di questi luoghi — l'ho notato anche in Canada l'anno scorso — riesce ancora a prevalere sullo spirito borghese. La domenica la gente sta in famiglia, ma fuori, all'aria aperta. Sulle rive dello Yarra, il grande fiume che attraversa Melbourne, sotto i grandi alberi che lo fiancheggiano, c'è un susseguirsi di cucine in pietra, fornite di gas, a disposizione di tutti. Sono i cosiddetti « barbecues » dove la gente cuoce, sulla lastra arroventata, le sue bistecche o salicce o pesci freschi e fa il suo picnic all'aria aperta. Le famiglie sono unite e solidali, nonostante la triste possibilità del divorzio, e le campagne per l'introduzione dell'aborto. La pornografia e la prostituzione sono contenute e la droga non ha largo smercio, così che di Melbourne si può tranquillamente dire che è una città sostanzialmente sana.

La natura vi ha un largo posto, come testimonia anche l'incantevole orto botanico, dove migliaia e migliaia di fiori e d'alberi di ogni specie, ciascuno regolarmente contrassegnato con il nome in inglese e in latino, formano la delizia di una folla continua di visitatori, che vi si alternano passeggiando o predicando la propria fede o enunciando da piccole tribune improvvisate, alla maniera britannica, i propri punti di vista.

Una cosa straordinaria in Australia — per non parlare di ostriche o di aragoste — sono gli uccelli. Tutti sanno dei canguri, dei koala, dei pinguini e dei pappagalli, ma pochi sanno degli uccelli in generale. Gli uccelli strillano come ossessi. Per dieci gazze si dovette sospendere un concerto di musica sinfonica all'aperto. Al mattino non occorre sveglia, perché ci pensano loro. Una vecchia signora inglese, venuta quaggiù in pensione, fuggì di nuovo, sconcertata, in Inghilterra. Eppure un uccello che strilla poteva portarlo con sé: con tanti che dormono da noi, non era poi male del tutto!

VIRGILIO LEVI

VII

..... del .....





## Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Corinale

L'UNITA'

di

Roma

del

31-10-75

### Liegi: successo delle sinistre nelle elezioni tra gli immigrati

Le sinistre italiane hanno conseguito una importante affermazione nelle elezioni svoltesi domenica scorsa ad Ans — centro industriale dei dintorni di Liegi — per eleggere il Comitato consultivo comunale degli immigrati. Le due liste delle sinistre italiane — Unione democratica progressista sostenuta da comunisti e indipendenti e PSI — hanno raccolto oltre il 90 per cento dei 1042 voti espressi dai nostri connazionali (lista UDPI 394 voti e 5 seggi, lista PSI 398 voti e 6 seggi). La lista dell'Intesa, sostenuta dalla DC, ha ottenuto il 4 per cento dei voti e 1 seggio.

Nelle liste delle altre collettività nazionali sono stati eletti due compagni spagnoli, un rappresentante rispettivamente per le forze democratiche greche e turche.

La destra ha ottenuto un solo rappresentante in una lista sostenuta dai colonnelli greci.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

La Stampa

di Torino

del 31-X-73

Una rilevazione della Doxa

**Il 52 % degli italiani dalla parte di Allende**

**Sul conflitto mediorientale, maggioranza per Israele**

Nei giorni scorsi l'Istituto Doxa ha eseguito un rapido sondaggio d'opinione su due problemi d'attualità: il colpo di Stato in Cile e il conflitto nel Medio Oriente. Tra il 17 e il 19 ottobre scorsi sono stati intervistati 1097 italiani adulti (di 18 anni ed oltre) che costituivano un campione rappresentativo della popolazione residente sul territorio nazionale.

Per valutare gli atteggiamenti nei confronti del colpo di Stato in Cile, era stata posta la seguente domanda: *Al momento del colpo di Stato nel Cile lei si è sentito piuttosto dalla parte dei militari o dalla parte del governo di Allende?*

Il 52 per cento degli italiani si è dichiarato dalla parte di Allende, mentre il 16 per cento si è dichiarato dalla parte dei militari. Il 18 per cento degli adulti non ha preso posizione e il 14 per cento non era informato dell'avvenimento.

Sulla guerra in Medio Oriente era stata posta la seguente domanda: *Nell'attuale conflitto tra Israele e i Paesi arabi lei si sente piuttosto dalla parte di Israele o dalla parte degli arabi?*

Il 43 per cento degli italiani si è dichiarato dalla parte di Israele (erano i giorni del conflitto), il 18 per cento dalla parte degli arabi, il 28 per cento erano neutrali, l'11 per cento non erano informati dell'avvenimento. (Doxa)





*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*La Nazione*

di *Firenze*

del *31-X-73*

**Comunicazioni radio  
per gli italiani  
in Venezuela**

Chiunque desideri inviare o dedicare una canzone italiana ai parenti e amici nel Venezuela, scriva il proprio indirizzo e quello del destinatario a: Publicidad Caracas, Angelo Grasso, Apartado de Correos 3674, Caracas, Venezuela, per ottenere la trasmissione gratuita in uno dei programmi italiani di: Publicidad Caracas.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Giornale d'Italia* di *Roma*

del *30/31-X-73*

## Alpini alla Casa Rosada Peron riceve le «penne nere»

*Il Presidente argentino ha ricordato gli anni della «naia alpina» da lui trascorsi in Italia*

### nostro servizio

**BUENOS AIRES, 30**  
Il presidente Peron ha ricevuto in udienza speciale una rappresentanza degli alpini che, giunta con un volo charter dell'Alitalia, hanno consegnato la bandiera di combattimento alle truppe Andine, nella città di Bariloche. Guidati dal magg. Franco Bertagnolli, presidente nazionale dell'Ana, quattordici alpini sono stati introdotti nel salone presidenziale. Il presidente Peron, giovanile ed entusiasta, ha subito detto di essere veramente commosso di vedere le penne nere nel suo studio e di essere addolorato di non essere stato presente alla cerimonia di Bariloche alla quale aveva deciso di partecipare, ma che poi si vedeva obbligato ad annullare.

Ha ricordato, in un buon italiano, di essere stato nel nostro Paese dal 1937 al '39 e di essere arrivato al grado di ten. colonnello del III Alpini a Pinerolo e di avere partecipato alle manovre militari ed al campo sull'Antelao e su altre montagne da lui descritte con assoluta fedeltà di particolari.

Ha poi ricordato commosso la vita della «naia», e ha ram-

mentato quell'alpino che, stracco sotto il pesante zaino, si era fermato davanti ad un crocifisso dicendogli: «Tu sarai stato crocifisso, ma non hai mai portato lo zaino» e ancora di quell'alpino che congelato, richiesto cosa avrebbe fatto risponde: «Vendo la mula e compro un alpino». Tutto questo per far notare come abbia un ricordo della vita sacrificata di queste truppe di montagna. Sull'esperienza dei suoi anni in Italia, ha ricordato di aver cambiato negli anni 1945-46 l'uniforme dei suoi andini, adattandola al tipo di servizio che dovevano prestare queste truppe, ed ha accennato al fatto che gli alpini italiani sono i padri degli andini argentini perché da quelli hanno appreso l'arte della montagna, anche se quelle argentine, come l'Aconcagua, sono differenti dalle Alpi.

Il magg. Bertagnolli gli faceva poi dono di un grande cappello alpino di bronzo con la dedica «All'alpino, Presidente della Repubblica Juan Domingo Peron, gli alpini d'Italia» che Peron riceveva con le lacrime agli occhi ed ordinava che immediatamente fosse messo nel suo studio

Augusto Cesari





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

de *l'Espresso*

di *Firenze*

del *31-X-73*

## Vittoria nel Quebec degli antiseparatisti

**Il partito liberale ha ottenuto 99  
seggi su 110 - Un italiano eletto co-  
me « Aquila Bianca » dagli indiani**

Montreal, 30 ottobre.

Il partito liberale ha vinto con una maggioranza schiacciante le elezioni per il parlamento provinciale del Quebec.

La vittoria liberale, già prevista con certezza dagli osservatori, ha tuttavia sorpreso per le sue dimensioni macroscopiche: su 110 seggi del parlamento di Quebec, 99 sono andati ai liberali, 7 agli indipendentisti del « parti quebeccois » e 2 al « credito sociale ». Due seggi sono ancora da attribuire a causa di un errore nelle operazioni elettorali.

E' scomparsa invece dalla scena l'« unione nazionale », un partito che ha dominato la politica del Quebec fino a anni recenti, ma che, da tempo, si stava disintegrando e che in questa consultazione non ha ottenuto neppure un seggio.

La vittoria dei liberali ha, fra gli altri, il significato di un successo contro i separatisti di lingua francese. Vi hanno contribuito in varia misu-

ra, secondo gli osservatori, lo andamento positivo della situazione economica, il voto degli anglofoni (circa il 20 per cento degli abitanti del Quebec) e il voto degli immigranti, fra i quali principalmente gli italiani, nonché il timore della secessione preconizzata dal partito quebecchese.

Fra i deputati liberali eletti al parlamento del Quebec si trova anche un capo indiano di origine italiana. Si tratta di John Ciaccia, nato nel 1933 a Ielsi, in provincia di Campobasso, ed emigrato da bambino con la famiglia a Montreal. Laureato in legge e avvocato di successo, Ciaccia è stato negli ultimi tre anni viceministro (è una carica amministrativa e non politica) al dipartimento federale per gli affari indiani e del Nord a Ottawa.

Grati per l'opera da lui svolta in loro favore, gli indiani della tribù « Kehewin » dell'Alberta lo hanno nominato recentemente capo onorario col nome di « Aquila Bianca ».





## Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*La Nazione*

di *Firenze*

del *31-X-73*

### Italiano ucciso a Londra dopo una rissa in discoteca

(Dal nostro corrispondente)

Londra, 30 ottobre.

Un italiano di vent'anni è stato ucciso all'alba nel centro di Londra al termine di una rissa avvenuta fra due gruppi di giovani in una discoteca. La vittima, Ennio D'Intino, proveniva da Lanciano in provincia di Chieti e lavorava al Regent Palace Hotel.

Pare che la tragica lite sia stata originata da risentimenti di natura xenofoba. Il D'Intino, dopo avere terminato il suo turno di lavoro, si è recato con un gruppetto di connazionali, quasi tutti lavoratori alberghieri, in un locale notturno poco distante da Regent Street, « The flicke disco ».

L'arrivo degli italiani ha suscitato il risentimento di altri avventori, che si presume fossero in prevalenza inglesi. Pare che gli uni e gli altri si disputassero la compagnia di alcune

ragazze che erano nella discoteca.

A un tratto i litiganti hanno lasciato il locale per proseguire in strada il concitato diverbio. Il D'Intino è stato colpito da due coltellate e si è abbattuto sanguinante all'angolo fra la Swallow Street e la Regent Street mentre gli aggressori si dileguavano con un'auto parcheggiata nelle adiacenze.

La polizia ha bloccato il traffico automobilistico per alcune ore ed ha compiuto numerosi accertamenti.

I compagni di lavoro della vittima, interrogati, hanno descritto le fasi che hanno preceduto la mortale aggressione. Il manager della discoteca ha detto che gli italiani avrebbero tentato di irrompere nel locale pur avendo ricevuto un diniego d'ingresso. La loro intrusione avrebbe generato la rissa che si è tragicamente conclusa.

L. F.





## Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

PAESE SERA

di

Roma

del

31.10.53

*/Su un vagoncino della teleferica*

# Tre operai italiani morti in Svizzera

GINEVRA, 31 — Quattro operai, di cui tre italiani, sono morti ieri sera in un incidente avvenuto a Goppenstein (Briga), nel Vallese, quando per la probabile rottura di un cavo il vagoncino di una teleferica addetta al trasporto di persone e di materiale di un cantiere d'alta montagna, si è schiantato contro un pilone della stazione di partenza a valle.

I quattro operai, che avevano lavorato tutta la giornata a circa 1800 metri di quota in un cantiere dove sono in costruzione opere anti-va-

langhe per la protezione della linea ferroviaria del Loeschenberg, avevano preso posto sul vagoncino per fare ritorno a valle.

Erano circa le 18,15 quando il vagoncino, giunto a metà della sua corsa ha cominciato a scendere a velocità sempre maggiore, andandosi a schiantare alla fine della sua corsa contro un pilone di cemento della stazione terminale. I quattro uomini sono morti sul colpo. La identità delle tre vittime italiane non è stata rivelata.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Roma

di

Napoli

del

31-X-73

PER LA SOPPRESSIONE DELLO « STATUTO DEGLI STAGIONALI »

## Verrà rafforzata la lotta dei lavoratori stranieri in Svizzera

Sono stati esaminati gli assurdi divieti e gli onerosi doveri imposti senza alcun compenso di contropartita

GINEVRA, 31

Le associazioni dei lavoratori stranieri in Svizzera, riunite in congresso, hanno deciso di rafforzare la loro lotta per la soppressione dello statuto degli stagionali che « impone tutta una serie di misure discriminatorie intollerabili » e che « non ha più motivo di essere mantenuto in seguito ai progressi tecnologici dei mezzi di produzione ».

Promosso dalla Federazione delle Colonie Libere Italiane, il congresso delle associazioni dei lavoratori stranieri in Svizzera aveva lo scopo principale di analizzare le condizioni di vita dei lavoratori stagionali, alla luce dell'ultimo decreto federale sulla mano d'opera, il quale stabilisce appunto che i lavoratori stagionali non possono rimanere in Svizzera più di otto mesi e mezzo e non hanno pertanto la possibilità di chiedere un permesso annuale.

Nell'analizzare il decreto federale, i rappresentanti delle associazioni dei lavoratori

stranieri in Svizzera hanno posto in rilievo il fatto che agli stagionali vengono imposti molti divieti e doveri senza alcun compenso in contropartita: 1) divieto di cambiare impresa e di settore economico; 2) divieto di vivere nel paese con la famiglia; 3) divieto di affittare un appartamento a proprio nome; 4) dovere di contribuire all'assicurazione invalidità senza possibilità di fruire dei vantaggi del riadattamento professionale; 5) dovere di contribuire all'assicurazione vecchiaia e sopravvivenza senza poter beneficiare delle prestazioni complementari; 6) impossibilità di beneficiare di prestazioni in caso di malattia o di disoccupazione durante i mesi di inattività; 7) dovere di pagare le tasse senza poter beneficiare però delle infrastrutture.

Secondo le associazioni dei lavoratori stranieri in Svizzera, queste restrizioni devono essere soppresse, indipendentemente dall'abolizione immediata dello statuto degli stagionali.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL GLOBO di Roma del 31-

## Stagionali: chiesta in Svizzera la revoca delle discriminazioni

GINEVRA, 30. — Le associazioni dei lavoratori stranieri in Svizzera hanno deciso di rafforzare la loro lotta per la soppressione dello statuto degli stagionali che « impone tutta una serie di misure discriminatorie intollerabili » e che « non ha più motivo di essere mantenuto in seguito ai progressi tecnologici dei mezzi di produzione ».

Agli stagionali è fatto divieto di cambiare di impresa e di settore economico; di vivere nel Paese con la famiglia; di affittare un appartamento a proprio nome mentre essi hanno il dovere di pagare le tasse e di contribuire all'assicurazione invalidità senza possibilità di fruire dei vantaggi del riadattamento professionale e di contribuire all'assicurazione vecchiaia senza poter beneficiare delle prestazioni complementari. Sono infine nell'impossibilità di beneficiare di prestazioni in caso di malattia o di disoccupazione durante i mesi di inattività.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Corriere della Sera*

di

*Milano*

del

*31.10.53*

## Chiesta in Svizzera l'abolizione del lavoro stagionale

Ginevra, 30 ottobre.

Le associazioni dei lavoratori stranieri in Svizzera riunite in un congresso su iniziativa della Federazione delle colonie libere italiane, hanno deciso di rafforzare la loro lotta per la soppressione dello statuto degli « stagionali » (quelli, cioè, che non possono rimanere nella Confederazione più di otto mesi e mezzo all'anno) che « impone tutta una serie di misure discriminatorie intollerabili » e che « non ha più motivo di essere mantenuto in seguito ai progressi tecnologici dei mezzi di produzione ».

Nell'analizzare il decreto federale, i rappresentanti delle associazioni dei lavoratori stranieri in Svizzera hanno posto in rilievo il fatto che agli stagionali vengono imposti molti divieti e doveri senza alcuna contropartita.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Gazzetta del Popolo* di *Torino*

del 31-X-73

2-  
7-  
e-  
li  
a  
y-  
a  
y-  
è  
r-  
s-  
i-  
?

UN INGIUSTO «STATUTO» REGOLA LA VITA DEI NOSTRI CONNAZIONALI

## Troppe discriminazioni in Svizzera tra lavoratori stagionali e locali

*Le associazioni degli operai stranieri, a congresso, hanno deciso di rafforzare la lotta per la abolizione di leggi che ignorano i problemi sociali*

Ginevra, 30 ottobre

Le associazioni dei lavoratori stranieri in Svizzera, riunite in congresso, hanno deciso di rafforzare la loro lotta per la soppressione dello statuto degli stagionali che « impone tutta una serie di misure discriminatorie intollerabili » e che « non ha più motivo di essere mantenuto in seguito ai progressi tecnologici dei mezzi di produzione ».

Promosso dalla Federazione delle Colonie Libere Italiane, il congresso delle associazioni dei lavoratori stranieri in Svizzera aveva lo scopo principale di analizzare le condizioni di vita dei lavoratori stagionali, alla luce dell'ultimo decreto federale sulla mano d'opera, il quale stabilisce appunto che i

lavoratori stagionali non possono rimanere in Svizzera più di otto mesi e mezzo e non hanno pertanto la possibilità di chiedere un permesso annuale.

Nell'analizzare il decreto federale, i rappresentanti delle associazioni dei lavoratori stranieri in Svizzera hanno posto in rilievo il fatto che agli stagionali vengono imposti molti divieti e doveri senza alcun compenso in contropartita:

- 1) Divieto di cambiare di impresa e di settore economico;
- 2) Divieto di vivere nel paese con la famiglia;
- 3) Divieto di affittare un appartamento a proprio nome;
- 4) Doveri di contribuire all'assicurazione invalidità senza possibilità di fruire dei vantaggi del riadattamento professionale;
- 5) Doveri di contribuire all'assicurazione vecchiaia e sopravvivenza senza poter beneficiare delle prestazioni complementari;
- 6) Impossibilità di beneficiare di prestazioni in caso di malattia o di disoccupazione du-

rante i mesi di inattività; 7) Doveri di pagare le tasse senza poter beneficiare però delle infrastrutture.

Secondo le associazioni dei lavoratori stranieri in Svizzera, queste restrizioni devono essere soppresse, indipendentemente dall'abolizione immediata dello statuto degli stagionali.

CHUBA





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ABC

di Mi Casu

del 31-XB-73

## CLAMOROSA DECISIONE DI UN TRIBUNALE SVIZZERO

### Se discuti ti licenzio

di MARIO PIRAS

«L

LOSANNA, ottobre  
a proprietà non è  
più un furto» così  
i giudici di Losanna  
avrebbero potuto intitolare  
la sentenza con cui hanno  
assolto un padrone svizze-  
ro imputato di aver licen-  
ziato in tronco e insultato  
14 operai senza motivo.

I fatti risalgono a due  
anni fa: anche la «giusti-  
zia» svizzera è sofferente.  
Quattordici operai, rego-  
larmente iscritti al sinda-  
cato *Fomo*, per la maggior  
parte emigrati, sono stati  
licenziati in tronco perché  
agli occhi del padrone era-  
no rei di aver discusso in

fabbrica la situazione del-  
la cassa-pensioni alla vigi-  
lia di una votazione popo-  
lare in proposito.

I sindacalisti hanno mi-  
nacciato, pregato, battuto  
i pugni sul tavolo, ma al-  
la fine non sono riusciti a  
bloccare i licenziamenti.  
Anzi, non sono riusciti  
neppure a trovare per quei  
lavoratori un altro impie-  
go qualsiasi.

Degli operai licenziati,  
sei, tutti emigrati spagno-  
li, hanno denunciato sia i  
responsabili della ditta sia  
chi aveva redatto un bollet-  
tino nel quale venivano de-  
finiti « agitatori », « incita-  
tori allo sciopero » e « di-  
sturbatori ». Credevano di  
avere giustizia e invece so-  
no stati duramente riporta-  
ti alla realtà dalla sentenza  
emessa dal tribunale.

I giudici svizzeri hanno  
assolto il padrone perché  
così è detto nella senten-

za « gli operai minaccia-  
vano la pace all'interno del-  
l'impresa ». Inoltre hanno  
assolto il redattore dello  
squallido bollettino perché  
« dire che un operaio è un  
agitatore non significa e-  
sprimere un giudizio sulle  
sue qualità morali o pro-  
fessionali. Dunque non è  
un'accusa che lede la sua  
onorabilità ».

La sentenza, insomma ha  
codificato, per la prima  
volta in Svizzera — e pen-  
siamo in ogni paese civi-  
le — che il padrone ha di-  
ritto di licenziare qualsia-  
si dipendente che non ab-  
bia le sue stesse opinioni.  
Così sembra essersi stabili-  
to che chiunque, iscritto al  
sindacato, che manifesta il  
proprio pensiero, è alla  
mercé del padrone. Il quale  
può licenziare quando e  
come gli pare, tanto, il tri-  
bunale, farà rispettare la  
legge... quella del taglione.





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ABC

di Milano

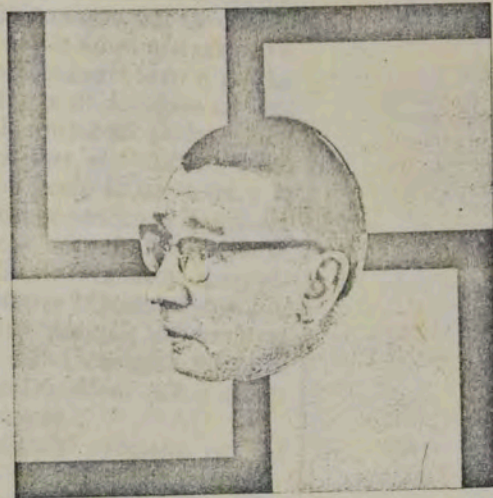
del 31-XO-73

A.A.A... CANDIDATO CERCASI

# Schwarzenbach vuol proteggere l'ambiente

**Non è una battaglia ecologica ma solo una scusa razzista: un ennesimo tentativo di rilanciare le assurde tesi del deputato xenofobo**

**di M. VANDER**



NEUCHÂTEL, ottobre  
**G**li xenofobi svizzeri si travestono. In prossimità delle nuove elezioni amministrative nella Svizzera francese è stato esumato il « Movimento per la protezione dell'ambiente ». I maligni dicono che è nato per cercare di rastrellare i voti che il partito repubblicano di Schwarzenbach, il razzista e Azione Nazionale hanno perduto. I dirigen-

ti del movimento hanno impostato la campagna elettorale sulla difesa dell'ambiente.

« Ma da che cosa? dalle case popolari, dalle fabbriche, dai capelloni, dai bambini che giocando sui prati pestano l'erba? » si è chiesto un noto commentatore politico elvetico. « Di questo passo si fa presto a dare addosso agli italiani che vivono in case popolari, lavorano nelle fabbriche,

portano capelli o basette lunghe e mettono al mondo un sacco di figli ».

Intanto per dimostrare la propria serietà di intenti il neo « Movimento » ha fatto inserzioni sui giornali: « A.A.A... candidato cercasi ».

Il novello avversario politico non intimorisce i democratici svizzeri, soprattutto perché non hanno neppure bisogno di combatterlo. Affonderà da solo: nel ridicolo.





## Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Industria e Lavoro* di *Sugon* del *Ottobre '73*

### Cogestione: un impegno anche per i lavoratori

Quanti saranno i lavoratori cui sta a cuore il problema della cogestione o della partecipazione aziendale? Certamente pochi, se confrontati con coloro che soffrono per la sconfitta della squadra del cuore o di chi si affanna a conoscere vita, miracoli e pettegolezzi di una diva cinematografica. Ciò non toglie che il problema sussiste, anche perché è stato sollevato con gran rumore dai sindacati svizzeri i quali, per la prima volta nella storia svizzera, si sono uniti per lanciare un'iniziativa costituzionale sulla partecipazione aziendale. L'iniziativa, firmata da oltre 160 000 elettori svizzeri, dice testualmente: «La Confederazione ha il diritto di emanare disposizioni sulla partecipazione dei lavoratori e delle loro organizzazioni alle decisioni nelle imprese e nelle amministrazioni». In altre parole, i sindacati chiedono di mandare rappresentanti loro e dei lavoratori nei consigli di amministrazione con la competenza di decidere su tutti i problemi riguardanti la conduzione dell'azienda. Gli ambienti padronali si sono opposti categoricamente a questa soluzione: cogestione, sì, - dicono - ma soltanto a quei livelli ove i lavoratori hanno e devono avere le capacità e le competenze di esprimere il loro parere e di decidere con conoscenza di causa. Orbene, quali sono quei lavoratori in grado di decidere se occorre fare o meno un determinato investimento, se è razionale l'acquisto di tale o tal'altra macchina, se occorre aprire una succursale qui piuttosto che altrove? Questi dubbi più che leciti hanno fatto sì che la quasi totalità dei partiti politici, dei cantoni svizzeri e delle organizzazioni economiche consultati dal Consiglio federale si siano pronunciati contro l'iniziativa sindacale, pur esprimendosi, più o meno velatamente, in favore appunto di una cogestione limitata.

Sulla base di queste consultazioni il Consiglio federale propone ora al Parlamento e al popolo di respingere questa iniziativa, ma nel contempo presenta un suo controprogetto più aderente alla realtà economica nostra. «La Confederazione - dice il testo del Consiglio federale - ha il diritto di emanare disposizioni su un'adeguata cogestione dei lavoratori tutelante il buon andamento e l'economicità delle imprese».

Il progetto del Consiglio federale, quindi, è più limitativo e in particolare esclude dalla cogestione le organizzazioni sindacali, riservandola ai soli lavoratori dell'azienda. Inoltre introduce il concetto del «buon andamento e dell'economicità delle imprese». In altre parole, la cogestione non deve essere uno strumento per sovvertire il nostro ordinamento sociale ed economico, bensì un contributo essenziale per rendere più umana la posizione del lavoratore in seno al processo economico moderno. La partecipazione del lavoratore alla vita dell'azienda deve cioè avvenire ai livelli di sua competenza e responsabilità, in particolare attraverso un'intensificazione dell'informazione e dei reciproci rapporti sui problemi che toccano da vicino i lavoratori.

Se la proposta del Consiglio federale incontrerà il favore del Parlamento e poi del popolo svizzero, si potrà senz'altro parlare di un nuovo concreto passo innanzi nei rapporti sociali. È il caso di dire che senza articolo costituzionale, già oggi esistono imprese che hanno messo in pratica il principio della cogestione. Istituzionalizzare questo principio entro i limiti proposti dal Consiglio federale vuol dire imporre a non pochi datori di lavoro nuove aperture, ma implica anche da parte lavoratrice un accentuato senso di responsabilità e qualificate capacità nonché un interessamento per la vita dell'azienda che vada oltre la semplice aspirazione ad aumenti salariali e a una diminuzione delle ore lavorative.

F. Zanetti



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Bellunese nel Mondo* di *Belluno*

del *Ottobre '73*

## Definitivamente approvate le prime leggi regionali in favore degli Emigranti

(La legge assistenziale Costa e la legge per le attività artigianali).

La Regione ha permesso di inserire in specifiche Leggi le altre provvidenze richieste dalle Associazioni Emigranti del Veneto: fra queste le incentivazioni per la casa, non approvate da Roma nell'attuale formulazione.

Due buone notizie da Venezia: sui bollettini ufficiali del 5 e del 12 settembre sono state pubblicate le due prime leggi regionali in favore degli Emigranti. Le riportiamo per comodità dei nostri lettori a pag. 3.

La prima, presentata dal consigliere bellunese Gaetano Costa, prevede alcune forme di assistenza in favore degli Emigranti che vivono in disagiate condizioni economiche.

Le Associazioni Emigranti del Veneto avevano chiesto che, in conformità alle promesse espresse nell'articolo 1, la legge avesse un campo di intervento assai più ampio e fosse dotata di un maggior finanziamento, rispetto ai 100.000.000 stanziati.

La Regione non ha ritenuto di poter accogliere in questa sede alcune richieste (relative in particolare ad un fondo di anticipazione per le pensioni ai silicotici e borse di studio per i figli di emigranti, alle colonie, ai corsi di qualificazione professionale, al collegamento della Regione con le zone di emigrazione, ecc.)

Ha tuttavia preso l'impegno di inserire le varie richieste in specifiche leggi. Questo impegno è già operante nella legge per gli artigiani, che nell'articolo 2

assegna titolo di preferenza agli Emigranti.

Analogamente, nella legge "per lo sviluppo dell'edilizia residenziale" vengono riconosciuti agli Emigranti contributi negli interessi particolarmente elevati e condizioni in favore per le graduatorie.

Questa legge purtroppo è stata respinta a Roma e non è quindi operante. Rimane tuttavia l'impegno della Regione a ripresentarla sotto altra forma, e ci

auguriamo che in quella sede vengano apportati ulteriori miglioramenti, tenendo conto dei nostri suggerimenti, che cercano di rendere la legge veramente utilizzabile dagli Emigranti.

A conferma dell'impegno regionale, che vuole tener conto delle aspettative degli Emigranti nelle future leggi, riportiamo alcuni brani della relazione Costa alla legge 31-8-1973 n. 21.

IL PRESIDENTE





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'Emigrato Italiano di Firenze del Sett. Ottobre



## La scelta dei poveri

Come i nostri lettori sanno, è in programma una «Conferenza Nazionale dell'Emigrazione e del Lavoro Italiano all'Estero».

Quando si farà non è dato sapere con precisione, dato che ci sono state recentemente una crisi governativa ed una restrizione dei cordoni della borsa da parte del nuovo ministro del Tesoro.

Ma l'osservazione che vogliamo fare prescinde dalla data e riguarda il contenuto. Nell'ultima riunione del Comitato Consultivo degli Italiani all'Estero (Roma, 11-13 Luglio 1973) alcune voci si sono levate contro l'intrusione (nel titolo) di quella aggiunta «lavoro italiano all'Estero». Che c'entra - si è detto - il lavoro italiano all'estero, lavoro cantieristico organizzato e competitivo sul piano internazionale, espressione di vitalità e di visuale aperta dei nostri imprenditori, con l'emigrazione della povera gente, tuttora spinta dalla necessità a cercare, all'insegna del rischio personale, un lavoro lontano dalla propria terra? Di questa emigrazione - si afferma - deve occuparsi la Confederazione Nazionale! Anche se per «lavoro italiano all'estero» s'intende il cumulo di iniziative con cui alcuni nostri emigrati arrivati al successo, hanno costellato i Paesi del mondo, la distinzione tra l'emigrazione come problema e tale lavoro va salvata.

La Conferenza, infatti, dovrà esprimersi non in termini di esaltazione (che lascerebbe il tempo che trova), ma di denuncia: denuncia di una situazione che dai tempi dell'unità d'Italia affligge ancora il nostro Paese.

Per conto nostro crediamo che si debba fare di tutto perchè la Conferenza Nazionale punti l'obiettivo su quanto (ed è molto) rimane da fare perchè l'emigrazione, quella della povera gente, non abbia a continuare nelle dimensioni e nelle condizioni in cui da cent'anni è avvenuta ed avviene. E qui viene opportuna una riflessione.

La volontà di espellere il «lavoro italiano all'estero» dall'ordine del giorno della Conferenza ci ricorda che oggi la sensibilità sociale è cresciuta: parlare di emigrazioni oggi è parlare di emarginati.

questo vale per l'America del Nord, dove gruppi etnici di lingua spagnola e gente di colore premono per entrare a pieno diritto nella grande società statunitense; vale per l'America Latina, dove una moltitudine di nordestini in Brasile calano verso le metropoli (più di duecentomila all'anno verso San Paolo!) e nutrite frange di braccianti dei Paesi minori battono alle porte delle grandi nazioni, aggiungendo nuovi problemi a quelli che già esistono all'interno dei Paesi di immigrazione. Non possiamo dimenticare, a proposito, la visione del triste carico di umanità alla «Hospedaria dos immigrantes» di San Paolo del Brasile e nelle tane dei boliviani a Mendoza in Argentina. Vale, infine, per l'Europa, dove le Chiese cominciano a prendere posizione in termini decisi e a volte clamorosi contro lo sfruttamento dei lavoratori stranieri, associandosi ai loro scioperi di protesta.

Tutto ciò si presenta con la forza di pressione dei fatti e con l'accresciuta convinzione delle coscienze anche a noi Scalabriniani, missionari di emigrazione. Può essere un invito a dare contenuto sempre più vitalizzato alla nostra «scelta», rinnovata nell'ultimo Capitolo Generale, a favore dei poveri.





# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

## RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Adi press di Zurigo del ottobre '73

### IL COMITATO NAZIONALE D'INTESA SOLLECITA UN INCONTRO CON IL GOVERNO ITALIANO PER LA RIPRESA DELLE TRATTATIVE

Alla fine del giugno scorso le ACLI, i sindacati Cgil, Cisl e Uil e il C.N.I., dopo l'incontro al ministero degli affari esteri, chiedevano in un comunicato congiunto che la riunione della commissione mista, poi effettivamente rinviata, fosse sostituita "con un incontro straordinario a livello politico tra delegazioni dei due governi, da convocarsi al più presto, subito dopo la formazione del nuovo governo italiano."

Le ACLI, con il presidente Nazionale Marino Carboni, avevano un incontro, all'inizio di agosto, con il nuovo sottosegretario all'emigrazione on. Granelli, al quale ribadivano la richiesta di convocazione della Conferenza Nazionale dell'emigrazione e le richieste contenute nel comunicato congiunto ACLI, Cgil, Cisl, Uil e C.N.I., sulla situazione dell'emigrazione in Svizzera.

La Segreteria del C.N.I., nella prima riunione dopo le ferie e precisamente il 12 settembre, sulla linea delle sue precedenti prese di posizione e di quelle delle diverse associazioni, decideva di inviare all'on. Granelli un telegramma per sollecitare un incontro con le associazioni degli emigrati in Svizzera e per convocare il Comitato Esteri-Sindacati e ACLI con la partecipazione del Comitato Nazionale d'Intesa, nel quale esaminare i grossi problemi relativi alla ripresa delle trattative italo-svizzere e alla realizzazione della Conferenza Nazionale dell'emigrazione.

Di seguito il testo del telegramma inviato dalla segreteria del CNI all'on. Granelli: "Segreteria CNI ci incarica sollecitare sua venuta in Svizzera per incontrarsi con associazioni emigrati collettività lavoratori italiani et per accelerare tempi sia a livello incontri politici che incontri sui problemi conclusioni trattative italo-svizzere et per definizione et soluzione numerose e gravi questioni ancora aperte stop Si sollecita inoltre convocazione Comitato Esteri-Sindacati-ACLI con presenza CNI con all'odg conclusione trattative italo-svizzere stop Proponiamo questa riunione avvenga se possibile in Svizzera. p. la Segreteria (...)."

All'incontro con l'on. Granelli la segreteria del CNI farà precedere una consultazione diretta con i sindacati Cgil, Cisl e Uil e le Acli.